

PROGRAMME COMMUNISTE

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

S
C
M
M
A
I
R
E

	Page
Editorial	
Paix sociale et guerre impérialiste	6
Le communisme et les partis algériens	17
Antagonismes dans les rapports de classe en Russie	28
Les trois phases du capitalisme	33
Notes d'actualité	43
Laïcité	
Auschwitz ou le grand alibi	
Petite chronique de la grandeur française	
Les pays sous-développés et le progrès	
La crise de l'agriculture américaine	

L'épilogue burlesque de

L'ANTIFASCISME

Les faits vont vite, et « l'opinion » — ce monstre moderne aux membres innombrables mais sans mémoire ni cervelle — a déjà digéré l'émotion soulevée par les événements d'Alger dans la dernière semaine de janvier et enregistré sans réaction deux revirements politiques qui compteront parmi les plus bouffons de l'histoire de la V^e République. Elle aura vu sans sourire les ultras brimés par le gouvernement qu'ils ont eux-mêmes promu, accepté sans colère ni mépris que les plus farouches défenseurs de la « liberté » se mobilisent pour renforcer l'autorité de l'Etat. Avec patience dégageons donc pour notre compte la signification de ces virevoltes, en attendant le moment encore lointain mais inéluctable où la classe ouvrière les reniera en même temps que leurs auteurs.

Le nœud gordien de la politique française c'est l'Algérie. Chaque crise qui le resserre précise les contours du problème qui se pose au capitalisme français et confirme le sens irréversible d'une évolution exactement opposée aux volontés des groupes sociaux qui en sont les inconscients artisans, à l'exemple des insurgés d'Alger et des antifascistes de la métropole, dans des circonstances particulièrement bouffonnes qu'il faut rapidement retracer.

Au terme d'un mécontentement accumulé depuis des mois, et prenant prétexte de la mutation du général Massu, les « petits blancs » d'Alger manifestent, dressent des barricades et lancent au gouvernement un ridicule défi. L'armée temporise durant quelques journées que la grande presse met à profit pour développer la psychose de la « menace fasciste ». Mais il suffit que la voix du grand capital se fasse entendre pour que les choses rentrent dans l'ordre. Quelques phrases bien senties prononcées par le Chef de l'Etat, quelques mise-en-demeure froides et sans

équivoques, et les militaires retrouvent leur fermeté, les barricades s'ouvrent, le « complot contre la sûreté de l'Etat » est maîtrisé. Cependant ces quelques jours de *suspense* politique ont réussi à déclencher la grande frousse collective qui, dans l'unanimité d'une grève générale quasi-officielle, fait des anti-gaullistes de la veille les gardiens les plus vigilants de l'autorité de l'Etat. Le gouvernement ne peut laisser passer une aussi belle occasion de renforcer et d'étendre ses prérogatives. Il demande les *pleins pouvoirs* qu'à l'exception des dix députés stalinistes, tous les démocrates et républicains lui accordent sans condition.

C'est de ce dernier fait, brutal, sans bavures et qu'aucune argutie ne peut escamoter — même pas l'abstention des parlementaires de l'équipe Thorez, soucieuse de sauver la face au dernier moment — qu'il faut partir pour comprendre la rigide dialectique qui a métamorphosé les antifascistes en partisans de l'Etat fort.

Durant trente ans d'une démarche politique toujours plus décevante et toujours plus embourbée dans les compromis, la propagande de la gauche démocratique, animée principalement par les aberrantes thèses des Staline-Khrouchchev, affirme que la démocratie bourgeoise est compatible avec le socialisme, qu'en la défendant les ouvriers luttent pour une meilleure société, que la stratégie politique n'est plus une stratégie de classe mais une stratégie déterminée par les *formes de gouvernement* : tout ce qui consolide l'Etat démocratique est bénéfique et progressif, tout ce qui le menace ou l'ébranle est néfaste et réactionnaire. C'est à cette conception servile et conservatrice que l'issue de la crise ouverte par la révolte d'Alger apporte le démenti le plus cinglant, sinon le premier en date. Non seulement parce qu'elle prouve qu'une coalition hybride

sous l'égide de la petite bourgeoisie ne peut arrêter ou « faire reculer » ce fascisme qui est en passe de devenir l'essence même de tout le capitalisme décadent, et non pas la doctrine de tel ou tel de ses partis ; mais encore parce que, dans l'affaire algérienne, le seul et véritable fascisme, comme aboutissement historique de la déchéance de la société bourgeoise, comme système général, dépouillé de ses horipeaux romantiques, mais combien plus puissant lorsque rationnel et *légal*, il fallait le chercher non pas du côté des gens que les antifascistes ont cru combattre mais dans le camp opposé, dans les initiatives et volontés du gouvernement du grand capital qu'ils ont eux-mêmes soutenu.

Ce n'est pas à la suite d'un invraisemblable hasard que l'élément pseudo-extrémiste du front démocratique a été contraint d'effectuer la plus extravagante des pirouettes politiques, se ralliant à l'homme et au pouvoir qu'il y a quelques mois à peine ce parti dénonçait avec la plus grande virulence. Ce tournant n'est pas une simple contorsion supplémentaire d'une organisation idéologiquement et politiquement invertébrée. C'est le résultat logique de l'involution opportuniste d'un grand parti ouvrier : quand on a assujéti le socialisme aux *valeurs nationales*, qui n'ont pas d'autre contenu, sous leur fumeuse métaphysique humanitaire, que les implacables impératifs de conservation du capitalisme, il est fatal que ce soit à ses représentants les plus qualifiés qu'on doive la dernière gémuflexion.

♦♦

Deux erreurs qui n'en font qu'une tiennent lieu d'ossature théorique à la thèse « algérienne » des divers partis de gauche et du P.C.F. L'une fait état d'une prétendue opposition qui existerait au sein de la bourgeoisie française, entre une fraction libérale et favorable à la paix, et une autre fraction extrémiste farouchement attachée au statu quo colonialiste. L'autre assimile le mouvement dirigé par les ultras d'Alger à une résurrection du fascisme *actif*.

En dépit des attermoissements et hésitations qui ont été fatales à la IV^e République, il n'a jamais existé, au sein des sphères à la dévotion du grand capital, de divergences *réelles* sur la nécessité de « conserver l'Algérie », c'est-à-dire sur la volonté ferme de ne pas perdre la mainmise sur les ressources minières et pétro-

lifères de ce pays, de ne pas renoncer au monopole de son commerce extérieur, et même de ne pas laisser échapper cet élément de pression diplomatique que constitue la présence militaire française en un point stratégique du dispositif mondial de l'alliance atlantique. Sur tous ces objectifs, la bourgeoisie *n'était pas et n'est pas divisée*. C'est sur les moyens précis de les réaliser et surtout d'en faire accepter la ligne politique aux populations blanches d'Algérie que se manifestent des vues différentes. Mais quelle que soit la façon dont ces problèmes seront résolus il est bien certain que c'est l'élément « colon » qui doit, sur le plan économique et social, faire les frais de l'opération. Trompé une première fois sur la signification de son offensive du 13 mai, il est désormais conscient, en dépit des promesses et assurances, qu'il doit y perdre au moins une grande partie de ses privilèges. Ces derniers reposent en effet sur la structure colonialiste, et pour la maintenir inchangée il faudrait une guerre totale absolument impensable. Par ailleurs l'effort d'industrialisation que le grand capital veut entreprendre en Algérie pour sauvegarder son contrôle sur les forces productives du pays ne peut pas, à la longue, ne pas ruiner le système de rapports économiques et sociaux sur lequel a prospéré jusqu'ici toute la minorité européenne d'Afrique du Nord.

Dans ce sens la révolte des Algérois a un fondement réel, sur le plan de leurs concrets intérêts économiques et sociaux. Ce sont ses objectifs politiques, ses perspectives, son *drapeau idéologique*, qui se révèlent chimériques et creux. Rien ne peut arrêter la dégradation sociale des boutiquiers, artisans, négociants et fonctionnaires algérois. De même que leur sauvetage ne peut résider dans la formule de « l'intégration », de même « l'autodétermination » n'est pas véritablement responsable de leur ruine. La cause effective de leur déchéance à venir c'est *l'histoire*, le mouvement social et économique irrésistiblement lancé en Afrique, qui doit inévitablement chasser les vieilles formes, même s'il doit passer par le détour ou le temps d'arrêt que s'efforce de lui imposer la sauvegarde de l'essentiel des privilèges impérialistes.

Il est bien visible que l'élément social dont la fraction active avait pris les armes à Alger est un élément petit-bourgeois. Au cours de son histoire la petite bourgeoisie a su quelquefois se battre, mais jamais pour son propre compte, étant tout au

plus capable, passé sa phase héroïque du siècle dernier, de fournir des mercenaires à la grande bourgeoisie. Ainsi agit-elle autrefois contre le prolétariat, lorsque, affolée par la crise économique, le chômage et la ruine du petit commerce, la chute des cours et la banqueroute de la monnaie, elle n'hésita pas, foulant aux pieds son légalitarisme traditionnel, à envoyer sa jeunesse dans les milices fascistes, ravissant au prolétariat ses propres méthodes de violence. Au sein de ces groupes armés, rangés sous le signe d'un nationalisme exacerbé, les fils de « bonne famille » voisinaient avec le pègre, la jeunesse de patronage avec les souteneurs, le fanatique avec l'aventurier, le patriote avec le truand. Sous cet angle-là, mais uniquement sous celui-là, les émeutiers d'Alger, avec leurs étudiants-émeutiers, leurs militantes hardies et leur *lumpen-prolétariat* de Belcourt ou de Bab-El-Oued, présentaient quelque analogie, par leur *méthode d'action*, avec les bandes fascistes de la grande époque. Comme leurs prédécesseurs en chemise noire ou brune, qui se posaient en force extra-légale doublant ou suppléant les forces régulières, ils se prétendaient impartis du seul vrai nationalisme et fondés à l'imposer au gouvernement, par la force s'il le fallait.

Mais là s'arrête tout parallèle entre les commandos des « réduits fortifiés » et les troupes qui matraquèrent et torturèrent, il y a quelque trente ans, les prolétaires d'Italie et d'Allemagne. Le fascisme, dans sa véritable expression historique, c'est une riposte de la société bourgeoise à la menace ouvrière, et qui va *dans le sens* de l'évolution capitaliste. Il exprime, sur le plan économique, politique, juridique, une tendance à la concentration qui est *conforme* aux exigences de l'hégémonie toujours plus grande du capital. A la condition seulement de répondre à cette exigence, le fascisme a pu revêtir les uniformes sinistres d'une nouvelle Sainte Hermandad de la société bourgeoise. A la condition d'obéir à la loi invisible du capital il a pu s'affranchir des lois visibles inspirées des fameux « droits » imprescriptibles du citoyen. Mais les prétendus fascistes d'Alger, avec leur psychologie datant de la conquête, leur « Sidi-Brahim » sur magnétophone et leurs « territoriaux » jouant au père Bugeaud aux côtés des modernes uniformes bariolés, n'avaient du fascisme d'autrefois que son *décorum* anachronique. Ils allaient à la fois contre l'histoire en s'accrochant à un statut colo-

nialiste dont la liquidation est la condition même du maintien de cette « présence française » qu'ils réclament sur l'air des lampions, et contre le grand capital dont ils contrarient les plans au moment précis où, conscient de la gravité de sa situation, il se lance dans une manœuvre de grande envergure indispensable pour assurer sa propre conservation et à laquelle, pour cette raison, il ne peut tolérer aucune entrave, accepter aucune contradiction, fût-elle scandée des slogans du nationalisme le plus intempestif.

L'exaspération des Algérois apparaît d'autant plus vaine qu'elle ne pouvait avoir d'objet précis. Plus que les bombes des terroristes, plus que la subtile diplomatie gouvernementale, c'est la crise d'un vieil impérialisme qui les frappe. De toute crise capitaliste qui ne se termine pas sur l'intervention révolutionnaire du prolétariat c'est le grand capital qui sort victorieux ; c'est la petite bourgeoisie qui sort amoindrie. Ce phénomène revêt une ironie particulièrement amère lorsque cette dernière classe concourt elle-même à accentuer ses propres déboires historiques. C'est le cas aujourd'hui puisque les Algérois, par leur appui massif du gaullisme il y a deux ans, ont permis la liquidation de tout l'appareil politico-électoral de la petite bourgeoisie métropolitaine ; puisque celle-ci à son tour, en se ralliant au « pouvoir fort », vient de fournir à l'Etat la caution politique qui lui était nécessaire pour mater les insurgés d'Alger. Dans les deux cas, la manœuvre était bouffonne. Mais aux manifestants d'Alger on accordera peut-être que sous le caractère grotesque de leur démonstration transparait un certain élan de résistance à leur inéluctable destin. A leurs frères de classe d'outre-Méditerranée, aux petits bourgeois de la métropole, et à leurs cadres politiques empruntés aux partis ouvriers en décomposition, échoit un ridicule tout aussi grand... mais avec le courage en moins.

✱

Les derniers à pouvoir comprendre la signification de cette révolte et l'utilisation habile que pouvait en faire le gouvernement, ce furent évidemment les antifascistes de la métropole, staliniens en tête. « Halte aux factieux ! » En exhumant ce mot d'ordre poussiéreux datant du Front Populaire, ils montrèrent n'avoir absolument rien compris à toute une phase historique, être totalement incapables de se

dégager d'un schéma archi-faux, dussent-ils y perdre les derniers lambeaux de leur autonomie politique. A les prendre au sérieux on croirait que tout pouvoir « fasciste » peut trouver plus fasciste que lui et que le fin mot de la défense de la démocratie consiste à défendre le moins fasciste des deux. En réalité il s'agit d'un opportunisme aux abois qui ne dispose plus d'aucune ressource idéologique et s'accroche désespérément aux dernières chances de jouer le triste rôle de laquais dont la bourgeoisie ne veut même plus. Les stalinistes ont si longtemps pratiqué le crétinisme parlementaire, ils ont acquis un tel respect superstitieux de la prétendue « volonté populaire », que pour eux est démocratique et sacré tout ce qui est *constitutionnel*, même si la constitution a été votée dans des conditions électorales qui les scandalisèrent en leur temps. A leurs yeux la démocratie étant la forme politique dont on peut pacifiquement passer au socialisme, elle ne saurait être menacée que sur sa *droite*, ou, en d'autres termes, tout ce qui porte ombrage à l'Etat démocratique est forcément plus réactionnaire que lui, tout ce qui le sauve ou le raffermir est favorable au prolétariat et au socialisme.

Mais l'Etat démocratique c'est l'Etat bourgeois et, par surcroît, l'Etat armé jusqu'aux dents de la phase impérialiste du capitalisme. C'est précisément parce que la démocratie occidentale a adopté les méthodes fascistes de centralisation administrative, de contrôle économique et de juridiction coercitive qu'elle a pu venir à bout militairement des pays de l'Axe et leur succéder dans l'hégémonie policiée de l'Europe sans risque de crise sociale et de menace révolutionnaire. C'est donc le fascisme qui, au point de vue économique et social, est sorti victorieux de la guerre. La matrone démocratie, en quête de virginité politique, a pu forniquer avec ses jeunes amants « de gauche », mais ce fut toujours au profit de son seigneur et maître, le grand capital.

C'est sans doute ce qu'avait masqué, en partie tout au moins, l'euphorie de la victoire militaire des Alliés. Ayant pleinement joui d'un triomphe qui n'avait apporté aux ouvriers que de nouvelles injonctions à produire, mais qui procura à leurs dirigeants indignes des portefeuilles ministériels et des places, des administrations à noyauter et des syndicats à coloniser, les champions de l'antifascisme ont pu se méprendre sur le sens de l'évolution en cours. La prospérité s'étant substituée aux

restrictions, les travailleurs ayant accepté le rythme de surexploitation d'une production vertigineuse, le « socialisme » à la mode de Moscou était en marche, à en croire tout au moins les hommes de Thorez, même après qu'ils furent chassés du gouvernement, même lorsque la désaffection et l'apathie furent devenues la règle de conduite chez les ouvriers. Et il le serait encore d'après eux, grâce à la détente internationale, grâce à la venue de Khrouchtchev, s'il n'y avait cette malencontreuse guerre d'Algérie ressuscitant le monstre abhorré qu'on croyait enseveli à jamais sous le poids de quelques dizaines de millions de cadavres de la seconde guerre mondiale.

La vérité c'est que le fascisme, comme *adaptation* de la société bourgeoise à sa phase de décadence historique n'a jamais été occis par les changements de pouvoirs politiques, par les mutations entre partis au gouvernement. Bien au contraire il n'a pas cessé de se développer et plus particulièrement encore dans les pays comme la France, issus vainqueurs de la seconde guerre impérialiste, mais placés en face d'un effort énorme à fournir pour retarder leur déclin. A l'ombre de la rhétorique électorale et du mécanisme parlementaire hérités de l'avant-guerre, il n'y eut pas une loi, pas une décision politique qui n'aboutit en fin de compte à accélérer cette évolution vers un plus grand contrôle étatique des activités individuelles et collectives, vers le développement du potentiel militaire, vers la généralisation de ces réformes sociales — minimum vital, intéressement des ouvriers à l'entreprise — qui sont autant de carcans liant le travailleur au mode de production qui l'exploite. Au terme de cette implantation sournoise du fascisme dans le corps même de la démocratie, il vint enfin un moment où la crise latente du capitalisme français, précipitée par la ruine de l'empire colonial, ne pouvait plus être surmontée dans le cadre des « institutions traditionnelles ». D'abord parce qu'il fallait enfreindre la politique de « progrès social » pour exiger du prolétariat un nouvel effort, et cela était impossible ou difficile avec les mille obstacles de la démocratie parlementaire. Ensuite parce que l'adaptation de la structure productive aux exigences compétitives du marché international impliquait le sacrifice de la petite production paysanne subventionnée par l'Etat et dont le rôle politique, disproportionné à l'importance sociale réelle, était décuplé par le méca-

nisme de la démocratie des partis. Depuis la fin de la guerre, plus exactement depuis la grande reprise productive de 1953, le problème était posé — plus souvent esquivé qu'abordé de front — de la prolétarianisation d'une partie de la paysannerie, d'une rationalisation des investissements, d'un contrôle de fer sur la production, toujours menacée des risques d'inflation monétaire, enfin d'une autorité indiscutée et indiscutable aux mains des représentants du grand capital.

La seconde insurrection d'Alger n'est qu'un aspect, particulièrement brutal, de ce conflit entre la France d'hier, paysanne, petite-bourgeoise, colonialiste et rond-decuir, et la France de demain dont la finance et l'industrie, puissamment aiguillonées par la gravité de la crise qui les menace, alléchées par la perspective de remplacer la vieille base périmée d'influence outremer par de modernes investissements, entendent se lancer hardiment, sans crainte d'écraser qui que ce soit, vers une nouvelle expansion.

Sur cette voie un obstacle se dresse. Ce n'est certes pas le prolétariat, incapable de défendre quoi que ce soit de ses conditions de vie, égoïstement retranché dans sa fausse sécurité, sourd aux échos des masses insurgées dans les autres continents, souvent même acquis à la « démocratie » de type gaulliste, annihilé, de toute façon, par les invraisemblables tournants de son « grand parti ». Cet obstacle c'est d'abord la population blanche d'Alger qui n'accepte pas d'être la victime des « nouveaux rapports » avec l'Algérie. C'est ensuite la petite et moyenne bourgeoisie de la métropole, la paysannerie notamment, qui ne veut pas accepter la paupérisation absolue qu'aimablement on lui suggère, ainsi que les cercles financiers et les entreprises industrielles qui se résignent mal au contrôle de leurs envolées inflationnistes.

Qui va donner au pouvoir politique du grand capital la base sociale d'appui qui lui est indispensable pour mettre à la raison ces deux expressions de la France démocratique d'antan, ces deux dernières réactions de la petite bourgeoisie ? O sublime ironie du périple antifasciste ! Ce sont les partis même de cette petite bourgeoisie de gauche qui vont offrir au grand capital la possibilité de faire d'une pierre deux coups : la grève générale donnant à l'Etat le droit de parler haut et ferme aux insurgés d'Alger, les manifestations massives de loyauté à la République ouvrant la voie des pleins pouvoirs qui renforceront encore la puissante machine à pressurer les contribuables, à intimider les mécontents, à mater les révoltés. Un *pronunciamento* en faveur de l'Etat fort, un triomphe du fascisme *passif*, moderne vivant et réel, sur l'inexistant, fantomatique et romantique fascisme *actif*, voilà ce que fut le dernier geste héroï-comique de l'antifascisme. A défaut d'une indignation ouvrière qui tarde à venir, c'est le sort ridicule que lui a réservé la praxis et le piteux comportement social de la classe à laquelle il a lié son sort qui auront eu raison de sa trop longue existence. Dernière réaction historique de la petite bourgeoisie, à laquelle, hélas, le prolétariat prête courage et vitalité, il ira rejoindre dans la *fosse commune* des illusions démocratiques toutes les autres vaines tentatives d'opposer à la marche irrésistible du capital, non pas la révolution sociale, mais le dérisoire obstacle du constitutionalisme et des libertés publiques. Sur sa tombe, pour détourner la génération prolétarienne à venir d'un allié aussi lâche et d'une cause aussi funeste, pour lui rappeler qu'entre capitalisme et socialisme c'est une question de vie ou de mort, nous proposons d'inscrire cette brève épitaphe : ci-gît la démocratie universelle qui n'eut jamais qu'un seul principe, une seule règle, la *loi du plus fort*.

PAIX SOCIALE

ET GUERRE IMPÉRIALISTE

Pour les hommes d'Etat comme pour les faiseurs d'horoscopes, pour les politiciens comme pour les bureaucrates syndicaux, l'année 1960 est celle du *triomphe de la paix*. Il a tout de même fallu un demi-siècle de déchéance du mouvement ouvrier pour qu'une telle paix, à l'ombre de laquelle se développent massacre et exploitation, torture et spoliation, puisse être offerte aux masses atones comme une « victoire des travailleurs ».

Autrefois, l'action ouvrière contre la guerre était inséparable de la revendication sociale d'émancipation. Le refus du « sacrifice suprême » sur l'autel de la patrie n'était que le prolongement logique du refus de l'exploitation économique. Les ouvriers, qui n'acceptaient pas que la spoliation de la force de travail fût reconnue naturelle et éternelle se refusaient de la même façon à admettre que les guerres du capitalisme fussent légitimes et sacrées. Mieux encore, ils se promettaient, si la bourgeoisie commettait la folie d'allumer l'incendie belliciste aux quatre coins de l'Europe, de le noyer promptement dans le sang de la révolution sociale.

Cette résolution altière et cet engagement solennel des syndicats et partis ouvriers, c'était il y a cinquante ans. Le spectacle est aujourd'hui bien différent : des dirigeants « communistes » qui, au nom de la paix, abandonnent jusqu'aux revendications les plus élémentaires des travailleurs ; des chefs d'Etats pseudo-socialistes qui congratulent les magnats de la finance et des marchands de canons ; des dirigeants syndicaux pour lesquels la menace de guerre, bien loin de justifier la révolte sociale, constitue au contraire une raison suprême d'y renoncer ; des hommes et des partis, enfin, qui, non seulement ont remplacé l'agitation, la grève, la lutte de classe par les « campagnes de signature » sous le signe de la « Colombe », l'*imploration* servile d'une paix de misère, mais encore propagent au sein du prolétariat la version la plus vulgaire, la plus hypocrite et la plus fausse de la *cause* des guerres : la version bourgeoise. L'ignorance des masses, la cupidité des puissants, l'ambition des chefs d'Etat ou, pire encore, l'*incompréhension* réciproque de peuples que diviserait des régimes sociaux prétendument différents, voilà l'*explication* de la guerre et des risques de guerre telle que nous la donnent conjointement la propagande russe et la propagande américaine, M. Khrouchtchev comme M. Eisenhower. Telle que la reprennent à leur compte, démocrates et réactionnaires, « socialistes » et « communistes » au rythme vertigineux des rotatives, dans le tumulte assourdissant des radios...

**

Depuis le début du mouvement prolétarien, les marxistes n'ont jamais cessé de se battre contre cette « explication ». Reprenant à leur compte la fameuse formule de Clausewitz : « la guerre c'est la politique qui continue par d'autres moyens », ils signifièrent clairement à la bourgeoisie capitaliste qu'en tant que révolutionnaires et adversaires acharnés de toute exploitation, ils n'oublieraient jamais en face de *toute guerre*, et quelle que soit sa motivation immédiate, que la seule cause des guerres modernes réside dans la forme mercantile-capitaliste de production. Pour éclater, pour être conduite à terme, pour se résoudre par une consolidation de cette société, elle exige que soit mis en veilleuse *tout autre conflit* que celui des protagonistes militaires. Elle est donc incompatible avec la lutte de classe qu'elle doit au préalable baillonner. Si ce résultat est atteint, si le prolétariat s'est laissé prendre aux « raisons » qu'on lui a données en faveur de l'union sacrée, si ces partis ont accepté le principe d'un intérêt supérieur à celui de la révolution ouvrière (droit, civilisation, patrie et démocratie, etc.) *peu importe alors*, pour les classes exploitées, quel est l'Etat qui sort vainqueur du conflit : de toute façon c'est le CAPITALISME qui a gagné. C'est pourquoi le vrai parti prolétarien ne se définit pas vis-à-vis de la guerre ou de la paix *en général*, mais vis-à-vis du capitalisme, qui se concilie et s'accommode aussi bien avec l'une qu'avec l'autre de ces deux faces, également odieuses, également infâmes, de la domination bourgeoise.

*
**

Etant admis — nous allons voir comment et pourquoi — qu'il y eut des guerres nécessaires et progressives, la grande question qui se pose est de décider si de telles guerres, que le prolétariat doit appuyer de toutes forces et non pas condamner, sont encore aujourd'hui possibles. Disons tout de suite, pour nous délimiter de l'opportunisme qui a infecté deux Internationales toute entière, que, ni la première guerre mondiale de 1914-18, ni la seconde de 1939-45, ne peuvent être classées, sous quelque prétexte que ce soit, dans cette catégorie. Ces secousses formidables, qui mobilisèrent des masses sociales considérables dans les armées régulière ou dans les rangs des « partisans », n'en furent pas moins des conflits sordides entre pouvoirs capitalistes se disputant de la force de travail à exploiter, des ressources naturelles à piller, des marchés à dominer. Abominables boucheries, elles ne vinrent à bout d'Etats militaires armés jusqu'aux dents que pour consacrer la victoire de la forme la plus rapace de l'exploitation capitaliste, dont la citadelle n'était située ni dans le militarisme prussien, ni dans l'hitlérisme fasciste, mais au cœur de la coalition démocratique dominée par la force anglo-yankee.

Cette condamnation des deux guerres mondiales, dont le caractère impérialiste ne peut, selon nous, être de bonne foi discuté, ne nous interdit pas, bien au contraire, d'admettre qu'il y eut et qu'il y a encore des guerres légitimes. Ici, en effet, les marxistes se délimitent très nettement des pacifistes, qui n'ont pas seulement le tort d'être « bêtards », impuissants et sans écho, mais celui d'agir sur un plan idéologique de non-violence qui implique l'acceptation des véritables causes de la guerre moderne : l'existence de la société capitaliste. Cela les amène toujours, soit à rallier en dernière instance

l'un ou l'autre des camps militaires en présence, comme le firent plusieurs d'entre eux au cours de la dernière guerre en optant pour un pro-hitlérisme larvé ou en devenant « d'authentiques résistants », soit à allonger la liste d'un martyrologue stérile que l'Etat bourgeois, dans les pays anglo-saxons, se préoccupe même d'officialiser en rendant légale une certaine « objection de conscience ». Le marxisme, tout à l'opposé, étudie chaque conflit militaire, non pas en fonction de principes d'humanité abstraits et creux, mais en étudiant sa portée et ses conséquences au point de vue des *intérêts du prolétariat* c'est-à-dire du socialisme. Or le socialisme n'est pas seulement étranger aux valeurs classiques de la société bourgeoise : la liberté, la démocratie, l'intégrité nationale ; il se doit de les *détruire* sous peine de ne jamais exister. La liberté ce n'est jamais que celle des riches et des puissants. La démocratie n'est qu'une nivellation illusoire, l'abolition de privilèges anachroniques qui ne disparaissent que pour céder la place aux privilèges mille fois plus exorbitants du capital. L'intégrité nationale ce n'est rien d'autre que la sauvegarde du *cadre* social et historique qui garantit ces privilèges. En un mot ces principes idéologiques, cette structure de l'économie, du droit et de l'administration civile, que chacune des deux dernières guerres affirma vouloir défendre jusqu'au dernier souffle, n'intéressent, dans l'absolu, que la classe bourgeoise, donc l'ennemie directe de celle des travailleurs (ou du prolétariat).

Il y eut pourtant toute une phase historique, relativement longue, au cours de laquelle le prolétariat fut directement intéressé au triomphe de la bourgeoisie sur les anciennes classes aristocratiques, et où son parti l'« Association Internationale des Travailleurs », préconisa ouvertement l'appui des ouvriers à toute lutte pour le renversement de l'absolutisme monarchique, la conquête des libertés *bourgeoises*, la constitution ou la défense des *unités nationales*. A cette tactique il y avait deux raisons primordiales, l'une d'ordre économique et social, l'autre d'ordre politique et historique. D'une part le socialisme est impossible sans le développement massif, à l'échelle mondiale, de la seule classe capable de le réaliser : le prolétariat. Pas de prolétariat sans capitalisme ; pas de capitalisme sans révolution bourgeoise « libérante » la main-d'œuvre enfermée dans les rapports de droit personnel ou dans l'organisation corporative. D'autre part, c'est seulement sous le régime démocratique, avec l'épanouissement de l'activité politique caractéristique des sociétés modernes, que s'affrontent en toute clarté les intérêts antagoniques du prolétariat et de la bourgeoisie.

Sans nous étendre ici sur les *conditions* que posait le parti prolétarien à un appui *momentané* (à l'échelle historique s'entend) aux révolutions bourgeoises et aux mouvements d'unification nationale, précisons tout de suite que cet objectif d'instauration des formes capitalistes de production et de la structure politique correspondante n'a jamais été, pour les marxistes, une *fin*, mais une étape qu'il fallait franchir, non pas pour s'endormir dans le pseudo-paradis de la « démocratie », mais au contraire pour en précipiter la destruction. Cet appui aux mouvements nationaux et démocratiques-bourgeois disparaît dès que cette étape est réalisée, dès que les pays où il s'est manifesté sont définitivement acquis au mode capitaliste de production. Pour cette raison, et après une expérience terrible et meurtrière de la félonie bourgeoise par les prolétaires anglais, allemands et français, le soutien des mouvements

et des guerres nationales s'éteint dans les flots de sang de la Commune de Paris en 1871, après laquelle tout « front commun » entre bourgeoisie et prolétariat dans l'Europe capitaliste d'occident est une trahison de la cause révolutionnaire et socialiste. Marx l'exposa lumineusement dans un de ses plus brillants pamphlet : le massacre des Communards parisiens a consigné, pour cette partie du monde, l'élimination définitive de toute guerre *nécessaire* et *progressive*. Cette ligne de partage de l'histoire, que reproduit fidèlement le véritable programme communiste, n'est pas une déduction purement théorique, c'est l'expression d'un grand fait historique : l'impératif politique de la défense des frontières nationales, « ce dernier acte d'héroïsme dont est capable la vieille société », la bourgeoisie y renonce délibérément dès 1871, faisant passer d'abord la défense de ses privilèges de classe, n'hésitant pas à traiter avec le chef des armées ennemies, comme le fit alors Thiers auprès de Bismark, pour pouvoir se retourner contre son propre prolétariat. Ce dernier, qui n'a soutenu le mouvement d'unification nationale que pour autant qu'il développait ses propres forces de classe grâce à la généralisation des forces productives capitalistes, ne va pas supplanter la bourgeoisie dans cette tâche dès lors que le capitalisme est instauré et qu'il s'agit désormais de *l'abattre*.

La démission de la bourgeoisie en tant que classe révolutionnaire s'accroît d'ailleurs et se démasque par la suite en liaison avec le phénomène central du *xx^e* siècle : l'impérialisme. La bourgeoisie se gardera bien, c'est évident, d'avouer que ses guerres ne sont plus désormais que des guerres de rapine et de conquêtes. Pour en masquer les buts elle continuera à invoquer la défense du sol sacré de la patrie et des conquêtes sociales qu'elle a réalisées il y a un siècle et ne cesse depuis de bafouer. Mais ce ne seront que vils prétextes pour violer le sol non moins sacré des *autres* patries, pour leur imposer son propre joug, soit par une brutalité militaire qui égale et surpasse celle des troupes des anciennes monarchies, soit par l'hypocrite *domination économique* du grand capital qui, ne se contentant plus du domaine de la vieille Europe, exerce désormais ses ravages sur les autres continents, réduit en esclavage des populations entières, pille les richesses naturelles de l'Afrique et de l'Asie, dans ses *colonies*.

**

Mais cette exploitation impérialiste, en dépit de ses lenteurs et de ses contradictions, joue malgré elle un rôle révolutionnaire considérable, en ce qu'elle éveille à la vie politique moderne des populations jusque-là fermées à tout mouvement *massif* d'émancipation sociale. Et ce phénomène a pour résultat de faire subir à toutes les « valeurs » idéologiques bourgeoises un curieux renversement qui vient à point confirmer l'analyse marxiste et sa perspective révolutionnaire. Les populations coloniales assujetties réclament-elles à leur tour les *droits politiques* que revendiquèrent, il y a un siècle, les peuples d'Europe ? La bourgeoisie démocratique y répond par la calomnie et la violence répressive : l'indépendance des peuples d'Asie et d'Afrique n'est qu'un rêve utopique exploité par des « agitateurs » stipendiés. La sacro-sainte liberté du travail, qui procura au capitalisme européen son armée industrielle de faméliques salariés, vient-elle à se retourner contre l'exploitation coloniale

privée d'une main-d'œuvre qui déserte les grands domaines ou l'industrie des cités-champignons ? La bourgeoisie blanche y répond par la contrainte, le service du travail obligatoire ou l'amende que l'indigène ne peut payer et qui le voue aux travaux forcés sur la terre du colon. Les colonisés, enfin, se décident-ils à revendiquer la souveraineté nationale, à l'instar des peuples d'Europe asservis autrefois par les dynasties ? Ce n'est là que rébellion sauvage, atteinte à « l'intégrité du territoire ». La bourgeoisie, ainsi, écrit avec le sang et par les armes, sa propre définition, rigoureusement conforme à celle qu'en donnait le « Manifeste des Communistes » : la *liberté* c'est celle d'exploiter toute force de travail, de gré ou de force, la *nation* c'est le champ de cette exploitation, et l'*Etat national* l'instrument d'oppression qui la garantit.

Mais pour le prolétariat international, classe révolutionnaire, universelle, qui entend libérer l'humanité de toute exploitation et de tout esclavage, lorsque les peuples assujettis par l'impérialisme en viennent à prendre les armes, les guerres qu'ils mènent ne sont-elles pas *nécessaires* et *progressives* ? N'est-elle pas légitime la révolte contre un système qui double l'exploitation économique de l'oppression raciale et, pire encore, renforce la première en consacrant la seconde ? Toute une génération de socialistes réformistes l'a ignoré, se bornant à revendiquer l'égalité de *droits* entre les indigènes exploités et les « citoyens » de la métropole et masquant ainsi le revers sordide du mot d'ordre de « sauvegarde de la paix », à l'ombre duquel s'accomplissent journellement mille et une ignominies qui n'ont rien à envier à celles qui sont monnaie courante en temps de guerre. Pendant que les grandes puissances financières et industrielles d'Occident dépeçaient les autres continents, transplantant des populations entières et les réduisant à l'esclavage par l'usage alternatif du gourdin et de l'encens religieux des missionnaires, c'était bien, en effet, la *paix* qui régnait dans les métropoles repues où une bourgeoisie insolente et sotté étalait son luxe sous les yeux d'un prolétariat affamé et trahi par ses chefs mais conservant encore assez de sens de la solidarité internationale pour se dresser contre le brigandage colonialiste. Qu'à cette époque déjà la révolte des peuples de couleur ait été, bien qu'infructueuse, socialement justifiée, qu'elle ait répondu à une nécessité historique, cela apparaît aujourd'hui de façon lumineuse, au moment où les pays hier encore assujettis arrivent enfin, en dépit des vicissitudes et des trahisons, à la *souveraineté nationale*, qui n'est certes pas la fin de leurs misères sociales, l'objectif suprême que les bourgeoisies indigènes, à l'instar de celles d'Europe il y a deux siècles, voudraient assigner à la révolte populaire, mais qui, en créant et développant de nouveaux capitalismes, crée et développe de nouvelles armées de prolétaires pour le socialisme. Si ce mouvement avait eu la même ampleur il y a quarante ans, si à l'appel du prolétariat d'Europe réveillé par la révolution russe d'Octobre avait répondu la levée en masse des millions d'exploités d'Asie et d'Afrique, il est bien sûr que l'impérialisme aurait perdu la partie, que le capitalisme n'aurait pu résister à l'assaut prolétarien, que la contre-révolution stalinienne ne se serait pas produite et que le socialisme aurait déjà libéré au moins l'ancien continent et ses colonies.

*

**

C'est ici qu'il convient de se référer à une formule fondamentale de Lénine, celle que les imposteurs de Moscou ont dû falsifier et dénaturer avec le plus d'acharnement pour pouvoir impunément continuer à se réclamer du marxisme et du communisme au moment où ils en bafouaient les principes en adhérant à la plus ignoble et inacceptable des guerres. Lénine appelait *guerre juste* toute guerre se dressant contre l'exploitation des pays arriérés ou colonisés par les puissances impérialistes et toute révolte armée dirigée contre les dynasties ou pouvoirs de nature féodale qui, complices et points d'appui pour l'asservissement de ces pays par le capital européen, en retardait le développement économique et y maintenaient des formes barbares et anachroniques (1). Il appelait par contre *guerre injuste* tout conflit résultant de la concurrence entre puissances capitalistes et de la compétition pour un nouveau partage des territoires que le capital domine, soit par la coercition militaire alliée au maintien des vieilles formes despotiques locales, soit par l'étroit réseau des intérêts financiers. Cette classification se dressait résolument contre les concepts bourgeois de « légitime défense » et du « premier agresseur ». Elle plaçait au premier plan le caractère général de la guerre qui venait d'exploser : une *guerre impérialiste* entre « gros propriétaires d'esclaves » « pour un plus « juste » partage des esclaves » (2). Il est possible, il est fatal que dans de telles guerres des nations de l'un ou l'autre des camps militaires en présence se trouvent véritablement asservies, occupées par les troupes de l'autre belligérant. Mais cela ne change rien au caractère général de la guerre et n'autorise pas à la considérer pour autant comme « juste » ou « défensive ». La guerre de 1914-18, expliquait Lénine, était impérialiste parce qu'il ne s'agissait en fait, ni du sort particulier du territoire national proprement dit des uns ou des autres belligérants, ni de leur souveraineté nationale, mais de leur butin colonial, de l'ampleur et des limites de leur champ respectif d'oppression et d'exploitation. Il s'agissait, pour les impérialismes riches et comblés de *conserver* le fruit de leurs rapines coloniales, pour les impérialismes jeunes et encore mal servis, de le leur *ravir*. Et « il n'appartenait pas aux socialistes d'aider un brigand plus jeune et plus vigoureux à piller des

(1) La brochure « *Le socialisme et la guerre* » (Editions Sociales 1952) recueil d'articles écrits en 1915 par Lénine formule cette position d'une façon qui ne laisse place à aucune équivoque : « L'époque 1789-1871 a laissé des traces profondes et des réminiscences révolutionnaires. Avant le renversement de l'absolutisme et du joug étranger, il ne pouvait être question du développement de la lutte du prolétariat pour le socialisme. Parlant du caractère légitime de la guerre « défensive » par rapport aux guerres d'une telle époque, les socialistes ont toujours eu précisément pour but une révolution contre le régime médiéval et le servage. Les socialistes ont toujours entendu par guerre « défensive » une guerre « juste » dans ce sens. C'est dans ce sens seulement que les socialistes reconnaissent et continuent de reconnaître le caractère légitime, progressif, équitable de la « défense de la patrie » ou d'une guerre « défensive ». Par exemple, si demain le Maroc déclarait la guerre à la France, l'Inde à l'Angleterre, la Perse ou la Chine à la Russie, ce seraient des guerres « justes », « défensives », quel que soit le premier agresseur, et tout socialiste montrerait de la sympathie pour la victoire des Etats opprimés, dépendants, ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits, sur les « grandes » puissances oppressives, esclavagistes, spoliatrices. » (Page 6.)

(2) Ouvrage cité page 7.

brigands plus vieux et plus repus (1). » A ceux qui invoquaient l'invasion de la Belgique en 1914 pour justifier leur adhésion à l'union sacrée patriotique, Lénine rétorquait qu'il était bien vrai que le sol de la Belgique avait été violé par l'armée allemande, mais que dans ces conditions, c'est-à-dire dans les conditions d'une guerre *impérialiste*, « il est impossible d'aider la Belgique autrement qu'en aidant à étrangler l'Autriche ou la Turquie ». (2) Et il ajoutait : « Que vient donc faire ici la « défense de la patrie » ? Cette patrie qui ne peut être défendue que par l'écrasement des autres patries, c'est-à-dire non seulement des pays belligérants, mais encore des pays opprimés, dont les impérialismes rivaux se disputent la domination par la guerre précisément.

Il n'est que trop vrai que la propagande belliciste et chauvine de la bourgeoisie se renforce des conséquences même du désastre qu'elle a provoqué : les populations militairement occupées et aux prises avec les mille misères et vexations qui en découlent sont forcément portées à *oublier* les responsabilités de leurs propres dirigeants dans la guerre et le caractère d'exploitation et d'oppression de classe du pouvoir d'Etat qui les appelle à la lutte contre l'envahisseur. Ce qui constitue une raison supplémentaire pour les révolutionnaires de dénoncer avec force le caractère historique et social de l'holocauste que subit tout le prolétariat international. « Quiconque, concluait Lénine, justifie la participation à cette guerre perpétue l'oppression impérialiste des nations. Quiconque veut exploiter les difficultés actuelles des gouvernements en ayant pour but la révolution sociale défend réellement la liberté réelle des nations, liberté qui n'est réalisable qu'en régime socialiste. »

*

**

La guerre de 1914-18 était donc une guerre impérialiste : le capitalisme allemand, venu trop tard dans l'arène internationale *pour avoir des colonies*, convoitait celle de ses voisins ; l'Angleterre voyait en lui un dangereux rival qui s'infiltrait jusque dans ses propres marchés et qu'il fallait abattre ; la France, quoiqu'en partie guérie de sa soif revancharde d'après 1870, avait littéralement poussé à la guerre cet édifice chancelant du tsarisme qui lui était redevable de 10 milliards de francs-or et ne pouvait se libérer de cette dette qu'en visant les dépouilles de l'Empire Ottoman menacé de ruine.

Mais en fut-il autrement de la guerre de 1939-45 ? Il n'est pourtant pas difficile d'y reconnaître d'identiques causes économiques, les seules qui comptent dans le système de production basé sur la recherche du profit. Entre vainqueurs et vaincus de la première guerre mondiale, le traité de Versailles avait consigné un « partage du monde » qui, par ses exactions et ses absurdités, constituait un véritable défi à toute perspective de pause durable entre les impérialismes exacerbés. Tout comme celle de Guillaume II, l'Allemagne de Hitler étouffait dans son cadre national et réclamait son « espace vital ». Pour l'isoler et la maîtriser, la France et l'Angleterre avaient tissé autour d'elle un réseau d'alliances qui les entraînait inéluctablement à

(1) Ouvrage cité page 9.

(2) Ouvrage cité page 11.

défendre les frontières des Etats limitrophes du Troisième Reich dès lors que celui-ci, pour satisfaire son besoin d'expansion économique comme pour sauvegarder sa stabilité sociale, n'hésiterait plus à violer les clauses du traité de 1918. Cette occasion survint à propos de la situation des « sudètes », minorité allemande en Tchécoslovaquie. Mais ce n'était là qu'un prétexte : on assistait depuis vingt ans à un alignement politique et militaire qui ne laissait aucun doute sur les intentions des coalitions en présence dont les Etats, également lancés, quoiqu'à des niveaux différents, dans l'armement et la production de guerre, également résolus, quoiqu'à des titres opposés — les uns voulant *conserver*, les autres *conquérir* — à jeter les masses sociales dans un second carnage mondial, s'apprétaient à affronter une nouvelle répartition du monde entre impérialismes repus et impérialismes affamés.

Une telle solution des contradictions capitalistes n'était possible, une fois encore, que grâce au concours des partis « ouvriers » traîtres à la révolution et au socialisme ; et, de nouveau, elle devait masquer ses causes réelles et ses objectifs véritables sous un puissant prétexte idéologique. On avait dit de la première guerre mondiale qu'elle était celle du droit et de la civilisation contre le militarisme prussien. La seconde fut justifiée comme défense de la liberté et de la démocratie contre le fascisme. Mais avant d'éventer cet argument aussi faux qu'efficace, nous devons rappeler que ce caractère impérialiste de la guerre de 1939-45 fut reconnu, au moins un temps, par ceux-là même qui devaient devenir les nouveaux « jusqu'aboutistes » : les faux communistes des partis dirigés par Moscou.

En effet, bien qu'il fut devenu, depuis le Front Populaire de 1936, l'artisan le plus résolu d'une politique nationale de fermeté et d'armement contre la « menace hitlérienne », bien qu'il ait utilisé toute son influence sur les masses ouvrières pour les inciter à sacrifier à cette politique toutes leurs revendications immédiates, le parti staliniste n'hésita pas, en septembre 1939, à dénoncer le conflit qui venait d'éclater comme une machinerie de la City de Londres visant, par delà l'Allemagne d'Hitler, la Russie des Soviets. Il conserva cette attitude aussi longtemps que la Russie eut partie liée avec Hitler pour le partage de la Pologne et ne l'abandonna que lorsque ce dernier, se retournant contre son allié, lança ses panzerdivision dans la grande plaine russe. Pour les « communistes » aux ordres de Moscou il ne fit pas l'ombre d'un doute, que la guerre redevenait alors une guerre « juste » et légitime et que le plus impérieux devoir des prolétaires était de donner leur vie pour une nouvelle défense de la civilisation, cette fois contre la « barbarie nazie ».

Il suffirait déjà de ce bref raccourci pour montrer que cette caractérisation de la deuxième guerre impérialiste n'a rien de commun avec les critères de Lénine que nous avons rappelés plus haut, et qu'elle fut purement et simplement calquée sur les intérêts nationaux et capitalistes des imposteurs du Kremlin. Mais il y eut des gens, pourtant adversaires acharnés du régime de Staline et fidèles, croyaient-ils, à l'orthodoxie léniniste, qui pensèrent également que la présence d'un Etat « ouvrier » dans le conflit en modifiait toute la signification historique et sociale. En réalité, l'Etat russe avait déjà cessé d'être prolétarien : les étapes de son évolution sur la voie de la dégénérescence capitaliste se reflètent fidèlement dans la politique des partis « communistes » d'Europe, dans leurs alliances avec les partis opportunistes de la

social-démocratie et avec d'authentiques partis bourgeois, tout comme dans la diplomatie russe qui, par la bouche de Staline approuvait la « défense nationale » du gouvernement Laval, et, en la personne du « délégué » Dimitrov, faisait son entrée dans la Société des Nations, la « caverne de brigands » du capitalisme, suivant Lénine. Mais dans le cas même où il eut été licite de croire que l'Etat russe, à la déclaration de guerre, n'avait pas encore entièrement consommé son involution vers la forme capitaliste, le seul fait d'adhérer au conflit et d'appeler le prolétariat mondial à la mobilisation dans un camp ou dans un autre, au lieu de l'appeler à la révolte contre sa propre bourgeoisie, suffirait, strictement suivant le schéma de Lénine, à prouver qu'il avait perdu ses derniers vestiges socialistes et prolétariens.

En effet, si nous transposons simplement Lénine, il était impossible d'aider — non plus seulement la Belgique — mais la Tchécoslovaquie, la Pologne, la France, tous pays occupés par l'armée allemande, autrement qu'en aidant les Alliés, Angleterre et Etats-Unis, notamment, à étrangler les colonies et pays qu'ils exploitaient. C'est tellement vrai que la Russie, pour pouvoir entrer dans la coalition antifasciste, dut procéder à la liquidation de l'Internationale, c'est-à-dire en consigner chaque section à sa propre bourgeoisie, enjoindre au parti hindou de cesser toute activité anti-anglaise, dissoudre le parti américain, tandis que ses adeptes français n'avaient pas attendu la guerre pour « aider à étrangler », en 1937, l'Etoile Nord-Africaine de Messali, interdite par le gouvernement de Front Populaire et calomniée comme « fasciste » par les hommes de Thorez.

Mais il reste, dira-t-on, la question des « régimes politiques » dont la guerre était l'enjeu. Le triomphe de la démocratie et la défaite du fascisme, faut-il les tenir pour rien ? D'après les critères énoncés plus haut et selon lesquels une guerre ne peut être approuvée par le prolétariat que pour autant qu'elle représente une lutte contre des formes sociales rétrogrades, l'antithèse entre fascisme et démocratie est irrecevable car il s'agit de deux formes de gouvernement également *bourgeoises* et *capitalistes*. De plus elle n'est pas *réelle*. Il est bien vrai que le mot d'ordre antifasciste doit son succès auprès des masses ouvrières à ce que le fascisme fut véritablement une réaction contre-révolutionnaire de la bourgeoisie devant la menace prolétarienne. Mais une véritable lutte ouvrière contre le fascisme ne pouvait être qu'une lutte *entre les classes* et non entre des *Etats*, tous parvenus au mode capitaliste de production, tous asservis aux desseins du capital. Effectivement, lorsque le fascisme était autre chose qu'un mot et qu'un épouvantail propre à hâter l'union sacrée, lorsque le fascisme italien ou allemand procédait à l'écrasement des organisations ouvrières et à l'extermination de leurs militants, *toutes* les bourgeoisies du monde, ouvertement ou hypocritement furent solidaires avec lui. Lorsque les gouvernements bourgeois reprirent à leur compte l'argument antifasciste développé par l'opportunisme ouvrier, ce n'était plus qu'un prétexte pour justifier la guerre impérialiste. Mais si le fascisme représente historiquement une forme politique du capitalisme, s'il extériorise les aspects profonds de la concentration économique et structurelle de ce régime, s'il se signale par l'extension inouïe de la violence sociale, de l'arbitraire policier, du contrôle de la vie privée des individus, alors il est bien sûr que c'est lui et non la démocratie qui a gagné la guerre, et que les méthodes odieuses

que l'hitlérisme, non sans une certaine grandeur macabre, a généralisées, ce sont les gouvernements de la Libération qui en ont héritées au même titre que des vulgaires « surplus » américains.

Une guerre, avons-nous dit déjà, se caractérise, non par les drapeaux idéologiques qu'elle déploie, mais par ses causes objectives, toujours liées, en système de production mercantile-capitaliste, aux intérêts des classes dominantes. « La guerre impérialiste, disait Lénine, ne cesse pas d'être impérialiste lorsque les charlatans et les phraseurs, ou les philistins petits-bourgeois lancent un « mot d'ordre sacré », mais lorsque la classe qui mène cette guerre impérialiste et lui est attachée par des millions de fils (si ce n'est de câbles) s'avère renversée en fait et remplacée au pouvoir par la classe vraiment révolutionnaire, le prolétariat. *Il n'est pas d'autre moyen de s'arracher à une guerre impérialiste, de même qu'à une paix de rapine impérialiste.* »

**

La guerre pour la liberté et l'indépendance nationale a un contenu social réel lorsque l'objectif économique qui y correspond possède également une réalité, comme ce fut le cas dans l'Europe pré-capitaliste, comme ce l'est encore pour les pays colonisés d'Asie ou d'Afrique. Là-bas, comme ici autrefois, liberté signifie affranchissement des vieilles servitudes et avènement des formes modernes de travail associé, unité nationale, développement du marché intérieur et accroissement des forces productives. Le caractère social d'une guerre se déduit toujours du caractère des contradictions économiques qui l'ont provoquée. Au stade du plein capitalisme ce ne sont plus les forces neuves d'un jeune système de production aux prises avec une superstructure anachronique d'Etat qui déterminent les conflits militaires entre grandes puissances, mais la concurrence entre deux groupes de monopoles au sein du même système de production. On n'en sort ou on n'y échappe, comme disait Lénine, que par une révolution. En conséquence l'alternative « guerre ou paix », à laquelle l'opportunisme ouvrier complice du capitalisme voudrait subordonner l'attitude et l'action des masses ouvrières, est donc doublement fautive. D'une part, parce que la *paix* ne peut être que le replâtrage momentané des contradictions dont l'explosion est la cause des conflits militaires, ou, en d'autres termes, parce que de la paix capitaliste, il ne peut, sans lutte de classe, sortir autre chose que la guerre impérialiste. De l'autre, parce qu'on ne peut pas « éviter la guerre », sinon par la révolution, à laquelle l'idéologie pacifiste, impliquant la paix sociale, tourne forcément le dos.

Plus le capitalisme vieillit, s'enfle, s'hyperthrophie, plus sa dynamique interne est impérieuse et impitoyable, plus les risques de guerre sont grands. Plus les moyens techniques de production se développent, plus les tentatives d'entente entre Etats pour une limitation de l'application de ces moyens à la préparation belliciste sont utopiques, et plus criminelle est la propagande « ouvrière », « communiste », *qui y ajoute foi*. Contrairement à la croyance stupide selon laquelle la menace terrible de destruction atomique de l'huma-

nité ferait reculer les chefs d'Etat, un tel paroxysme dans la recherche de la perfection quantitative et qualitative des moyens de destruction implique un accroissement énorme de la part improductive de l'économie, et de la masse de produits soustraits au marché, une place toujours plus prépondérante de la « guerre » au sein de la « paix ». Le déclenchement d'un conflit sera d'autant plus prompt et terrible que la quantité de travail incorporée dans les engins de guerre et gaspillée dans les recherches à des fins destructives aura été considérable. Les marxistes ne peuvent cacher cette vérité à la classe ouvrière : si le mouvement prolétarien ne renaît pas, s'il ne trouve pas la force de disputer la direction de la société aux classes capitalistes *avant* l'éclatement de la guerre atomique, rien ne pourra arrêter celle-ci, ni les accords entre les chefs d'Etat, ni les protestations individuelles ou de masses, rien sinon la difficile reprise de la lutte pour la destruction des pouvoirs existants. Tour à tour, la propagande officielle proclame la nécessité de « s'armer » pour éviter la guerre ou l'urgence de « se mettre d'accord » pour réduire les armements afin de la conjurer. En réalité les gouvernements ne sont les maîtres ni de la guerre ni de la paix. Ils sont seulement les maîtres, avec la complicité des opportunistes, de la *paix sociale*, c'est-à-dire des divers moyens qui leur permettent d'interdire au prolétariat d'imposer sa propre solution. La guerre et la paix ne sont pas des *voies* différentes, ce sont deux stations situées sur une même voie, celle de la conservation sociale et de la perpétuation du capitalisme que les masses sociales, comme un convoi aveugle, suivent encore docilement, trompées par leurs chefs, allant jusqu'à applaudir ceux qui les dirigent vers la sinistre destination. Les deux seules voies véritablement opposées sont celle du capitalisme et de la révolution socialiste. Elles ne sont pas parallèles et ne se côtoient jamais. Une seule fois dans l'histoire, il y eut, de l'une à l'autre, « *bifurcation* ». Ce fut vers la fin de la première guerre mondiale et lors de la révolution russe. Parce que le prolétariat avait pris le pouvoir dans un grand pays, parce que le mouvement ouvrier, trahi par sa direction, pouvait se reprendre et abandonner la politique d'union sacrée dans laquelle l'opportunisme des sociaux-démocrates l'avait fourvoyé, les communistes purent lancer le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire. Mais aujourd'hui, alors que le mouvement communiste a sombré d'une façon plus ignominieuse encore que son prédécesseur, alors que toute la puissance coercitive, politique, idéologique des appareils d'Etat, s'en est trouvée décuplée, c'est la révolution qui devra devancer le lancement des premiers missiles téléguidés sous peine d'un long et terrible recul, non seulement du mouvement prolétarien mais de toute la société. Pour paralyser les semeurs de mort, pour immobiliser au sol les engins super-perfectionnés de destruction, pour enrayer la machine infernale que la bourgeoisie, tel l'apprenti sorcier, peut déchaîner, le prolétariat ne peut compter que sur son action propre et sur elle seule. Cette notion brutale de la seule et vraie réalité est la première condition de réveil prolétarien. Elle n'est en rien décourageante ou défaitiste car c'est d'elle que dépend le regroupement des formidables ressources d'énergie que recèlent encore les masses ouvrières. Divisées et désarmées, celles-ci n'en soupçonnent même plus l'existence, mais elles les retrouveront triomphalement lorsqu'elles auront retrouvé leur unité et leur organisation de classe.

LE COMMUNISME ET LES PARTIS ALGÉRIENS

Lorsque les Français envahirent l'Algérie en 1830, le dey prit facilement son parti de la situation et capitula le lendemain du débarquement. Le traité qu'il signa stipulait qu'il conservait ses biens personnels et était libre de se retirer où bon lui semblerait. Mais les Arabes et les Kabyles réagirent, eux, tout différemment : ils organisèrent aussitôt la lutte contre l'envahisseur et firent retentir le pays des échos de la guerre sainte. L'émir Abd-el-Kader, reconstituant l'organisation militaire dont s'étaient servis les Turcs, devait, avec ses 6.000 combattants réguliers et ses 30.000 combattants irréguliers, tenir tête aux Français pendant dix-sept ans.

Il n'existait pas alors en Algérie de classes sociales distinctes, ni, par conséquent, de partis politiques représentant des intérêts opposés. Cette situation tenait au fait que l'Algérie était, après l'Inde, le pays où la forme communautaire archaïque de la propriété foncière s'était le mieux conservée. Aussi est-ce contre ce régime de la propriété, assise de la société algérienne, que l'impérialisme français fit porter ses attaques. Il utilisa pour réduire la propriété communautaire des tribus les formes de la propriété privée que laissaient les Turcs. Commencant par mettre la main sur la propriété domaniale, il s'appropriait ensuite les propriétés des institutions religieuses de bienfaisance, les « habous » ou « wakuf » (1). Il s'efforça, de détruire l'organisation tribale communautaire, afin d'affaiblir, du même coup, la résistance de la population. Il lui fallut longtemps pour venir à bout de la propriété communautaire. Le député Didier avait beau déclarer, en 1851, dans un rapport à l'Assemblée Nationale : « Nous devons activer la destruction des communautés fondées sur le sang : c'est là que se trouvent les chefs de l'opposition contre notre domination. » La tenace propriété communautaire ne laissait pas pour autant de représenter encore, en 1873, une forme « qui encourage dans les esprits les tendances communistes et qui est dangereuse aussi bien pour la colonie que pour la métropole. »

(1) Les Turcs, ne faisant d'ailleurs que suivre en cela l'exemple des Romains, avaient déjà privé les tribus d'une partie appréciable de leur propriété communautaire. La propriété privée était passée principalement aux mains des habous, car le poids des impôts et le danger d'une confiscation toujours menaçante incitaient les propriétaires à se désister en faveur de ces institutions collectives. Ces données sont tirées des « Notes de Marx sur l'Algérie » tirées du livre de Kovalevsky (cf. La Nouvelle Critique, 1959, n° 109). Rosa Luxembourg utilisa le même auteur pour son étude sur l'Algérie dans l'« Accumulation du Capital », étude publiée dans « Programme Communiste », n° 5 que l'on consultera utilement.

Et c'est en 1912, c'est-à-dire 40 ans plus tard, que Rosa Luxembourg écrivait : « La vivisection de l'Algérie poursuivie depuis 80 ans trouve maintenant moins de résistance, car les Arabes que le Capital français encercle toujours plus étroitement depuis la soumission de la Tunisie (1881) et du Maroc, sont réduits à merci. »

La propriété communautaire devait être définitivement vaincue, lorsqu'avec l'implantation massive des colons français et la prédominance croissante de la propriété privée, elle se trouva spoliée de ses meilleures terres et inapte à assurer la subsistance d'une population qui, de 1830 à nos jours, est passée du simple au triple. Sa défaite rendit donc plus aigu que jamais le problème de la simple subsistance des masses, et la victoire de la propriété privée bourgeoise, bien loin de résoudre la question agraire, ne fit que la rendre plus explosive. Elle est restée au centre de tous les problèmes que pose l'Algérie.

On peut pourtant se demander pourquoi, puisque sa situation agraire était analogue à celle de la Russie après 1861, l'Algérie n'a pas connu, elle, un mouvement qui aurait pu arguer de l'existence des communes rurales primitives pour prôner une réorganisation socialiste de la propriété foncière. Un tel mouvement aurait même pu, les circonstances aidant, évoluer vers le marxisme sinon vers le menchévisme. Cette différence s'explique si l'on pense que non seulement il y avait entre les différentes classes russes (et en particulier entre les prolétaires et les intellectuels) des rapports beaucoup plus étroits qu'en Algérie, mais qu'en outre celle-ci, intégrée dans l'Islam, était beaucoup plus fermée que la Russie à l'influence du socialisme européen. Le socialisme français ne paraît pas avoir influencé à cette époque les forces révolutionnaires existant en Algérie. Quoi qu'il en soit, le prolétariat algérien n'est vraiment entré en contact avec le prolétariat révolutionnaire européen que lorsque les travailleurs algériens émigrèrent en France, au lendemain de la guerre de 1914-19 : la dégénérescence de la social-démocratie ne l'affecta donc pas. Ce prolétariat qui entra en scène au moment de la crise révolutionnaire ouverte en Europe par la Révolution russe représentait pour le colonialisme français un adversaire redoutable.

On sait quelle impulsion formidable l'octobre russe avait donnée à la lutte anticolonialiste en Asie et principalement en Chine ; c'est là que le colonialisme européen, qui est actuellement sur le point de perdre ses dernières positions africaines, a subi ses premiers revers. On connaît moins l'influence de la Révolution russe sur l'Afrique du Nord en général et l'Algérie en particulier (1).

Nous allons voir qu'elle fut aussi importante sur le plan théorique que sur le plan pratique.

D'abord — tout au moins lors de ses premiers Congrès — l'Internationale Communiste, conformément aux positions authentiquement marxistes, engloba

(1) Les Ho Chi Minh, Nehru, Hatta et Messali Hadj étaient tous présents au Congrès anti-impérialiste contre l'oppression et pour la libération des peuples opprimés qui s'était tenu à Bruxelles le 25 février 1927.

les mouvements d'émancipation des pays coloniaux dans la perspective générale du socialisme.

Etant donné que le pseudo-marxisme sévit de nos jours plus que jamais, il est indispensable de rappeler quelles sont les positions authentiquement marxistes sur cette question. On verra là qu'il faut que l'opposition communiste soit tout aussi incapable que le Parti communiste officiel de se dégager de l'opportunisme et de concevoir la continuité du programme révolutionnaire, pour oser écrire : « (L'appel aux peuples de l'Orient lancé par le comité exécutif de l'Internationale communiste en juillet 1920) devait porter peu de fruits immédiatement. L'ignorance qu'il manifestait des conditions réelles de luttes en Orient y était pour quelque chose sans doute. Mais surtout, les conditions objectives d'une révolution socialiste n'étaient pas réunies. De cette étape, le progrès du mouvement socialiste dans les pays arabes tirait bien peu. Bakou s'adressait surtout aux Persans et aux Turcs (sic !). Trois Arabes seulement figuraient parmi les 1.891 délégués. Aucun n'a signé le manifeste final. » (*Voies Nouvelles*, n° 9, 1959, p. 18.)

Eh bien ! Le programme de Bakou, auquel « *Voies Nouvelles* » reproche, en d'autres termes, de n'avoir pas été assez opportuniste, n'est, comme nous allons le montrer, rien d'autre que le programme immuable du Parti communiste révolutionnaire, celui que défendirent aussi bien Lénine que Marx et Engels.

LES POSITIONS MARXISTES SUR LA QUESTION NATIONALE ET COLONIALE

Consultons d'abord la lettre qu'Engels écrivit le 12-9-1882 à Kautsky qui l'interrogeait sur cette question. Engels commence par y critiquer sévèrement l'attitude du prolétariat anglais : « Il n'y a pas de parti prolétarien ici, il n'y a que des conservateurs et des libéraux-nationaux et les ouvriers mangent eux aussi avec ardeur leur part du monopole des colonies et du marché mondial de l'Angleterre. »

Il répond ensuite au sujet de l'indépendance des pays extra-européens, qu'il classe en deux catégories bien distinctes : « A mon avis, toutes les colonies proprement dites, c'est-à-dire les pays habités par une population européenne, Canada, Cap, Australie, deviendront indépendants. » Mais c'est, d'après lui, au prolétariat, que les autres pays coloniaux devront leur indépendance : « Par contre, les colonies habitées par les indigènes, telles l'Inde, l'Algérie, les possessions hollandaises, portugaises et espagnoles, devront être prises en charge provisoirement par le prolétariat et conduites aussi rapidement que possible à l'indépendance. » Engels nous dit pourtant qu'il y a « une solution meilleure pour nous » : « Les Indes feront peut-être leur révolution — c'est même probable » et « la même chose pourrait bien se produire ailleurs encore, par exemple en Algérie et en Egypte. »

Engels insiste vivement sur le fait que le prolétariat victorieux ne mènera pas de guerres coloniales : « Nous avons suffisamment à faire chez nous en Europe et en Amérique. » et nous devons faire confiance au potentiel révolutionnaire des pays à « demi-civilisés » (l'histoire a amplement justifié ces

prévisions). Il affirme, par contre, qu'il serait oiseux d'énumérer les phases sociales et politiques que ces pays devront traverser *après la révolution* lorsqu'ils recevront l'aide fraternelle des pays d'Europe et d'Amérique du Nord pour accéder à l'organisation socialiste.

Engels affirme que c'est le prolétariat révolutionnaire qui fera des pays coloniaux « de couleur » des Etats indépendants. Et nous verrons que le prolétariat algérien, sitôt l'Internationale debout, en 1919, a été prêt à assumer cette tâche et à travailler à la « solution la meilleure pour nous » au côté du prolétariat révolutionnaire des métropoles.

Comme nous l'avons vu, Engels a établi une distinction entre l'indépendance des colonies de peuplement européen et celle des colonies habitées par des peuples de couleur, en montrant que le sort de ces dernières était plus intimement lié à celui du prolétariat. On sait que les colonies de peuplement européen menèrent, en leur temps, contre l'impérialisme réactionnaire européen une lutte que le marxisme apprécia à sa juste valeur. Mais elles ont un caractère bien différent de celui des colonies de couleur. En effet, les pays qu'elles occupent et d'où elles ont refoulé les indigènes sont souvent plus riches en ressources agricoles et industrielles aussi peut-il y avoir des capitalistes locaux qui font des affaires avec la métropole (capitalisme importé). Dans ces conditions, elles ont les plus grandes chances d'évoluer, après leur indépendance, à l'instar de la métropole, vers le classique capitalisme.

Engels ne s'est pas trompé dans ses prévisions de 1882 : ces colonies ont toutes aujourd'hui obtenu leur indépendance.

Si les colonies de peuplement sont dès le départ une sorte de prolongement de la métropole, dont elles reprennent les classes sociales et la division du travail — souvent ultramoderne —, il en va tout autrement des colonies de couleur. L'impérialisme s'attaque aux modes de production et aux structures sociales existants et les désagrège. Les impérialistes, maîtres du pouvoir politique et des affaires, s'efforcent d'empêcher la formation de rivaux indigènes en ces domaines : ils tolèrent tout au plus des auxiliaires serviles qu'ils recrutent de préférence dans les couches réactionnaires (féodaux, propriétaires fonciers, caïds, etc.). Aussi la bourgeoisie indigène, ainsi réduite à l'impuissance, est-elle le plus souvent, timorée et effrayée par cette masse énorme des paysans expropriés et affamés, prêts à se lancer dans le combat anti-impérialiste et révolutionnaire (1). Au contraire, le prolétariat qui, si faible soit-il numériquement, est pourtant très important par rapport à cette

(1) A ce sujet, Fehrat Abbas déclarait, en 1934, ces phrases caractéristiques : « Le plus grand danger qui nous menace, nous qui voulons collaborer avec le peuple français, c'est la révolte des fellahs qui sont prêts à prendre les armes. Le seul moyen de nous sauver de cela, c'est de permettre l'accession des fellahs à la petite propriété en lui facilitant le rachat des terres. » Et dans le n° 1 de l'« Entente Franco-Musulmane », le journal le plus représentatif de la « bourgeoisie algérienne » (auquel collaborait le même Fehrat Abbas), nous lisons : « Rémunérée à des taux de misère, ou chômant, sans percevoir aucune indemnité, cette classe, qui voudrait être laborieuse et stable, mais qui constitue, par suite de la crise une population flottante susceptible de devenir une charge et un danger pour l'avenir, a besoin de voir sa condition matérielle améliorée, ne serait-ce que pour la protéger contre elle-même. »

bourgeoisie (puisqu'il est exploité également par les capitalistes européens) est bien placé, proche comme il est de la masse pauvre, pour prendre la tête d'un mouvement révolutionnaire.

Il a fallu que les vieilles formes sociales et économiques aient le temps de se décomposer et que puissent mûrir les formes économiques et sociales modernes, pour que la question nationale se résolve dans ces colonies. Aussi ces mouvements n'ont-ils, en général, éclaté qu'après la dernière guerre et ces bourgeoisies se sont-elles bardées d'un appareil énorme de sécurité : bureaucrates, militaires et policiers. Entre les mouvements nationaux démocratiques et anti-imperialistes dirigés par la bourgeoisie indigène et le mouvement dirigé par le prolétariat indigène, il y a incompatibilité de but et il faut que l'une des deux classes triomphe de l'autre pour atteindre le sien. C'est ce point fondamental qui explique l'importance qu'auront les alliances conclues au cours de la lutte anti-impérialiste des colonies.

Lorsqu'Engels entrevoyait, dès 1882, la possibilité de la révolution notamment pour les Indes, l'Égypte et l'Algérie, c'était en fonction de deux données fondamentales. Un rapport de forces favorable au prolétariat mondial justifiait l'hypothèse d'une révolution socialiste en Europe et en Amérique du Nord de sorte que l'interprétation qui suit, et que Marx avait donnée en 1850 de la situation européenne, apparaissait maintenant comme valable sur le plan mondial : « Si les travailleurs allemands ne peuvent s'emparer du pouvoir et faire triompher leurs intérêts de classe sans passer par tout un développement révolutionnaire d'une assez longue durée, ils ont du moins cette fois la certitude que le premier acte du drame révolutionnaire coïncide avec le triomphe direct de leur propre classe en France et s'en trouve accéléré. » (Adresse du Conseil Central de la Ligue Communiste, signé Engels et Marx.)

C'est la même idée qu'exprime le Premier Congrès de l'Internationale Communiste de 1919 : « Dès à présent, dans les colonies les plus développées, la lutte n'est plus seulement engagée sous le seul étendard de l'affranchissement national (bourgeois), elle prend tout de suite un caractère social ; plus ou moins nettement accusé. Si l'Europe capitaliste a entraîné malgré elle les parties les plus arriérées du monde dans le tourbillon des relations capitalistes, l'Europe socialiste à son tour viendra secourir les colonies libérées avec sa technique, son organisation, son influence morale, afin de hâter leur passage à la vie économique régulièrement organisée par le socialisme.

« Esclaves coloniaux d'Afrique et d'Asie : l'heure de la dictature prolétarienne en Europe sonnera pour vous comme l'heure de votre délivrance. »

Ce qui, d'autre part, fait prévoir à Engels que la révolution éclatera sous peu dans les pays coloniaux les plus avancés, c'est que la masse des indigènes expropriés et déshérités constitue, en fait, un énorme potentiel révolutionnaire. Et le prolétariat indigène, qui exerce sur cette masse une très forte influence, est particulièrement bien placé, non pour la manœuvrer, comme on a dit que Lénine l'a fait avec les moujiks, mais la guider vers ses aspirations profondes, car ce à quoi elle aspire, ce n'est rien moins que la propriété privée, l'intérêt personnel et la jungle de l'individualisme économique du capitalisme.

Lorsque les liens féodaux ou les vieux liens économiques et sociaux de

la tribu et du clan sont décomposés et que, par ailleurs, le prolétariat a remporté la victoire dans les pays les plus développés, l'érection d'un Etat national et l'application de mesures de transition permettent de passer à un mode de production supérieur. Mais, ces mesures de transition sont capables d'accélérer le processus même en l'absence de cette victoire, en l'attendant.

Il se peut même que la propriété rurale communautaire puisse encore être sauvée (à condition que le capitalisme ne l'ait pas décomposée trop) comme Marx et Engels l'ont si souvent répété. Nous citerons une préface de 1882 du *Manifeste* où le Parti donne les perspectives : « Si la révolution russe devient le signal d'une révolution prolétarienne à l'Occident de façon que les deux révolutions se complètent, l'actuelle commune russe peut devenir le départ d'une évolution communiste ». C'est ici qu'interviennent les notions-clés du marxisme que sont la conquête du pouvoir politique, la dictature, la centralisation et le Parti. Marx et Engels écrivent au sujet de l'organisation du Parti révolutionnaire dans la célèbre Adresse de 1850 : « L'attitude du parti ouvrier révolutionnaire vis-à-vis de la démocratie petite-bourgeoise est la suivante : il marche avec elle contre la fraction dont il poursuit la chute ; il la combat sur tous les points où elle poursuit ses buts à elle. »... « Pour qu'il puisse constituer une menace pour ce parti qui trahira les travailleurs dès la première heure de la victoire et le contrer énergiquement, il faut que les ouvriers soient armés et organisés. » Loin d'inciter le prolétariat à s'enrôler sous la bannière de la bourgeoisie (dans les pays où la révolution bourgeoise n'est pas encore faite), Marx et Engels le pousse à revendiquer l'autonomie politique et organisationnelle du prolétariat.

Le deuxième congrès de l'Internationale Communiste reprend entièrement les thèses de Marx et déclare dans les thèses supplémentaires sur les questions nationales et coloniales : « Il existe dans les pays opprimés deux mouvements, qui, chaque jour, se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois ; l'autre est celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation *de toute espèce d'exploitation*.

« Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale Communiste et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer les sentiments de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies...

« L'Internationale communiste doit entrer en relations temporaires et former aussi des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec eux, et en conservant toujours le caractère indépendant de mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire. »

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET LE PROGRAMME MARXISTE

Ce n'est qu'en 1935 au Congrès de Villeurbanne, que le parti communiste d'Algérie obtint son autonomie, en se séparant organisationnellement du

Grand Parti Frère français, mais son « arabisation » fut de courte durée (1). (Finalement le P.C.A. s'est dissous en 1957 dans le F.L.N.)

Dès 1921, l'unanimité des sections algériennes du parti communiste français avait pris position contre toutes les formes du nationalisme indigène et cela en dépit du programme de révolution double clairement défini pour les pays coloniaux par le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste et les Thèses générales sur la Question d'Orient du troisième Congrès : « La création aux colonies (Egypte et Algérie) d'organisations communistes européennes isolées n'est qu'une forme déguisée de la tendance colonisatrice et un soutien des intérêts impérialistes. Construire des organisations communistes d'après le principe national, c'est se mettre en contradiction avec les principes de l'internationalisme prolétarien. Tous les partis de l'Internationale Communiste doivent constamment expliquer aux multitudes travailleuses l'importance extrême de la lutte contre la domination impérialiste dans les pays arriérés. Les partis communistes agissant dans les pays métropolitains doivent former auprès de leur comité directeur des commissions coloniales permanentes qui travailleront aux fins indiquées ci-dessus. » (*Ibid.*)

Au quatrième congrès de l'I.C. le délégué tunisien (1) critique l'inactivité du parti communiste français ; celui-ci n'a pas de programme d'action coloniale et, à son Congrès de Paris, il a repoussé la discussion de la question coloniale *pour des raisons électorales*. Ce délégué rappelle que les cellules communistes organisées à Tunis après le Congrès de Tours (1919) avaient eu un tel succès que le gouvernement était intervenu pour les supprimer et interdire leurs publications en langue arabe. Lors des désordres d'avril 1922, le gouvernement n'avait pu compter sur les garnisons locales et avait été obligé de faire venir des soldats noirs. Ce même délégué adresse également de vives critiques aux « pseudo-communistes » d'Algérie, qui, selon lui, avaient trop d'influence sur le Parti français. Ces pseudo-communistes prétendaient, en effet, que la libération ne pouvait venir que comme résultat de la révolu-

(1) En 1931, l'I.C. rappelle encore qu'il faut assurer aux partis communistes des colonies une forme autonome, car dépasser les frontières politiques établies par l'impérialisme qui divise artificiellement les peuples arabes : « En Tunisie et en Algérie, les organisations communistes s'affaiblissent du fait que les communistes ont été incapables de présenter aux masses la question de la lutte contre l'impérialisme » (Programme dokumenty kommunisticheskikh partii Vostoka, p. 169.) Il faut « prendre des mesures urgentes pour organiser et unifier les communistes en Algérie, en Tunisie et au Maroc et, à l'avenir, détacher l'organisation de tous ces pays du Parti communiste français et en former des unités indépendantes. » (*Ibid.*)

Ce n'est qu'en mars 1932 que Thorez proposa au P.C.F. de créer un Parti Communiste algérien. Nous verrons que ce n'est qu'en septembre 1934 que l'organe du Parti communiste d'Algérie, « La Lutte Sociale » publiera le mot d'ordre. La proposition ne sera finalement adoptée qu'en 1935 par le Congrès de Villeurbanne et ne sera réalisée qu'en 1936, mais avec un secrétaire français. On constate que l'I.C. liait l'autonomie organisationnelle des P.C. arabes à l'indépendance de ces pays. Les réticences du P.C.F. à appliquer cette politique s'expliquent par leur refus d'accepter l'indépendance des pays d'Afrique du Nord soumis par la France. Voir à ce propos l'article paru dans le N° 6 de notre revue sous le titre : « Encore le P.C. et la question coloniale ».

(1) Le passage est tiré de : The Communist International, 1919-1943 Documents/Vol. 1, 1919-22 By Jane Degras.

tion en France, non comme résultat de l'action locale des indigènes, et avaient condamné l'appel du Comintern comme un erreur, parce que la presse bourgeoise colonialiste l'utilisait pour monter l'opinion publique contre les communistes.

Cette fois-ci le P.C.F. obtempéra, mais ce bureau servit de Comité central au Parti communiste d'Algérie (jusqu'à la guerre de 1939, le secrétaire du P.C.A. y sera recruté et sera un français). Cela en dépit du paragraphe 5 des thèses du deuxième Congrès sur « le caractère indépendant du mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire ».

Cette attitude du P.C.F. d'ignorer les masses indigènes et de ne considérer que l'enclave bourgeoise et européenne en Algérie fait que le P.C.F. détourne d'emblée la perspective sur le terrain des libertés démocratiques qui ne peut intéresser que les privilégiés européens et à titre accessoire les « évolués d'Algérie ». *L'Humanité* du 4-4-1926 s'indigne des chicanes cherchées aux syndicalistes européens (les indigènes sont privés du droit syndical) : « Nous ne pouvons admettre une pareille thèse dans un pays qui se dit « démocratie républicaine » et où les droits de l'Homme et du Citoyen sont proclamés, affichés dans toutes les écoles, dans toutes les mairies, dans toutes les préfectures. »

En 1934, l'organe de la ligue de l'Islam relate que dans certaines entreprises l'embauche se faisait à 90 % pour les Européens et 10 % pour les Musulmans et que des entreprises fondaient des syndicats chrétiens, qu'il suffisait à un Musulman de dénigrer pour être renvoyé. Il conclut que les Musulmans algériens ne pourront avoir le droit syndical qu'en acquérant la Patrie algérienne, confirmant gravement les menées de division de la C.G.T. Les indigènes seront contraints de forger leurs propres syndicats et n'y parviendront qu'en 1955 sous les persécutions de la C.G.T. et de l'Administration.

VERS LE FRONT POPULAIRE

La démocratie française, elle aussi, affirmait à sa façon la souveraineté sur l'Algérie par le vote accordé aux seuls Européens pour le Parlement. En 1928, les « Communistes » étaient là sur leur terrain favori et ne pouvaient s'empêcher de présenter leurs candidats. L'hypocrisie et la surenchère électorale se fait ici en compétition avec le Parti socialiste qui avait décliné les offres de Front unique. Voici quelques déclarations caractéristiques : « Notre Parti ne partage pas les mêmes illusions et les mêmes préoccupations (que la S.F.I.O.), il estime que la véritable bataille de classe doit être menée AVANT TOUT HORS DU PARLEMENT. » Le programme électorale s'adresse avant tout aux électeurs français (maintien intégral des 8 heures ; résistance à toutes les diminutions de salaires ; protection (sic) de la jeunesse ouvrière et de la femme. Un peu aux indigènes : droit syndical pour tous les salariés français et étrangers et « indigènes dans les colonies » et égalité du temps de service militaire des français et indigènes. Et surtout aux petits colons qu'il flatte basement.

Comme la bataille électorale ne souffre pas d'intermittence, le P.C.F. ne manque pas une campagne. En 1932, son programme réclame l'égalité du

temps de service militaire, mais aussi une Assemblée élue au suffrage universel par le peuple algérien : chacun son Parlement et une armée commune ! Et pour couronner le tout : les Soviets d'Algérie plébiscités par les Européens et les petits colons français ! Des promesses définitives : avec les ouvriers Socialistes : *oui* ; avec le Parti Socialiste, JAMAIS !

Les prochaines élections législatives devaient donner naissance au gouvernement du Front populaire de Blum et de Thorez ! Barthel, secrétaire du P.C. d'Algérie écrit : « 180.000 citoyens français constituent le corps électoral et les six millions d'indigènes n'ont que le droit de souffrir et de se taire. Notre Parti communiste d'Algérie a obtenu 2.139 voix en 1932 et 15.267 en 1936. » Ce « notre Parti Communiste d'Algérie » représente qui donc ? Car ne vient-il pas de recevoir une orientation nouvelle, son autonomie et d'être arabisé ? Cette nouvelle orientation ne se fera comme nous le verrons que sur le plan organisationnel — et là encore elle ne sera qu'éphémère. Elle s'accompagne de thèses politiques nouvelles pour le Parti d'Algérie. L'activité passée du P.C. en Algérie est qualifiée de sectaire, « anti-front unique » contre l'impérialisme, d'irresponsable, de bluffeuse ; il contemplait de très haut la vie et la lutte des masses. La solution pour créer un puissant parti de masse : il faut le bolchéviser. La perspective politique : « la révolution paysanne anti-impérialiste et antiféodale, et donc nationale, qui n'est pas une révolution prolétarienne ». Les forces qui réaliseront la tâche en Algérie : « Il y a environ 100.000 prolétaires industriels européens (relativement privilégiés) et 80.000 prolétaires industriels arabes et kabyles, les seuls à être liés étroitement à la masse de la paysannerie. » Nous relevons un oubli de taille dans l'énoncé des forces pour la révolution anti-impérialiste paysanne, les 500.000 ouvriers agricoles et la masse des paysans expropriés. Evidemment, il n'est pas question de lancer la « parole socialiste parmi ces ouvriers » pour « obtenir un déplacement des forces qui porte en son sein toute une révolution » (1). Les faiseurs de programmes nouveaux ignorent évidemment que ce sont surtout les prolétaires agricoles qu'il faut conquérir. Ils ne tiennent d'ailleurs nullement à la révolution. L'aveu en est fait implicitement déjà pour les métropoles hautement capitalistes. En effet, il est nul part question dans ce programme de la révolution en France qui accélérerait les étapes en Algérie, au contraire celle-ci est abandonnée à elle-même, ce qui signifie qu'elle est réduite à des tâches purement locales avec des buts correspondants. C'est la thèse du socialisme dans un seul pays, qui transforme toutes les tâches des Partis communistes en tâches bourgeoises. Et effectivement la conséquence immédiate de cette thèse de la révolution anti-impérialiste, c'est de mettre le P.C. d'Algérie à la remorque des groupements indigènes de la petite bourgeoisie algérienne francophile. Mais de ce sombre tableau, se détache une organisation, l'Étoile Nord-Africaine qui s'était formée au cours des années 1920 au sein et au contact du prolétariat français dans l'émigration algérienne de la région parisienne.

(1) Voir la brochure d'Engels écrite pour enrayer les effets du programme opportuniste des socialistes français en 1884 : « La question paysanne en France et en Allemagne ». (Page 30.)

Comme il ressort de son programme de mars 1933, l'Etoile Nord-Africaine luttait non seulement pour l'indépendance totale de l'Algérie et partant pour le retrait total des troupes d'occupation, mais encore pour une série de mesures économiques à prendre, le pouvoir à peine conquis, qui rappelaient les « interventions despotiques dans l'économie » recommandées par le Manifeste de 1848 à la classe ouvrière victorieuse et contrainte d'assumer des tâches non encore complètement socialistes : nationalisations des banques, des mines, des chemins de fer, des ports et des services publics ; confiscation des grandes propriétés accaparées non seulement par les occupants français, mais encore par leurs alliés féodaux et transfert de celles-ci aux paysans ; retour à l'Etat des domaines forestiers dont s'étaient emparés les Français ; réformes agraires de caractère radical, etc.

C'était donc par définition un de ces mouvements révolutionnaires d'émancipation coloniale pour lesquels l'I.C. avait prévu, dès 1920, l'appui du Parti communiste organisé, sur la base de l'indépendance complète d'action et de programme — appui révolutionnaire et prolétarien, et non par conséquent d'inspiration démocratique et à base sociale petit-bourgeoise. Elle réalisait les prémisses de la soudure espérée entre le mouvement de classe et le mouvement national anticolonialiste et, avec l'aide d'un Parti communiste décidé à suivre jusqu'au bout la voie qui lui était tracée par son programme fondamental, aurait ouvert à l'Algérie la perspective d'un saut de la lutte armée pour l'indépendance à la lutte armée pour le socialisme en empêchant en même temps au mouvement révolutionnaire indigène de glisser vers des solutions de compromis ou ouvertement bourgeoises.

Il n'en fut rien. C'était bien au contraire le Parti Communiste qui glissait vers la plus complète dégénération démocratique et parlementaire et lui livra une lutte acharnée, principalement sur les points les plus révolutionnaires de son programme.

Avant d'arriver au Congrès musulman convoqué par les notables religieux, les Oulémas, en juin 1936, établissons le tableau des forces politiques existant en Algérie. A côté des communistes et de l'Etoile Nord-Africaine, « La Lutte Sociale » du 1-12-35 (l'organe communiste) recense le *mouvement national-réformiste* : « Pourquoi national ? C'est parce que ses composants sont du pays même. Le mot *national* indique ici l'origine et non la tendance. Celle-ci est indiquée par le mot *réformiste*. » (Quel langage de jésuite !) « Par conséquent, le national-réformisme est un mouvement — il n'est pas nécessaire pour qu'il existe qu'il soit organisé en un parti politique — qui veut réaliser quelques réformes par des proclamations, des demandes, des suppliques, des prières adressées à l'impérialisme. Ainsi en Algérie, quoique avec certaines nuances nous pouvons citer, par exemple, comme nationaux-réformistes : MM. le Dr Bendjelloul, Fehrat Abbas, Kessous, et comme organes : « L'Entente Franco-Musulmane » (1), « La Défense », « La Voix Indigène » et « La Voix des Humbles » (2). Voilà en somme, le national-réformisme. »

(1) A l'offre de collaboration du P.C. d'Algérie voilà quelle fut la réponse de « L'Entente » de Fehrat Abbas et Bendjelloul : « Tout d'abord nous tenons à faire remarquer que si nous sommes des réformistes, nous ne sommes pas des nationalistes. Nous pouvons,

Rappelons brièvement que le 2^e Congrès de l'I.C. interdisait les alliances avec des Partis autres que national-révolutionnaires (anti-impérialistes, ayant pour but de renverser par la force les vieilles structures archaïques). Quoi qu'il en soit le tableau est fidèle.

En Algérie, le but des communistes était alors de créer un autre Front Populaire antifasciste qui s'opposerait aux « fascistes Croix-de-feu » et au Front National de la droite. Leur première tâche fut « de faire sortir le mouvement populaire indigène de sa neutralité entre le Front National et le Front Populaire », le P.C. en étant l'animateur de ce mouvement. La position de Fehrat Abbas traduit la réaction de « L'Entente » à ce sujet : « Sur le terrain des revendications musulmanes, dit-il, les partis de gauche sont aussi conservateurs que les partis de droite » et « si les Français veulent être demain sous le régime de la royauté, des Soviets ou de la dictature du colonel de la Roque, c'est leur affaire, cela ne regarde pas les indigènes qui ne doivent en aucun cas interrompre leur collaboration avec la mère-patrie. » (« L'Entente » du 24-10-1935.)

Il s'agit pour les communistes d'amener le mouvement algérien à se passionner pour les problèmes de la France et de la démocratie (les « élus indigènes » étaient cantonnés dans les menues affaires municipales) et de détourner les masses des problèmes proprement algériens qui exigent une solution révolutionnaire, l'indépendance en premier lieu.

Mais ils avaient des rivaux à droite. La question agraire avait déjà fourni à Fehrat Abbas et Bendjelloul un terrain d'action commune avec le Front paysan d'extrême-droite : les pétitions circulent dans toutes les communes de France et d'Algérie (voilà le plan national et français déjà atteint !) pour demander un moratoire des dettes, la suspension des saisies et des expropriations et la revalorisation des prix agricoles. Mais rapidement les gros colons, seulement intéressés par le dernier point, se mettront à la tête du mouvement, mais ne sauraient pactiser longtemps avec la petite propriété et la propriété indigène pour arrêter les expropriations. Ce serait mettre fin eux-mêmes à leur puissance incarnée par la Banque d'Algérie formée par les gros colons viticulteurs.

(A suivre.)

pour notre part, assurer le Parti Communiste qu'il ne parviendra pas à nous entraîner dans son orbite. Le communisme est trop éloigné de nous pour que nous nous en rapprochions ; ses méthodes violentes s'opposent à notre action qui se poursuit dans le calme, et son dogme antinational ne peut se concilier avec notre respect de la patrie. » (24-10-1935.)

« La Voix des Humbles » des instituteurs indigènes leur répond qu'elle tient « à rester à l'écart de tous ceux — y compris les communistes — qui tentent de détourner l'attention des masses des réformes réalisables pour les orienter vers un idéal nationaliste chimérique et démodé qu'eux-mêmes ont abandonné ».

(2) A plusieurs reprises, il est question dans les journaux indigènes (« Entente », 28-11-1935, « La Défense » de Bernier, vers la même époque) de constituer des partis politiques musulmans. Mais il semble qu'on s'en tint à des projets.

Férrat qualifia, en 1935, les Oulémas de « club politico-religieux et ajouta que le mouvement « national-réformiste » n'a pas de véritable système d'organisation de base, « étant donné que les Fehrat Abbas et autres étaient des rationalistes opposés à tout mouvement de forme mystique ». (Cahiers du Bolchevisme.)

ANTAGONISMES

DANS LES RAPPORTS DE CLASSE

EN RUSSIE

III. - OUVRIERS ET PAYSANS

Sous le règne de Nicolas, les paysans constituaient la majorité de la population russe. En 1913, sur 139,3 millions d'habitants dans l'empire, 114,6 vivaient à la campagne et 24,7 à la ville. De ces 114,6 millions, 34 % étaient indigents, c'est-à-dire qu'environ 40 millions ne jouissaient d'aucun bien, et 15 %, soit 17 millions environ, n'avaient pas de champs ensemencés. Sur les 24,7 millions citadins, 8,6 millions étaient ouvriers et artisans (chiffres tirés de l'ouvrage déjà cité).

Il est intéressant de noter à ce propos l'étroite analogie qui existe entre U.S.A. et U.R.S.S. en ce qui concerne le déroulement de ce phénomène d'émigration intérieure commun à tous les pays projetés dans le mode de production capitaliste : l'« urbanisation ». Ce phénomène a pour effet principal de déplacer de grandes masses humaines des campagnes vers les villes où s'implante et se développe la grande industrie moderne.

L'Amérique du Nord qui se glorifie de n'avoir pas eu de précédents féodaux, a dû faire un chemin de quelque 130 ans (1790 à 1920) avant que la population urbaine dépasse la population rurale. Dans la période de 1900 à 1920, les U.S.A. s'affirment comme puissance mondiale de tout premier ordre, tendue vers la conquête de la primauté anglaise. Si, en comparant les données incomplètes des Russes avec celles des Américains, nous cherchons à retrouver aux U.S.A. le niveau qu'avait atteint l'U.R.S.S. en 1913, où la population rurale constituait alors 81 % du total et la population urbaine 19 %, cela nous ramène à l'Amérique non pas de 1790, mais de 1860. Il a fallu ensuite près de 60 ans (1860 à 1920) pour qu'aux Etats-Unis la ville prenne l'avantage sur la campagne. En U.R.S.S., où la population rurale en 1956 est tombée à 56,6 %, et la population urbaine est montée à 43,4 %, au rythme d'environ 3 % par an, il faudra attendre 1965 pour que la population des villes dépasse celle de la campagne. C'est alors que les villes devront englober quelque 106 millions d'habitants et les campagnes 101,7. Donc, pour atteindre le niveau U.S.A. de 1920, l'U.R.S.S. mettrait *grosso modo* 52 ans. Mais en revanche, pour atteindre le niveau américain actuel, c'est-à-dire population des villes double de celui des campagnes, il faudra attendre 1977. Aux U.S.A., le rythme d'urbanisation oscille autour de 3,7 % par an, supérieur à celui de la Russie, qui est de 3 %. L'Amérique a eu l'avantage de naître tout de suite comme Etat capitaliste, et sur des terres vierges, où l'activité industrielle a pu jouir d'un développement immédiat, favorisant la naissance *ex nihilo* des centres urbains. En Russie, la création de villes nouvelles a été relativement modeste, car le capitalisme

a trouvé déjà implantées des assises productives que, par la suite, il renforça et élargit.

C'est sous ce rapport qu'apparaîtra donc aussi le fatidique 1965, année du « communisme » à la Krouchtchev, où la production russe devrait, en général, parvenir à des niveaux qui ont tout l'air d'être ceux de l'Amérique d'aujourd'hui. Le fait est qu'en 1965 la Russie sera tout au plus au niveau américain de 1959 quant à la production, tandis que pour l'urbanisation elle sera à celui de 1920. Cette inégalité entre la masse de la production et celle des forces productives (nous assimilons ici en bloc les populations urbaine et productive comme étant étroitement liées l'une à l'autre) augmente en nous les doutes déjà très grands sur la possibilité d'atteindre les fameux objectifs de production, à moins qu'on n'arrache la main-d'œuvre des campagnes à un rythme annuel supérieur à l'actuel 3 %.

Le total de la population active en 1955 aurait été de 82,8 millions répartie comme suit :

	En millions	En %
1° Dans les branches productives (y compris les transports de marchandises et de commerce	70,545	85,2
a) Ouvriers	22,292	31,6
b) Personnel technique, employés, personnel de service, travailleurs du commerce	7,195	10,2
c) Membres des coopératives de production	1,269	1,8
d) Kolkhoziens attachés à l'économie collective des kolkhozes et aux économies personnelles auxiliaires	26,454	37,5
e) Paysans individuels, artisans non organisés dans les coopératives	0,282	0,4
f) Membres des familles des ouvriers et employés occupés dans l'économie personnelle auxiliaire	2,601	3,7
2° Dans les branches non productives (éducation, santé, services publics, communaux, transport de voyageurs et communication, appareil de l'administration d'Etat, organisation sociale et coopératives)	12,255	14,8

Les ouvriers salariés industriels, agricoles, dépendant des sovkhoses et des entreprises agricoles d'Etat, les employés des S.M.T., constituent l'authentique classe ouvrière et représentent les 25 % de la population active avec 22,292 millions d'hommes. Les paysans des kolkhozes et d'économie personnelle, ainsi que les paysans individuels, constituent environ 32 % de la population active avec 26,736 millions. La dernière catégorie de la population est donnée par les 12,255 millions de personnes travaillant dans les branches non productives, où l'on trouve aussi la salade des professeurs, avocats, savants, bureaucrates de tout poil, parmi lesquels Krouchtchev et Serge, le Patriarche de toutes les Russies. Il y a là les types humains du capital, de la petite et moyenne bourgeoisie, des rentiers, brasseurs d'affaires, porteurs d'obligations, intermédiaires de tout acabit, qui mangent la part la plus grosse du produit global.

Les 22 millions d'ouvriers n'ont aucun « droit » sur les produits, et à plus forte raison n'en ont-ils pas sur les moyens de production. Ils constituent une classe sociale parfaitement nivelée, à l'exception d'une catégorie très restreinte de stakhanovistes, « héros » du travail, les ultras du travail aux pièces : la fameuse aristocratie du travail que nous connaissons bien.

Les paysans ont en usufruit perpétuel la terre sur laquelle ils travaillent, mais aussi la pleine et libre jouissance des produits.

Si bien que durant la dernière guerre, des peines sévères furent décrétées contre ceux qui ne livraient pas leurs récoltes à l'Etat suivant les normes établies, ou qui rognait les heures de travail sur le champ collectif, préférant travailler leur parcelle individuelle.

La propriété privée des paysans comme classe apparaît clairement dans la distribution des surfacesensemencées, mesurées en millions d'hectares en 1955 :

Surface totale	185,5
dont :	
Sovkhozos	29,37
Kolkhozos	149,06
Economies personnelles	7,42

Les 84 % de la terreensemencée sont à la disposition des paysans, 16 % seulement sont à celle de l'Etat. On a ici beau jeu de dire que les classes paysannes ont les mêmes droits que les ouvriers. Les récoltes et les produits agricoles sont dans leurs mains et elles les cèdent seulement aux conditions qu'elles considèrent les plus avantageuses.

Il y a une répartition semblable dans la distribution des têtes de bétail productif (en millions) :

	Sovkhozos	Kolkhozos	Econ. person.
Bovins	4,584	30,706	30,849
Porcins	6,567	23,236	21,686
Ovins	12,460	84,435	27,121
Caprins	75	2,607	17,270

Un maigre 10 % est à la disposition de l'Etat, le reste, 90 %, les paysans le tiennent bien en mains. Les ouvriers doivent aller frapper à la porte des fermes collectives s'ils veulent se rassasier, puisque l'Etat, que les apologistes soviétiques dépeignent comme le représentant des intérêts ouvriers dans les campagnes, s'en moque, et en fait, nous savons que l'Etat n'y pèse plus lourd depuis qu'il a « vendu » aux paysans le parc de machines et de tracteurs (SMT) qui pouvait constituer une arme fondamentale de contrôle de l'agriculture. Ainsi, pour les classes paysannes, la « liberté » sur les produits augmente au lieu de diminuer.

Le revenu individuel des kolkhoziens, en 1957, fut de 2.800 roubles par an en espèces — toujours aux dires de ces Messieurs — et en nature il représenté au moins une fois et demie ce dernier. Le texte admet effectivement : « La

valeur monétaire des produits de l'agriculture reçue en paiement en nature par les kolkhoziens pour les journées de travail, ou des produits utilisés en nature pour les besoins économiques des kolkhozes, déborde considérablement les revenus financiers du kolkhoze. » Donc, nous pouvons évaluer le revenu en nature à 4.200 roubles, c'est-à-dire une fois et demie le revenu en espèces, ce qui donne un revenu total annuel de 7.000 roubles. Tout cela sans considérer les bénéfices provenant des économies personnelles, c'est-à-dire de l'exploitation de la terre en dotation privée.

En face des 7.000 roubles annuels avec tous les à côtés, il y a les 4.000 roubles annuels des ouvriers ; salaire tout ce qu'il y a de plus net.

La tendance irréversible des intérêts de classe est vers l'approfondissement de la distance entre les classes. Les prolétaires s'accroissent numériquement ; donc, un nombre toujours plus grand d'hommes perd le droit au produit, s'appauvrit progressivement. Au contraire, ceux qui disposent d'une part plus grande des produits diminuent en nombre, mais augmentent leur contrôle sur ces produits.

Cette nette tendance a été par la suite confirmée à l'unanimité des voix au XXI^e Congrès, où l'on a décidé l'élargissement et la diffusion dans les campagnes des échanges mercantiles auxquels on va confier d'une manière définitive le flot des marchandises venant du secteur agricole et y allant. On accentue ainsi le caractère d'entreprise des kolkhozes. Ceux-ci, surtout depuis qu'ils ont acquis les machines des SMT, devront veiller avec les moyens classiques de l'économie politique à l'équilibre de leur budget.

De cette façon, une classe paysanne riche — les kolkhozes millionnaires — se développe, éliminant les échanges naturels et les remplaçant par des échanges monétaires comme dans toute économie mercantile qui se respecte. L'Etat, dit-on, achètera le blé et les denrées agricoles là où les prix seront les plus bas. Il est clair que chaque entreprise kolkhozienne devra réduire les coûts de production, et dépendre toujours plus des banques. La poussée est vers la concentration des propriétés agricoles, avec l'abandon consécutif des terres les moins fertiles, dont l'exploitation sera, au besoin, confiée aux sovkhoses d'Etat, afin de maintenir élevée la rente différentielle, avec la prolétarianisation que cela entraîne pour les paysans des kolkhozes les plus pauvres chassés des campagnes. Ces nouveaux prolétaires seront absorbés par les entreprises auxiliaires dont le développement semble favorisé par la décentralisation de l'économie qui engendrera une petite et moyenne bourgeoisie d'entreprise dans les centres ruraux.

Comme on le voit, tout « décret », toute mesure « socialiste » ne fait que développer les rapports antagonistes de classe, en suivant les schémas classiques de l'économie capitaliste et en utilisant les moyens non moins classiques du monde occidental. D'ailleurs, comment pourraient se comporter les Russes dans un milieu extérieur complètement dominé par un mode de production avant de relever la tête. Aussi longtemps, hélas, qu'elle sera « éduquée » à capitaliste ?

La classe ouvrière russe devra parcourir un long et douloureux chemin imiter l'Occident, à considérer notre paradis comme son point d'arrivée, la

corruption de classe sera inoculée dans les esprits et dans les corps de tous ses fils.

Car là est l'absurdité tragique et la tromperie : l'odieuse civilisation occidentale est prise pour modèle, tant pour ses résultats que pour ses moyens économiques et politiques !

Comment échapper, dès lors, aux conséquences qui en découlent dans les mœurs, les rapports sociaux et la vie ?



LES TROIS PHASES DU CAPITALISME

LE CYCLE HISTORIQUE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

Le mode capitaliste de production existait déjà sous les régimes féodaux, semi-théocratiques et de monarchie absolue. Sa caractéristique économique est le travail associé, dans lequel les opérations nécessaires à la fabrication d'un produit sont confiées à des ouvriers différents qui les accomplissent successivement, et ne sont donc plus réalisables par un seul individu.

Résultat de nouvelles inventions et découvertes, ce fait technique a pour conséquence économique la victoire de la manufacture sur l'atelier artisanal produisant moins et plus cher, et pour conséquence juridique le fait que le travailleur cesse d'être le maître du produit de son travail et ne peut donc plus le porter au marché. C'est le détenteur des outils complexes permettant l'emploi du travail associé qui devient le propriétaire du produit ; il verse une rétribution en argent à ceux qui ont coopéré à la production.

Ainsi apparaissent le capitalisme et le salarié là où n'existait jusqu'alors qu'un seul personnage : l'artisan. Mais les lois de la vieille société empêchent que cette différenciation sociale se généralise : des règles réactionnaires s'opposent à la transformation des techniques et de l'organisation des différents métiers ; le développement de l'industrie qui menace la domination des propriétaires terriens est freiné ; les marchandises ne peuvent circuler librement ni à l'intérieur des différentes nations ni à l'extérieur.

La révolution bourgeoise naît de ce contraste : c'est une guerre sociale déclenchée et conduite par les capitalistes pour se libérer de leur dépendance à l'égard des vieilles classes dominantes ; pour libérer les forces de production des vieux interdits, et la masse des artisans et des petits possédants à la fois de la servitude et des interdits : pour qu'ils puissent devenir des salariés, il faut, en effet, qu'ils soient rendus libres de porter leur force de travail sur le marché.

Telle est la *première phase* de l'époque bourgeoise. Le mot d'ordre du capitalisme est alors la liberté illimitée de toutes les activités économiques, l'abrogation de toutes les lois, la suppression de tous les obstacles que le pouvoir politique opposait au droit de produire, d'acheter, de faire circuler et de vendre contre argent toutes les marchandises, y compris la force de travail.

Les premières décades du grandiose développement capitaliste constituent la phase libérale du régime. Les entreprises se multiplient et prennent des proportions gigantesques ; les armées du travail deviennent progressivement plus nombreuses ; les marchandises produites atteignent des quantités colossales.

Marx a donné dans *Le Capital* l'analyse de ce type classique d'économie libérée de toute entrave étatique, ainsi que des lois de son développement. Il a expliqué les crises de surproduction auxquelles conduit la course effrénée au profit et les secousses brutales qu'elles provoquent périodiquement : baisse des prix, fermeture et faillite d'entreprises précipitant des groupes entiers de travailleurs dans la misère la plus noire.

Comme classe sociale, le capitalisme a-t-il la possibilité de réagir à ces contradictions économiques inguérissables qui lui sont propres, au cours de son histoire aux aspects locaux variés où alternent avances et reculs ? La réponse de la critique marxiste classique est que jamais la classe bourgeoise ne possèdera de théorie sûre ni de connaissance scientifique du devenir historique. Du fait de sa nature et de sa raison d'être, elle ne pourra pas davantage discipliner les forces irrésistibles que, comme l'apprenti-sorcier, elle a elle-même suscitées.

Cette réponse ne doit cependant pas être comprise de façon scolastique, c'est-à-dire dans ce sens que le capitalisme serait privé de toute possibilité de prévoir et même seulement de retarder les catastrophes auxquelles ses exigences vitales le conduisent. Au cours de son second stade historique, il a sans doute rempli sans aucun frein sa mission, qui était de donner le maximum de puissance à son monstrueux appareil de production, et il ne renoncera jamais à produire toujours davantage ; mais il peut lutter pour écouler la masse croissante des produits qui autrement l'étoufferaient, et il le fait en étendant son marché jusqu'aux limites du monde connu. C'est ainsi qu'il entre dans sa troisième phase, celle de l'impérialisme.

Dans cette troisième phase apparaissent de nouveaux phénomènes économiques ayant leur incidence propre, le tout revenant à offrir certaines solutions aux crises partielles périodiques de l'économie bourgeoise. Marx avait certainement prévu ce stade, puisque le développement de la production capitaliste et la conquête des marchés lointains sont des phénomènes historiques parallèles apparus en même temps que le régime lui-même, la découverte des grandes voies de communication commerciales ayant été un des principaux facteurs du triomphe du capitalisme. Mais c'est dans l'étude classique de Lénine « *L'Impérialisme, stade ultime du capitalisme* » que l'on trouve l'analyse des caractéristiques de cette troisième phase, d'ailleurs conduite avec la méthode de Marx.

Déjà évidentes pendant la préparation à la première guerre mondiale, elles n'ont fait que s'accroître depuis. Le système capitaliste a soumis à une révision importante les règles dont il s'inspirait dans sa phase libérale. Le déversement des produits sur le marché mondial s'est accompagné d'une tentative imposante de contrôler les oscillations de prix qui perturbaient l'économie jusqu'à provoquer parfois l'effondrement d'entreprises colossales. Abandonnant l'indivi-

dualisme économique et l'autonomie absolue de l'époque classique, les entreprises bourgeoises se syndiquèrent, des cartels de production, des « trusts » surgirent. Les firmes produisant la même marchandise se lièrent par des pactes rigoureux afin de monopoliser la distribution et de fixer à volonté les prix. Puis, comme la plupart des produits d'une industrie donnée sont en même temps la matière première de l'industrie située au-dessus dans le processus de transformation, des cartels *verticaux* se constituèrent, par exemple pour contrôler la production de certaines machines, et pour fixer les prix de tous les produits successifs, de l'industrie extractive de base jusqu'au dernier échelon de l'industrie de transformation, en passant par les articles semi-finis. En même temps, les banques se développèrent et se concentrèrent. Appuyées sur les plus puissants groupes industriels de chaque pays, elles se mirent à contrôler et à dominer les producteurs moins importants, formant partout de véritables oligarchies financières toujours plus restreintes et fermées. Comme Lénine l'a indiqué dans son « *Impérialisme* », ce capitalisme financier revêt un caractère toujours plus *parasitaire*.

A ce stade, le bourgeois n'a plus sa figure classique de capitaine d'industrie suscitant des forces nouvelles grâce à l'utilisation de la technique moderne et à l'organisation intelligente et habile du travail associé. Il n'est plus dieu le père dans son usine, comme le féodal l'était dans son fief, c'est-à-dire ce créateur romantique en qui les travailleurs doivent reconnaître plus encore un chef qu'un patron puisque c'est lui qui opère la fusion entre leur travail et le mécanisme dont il détient le secret.

Le directeur de l'usine moderne est lui aussi un salarié, quoique plus ou moins co-intéressé aux bénéfices, un serf doré, mais un serf tout de même. Le bourgeois moderne, par contre, n'est pas un technicien de la production, mais un affairiste touchant les dividendes d'actions qu'il détient sans avoir peut-être jamais mis le pied dans une usine ; un membre de la petite oligarchie financière exportant non plus des marchandises, mais des capitaux et des titres, liasses de papier qui lui assurent le contrôle du monde.

Toujours soumise au dynamisme de la concurrence entre firmes, la classe dominante se sert des règlements monopolistes pour la limiter quand elle se sent au bord de la faillite. Les grands centres de l'affairisme bancaire décident pour elle du sort des différentes entreprises, fixant les prix, vendant au besoin au-dessous du prix « normal » et faisant terriblement osciller les valeurs boursières.

Bref, *la bourgeoisie fait des efforts gigantesques pour constituer des organes de contrôle qui freineront l'économie, niant du même coup la liberté illimitée qui fut le credo des premières théories économiques capitalistes.*

Pour bien comprendre les dernières manifestations de cette troisième phase, on doit comme Lénine *la rattacher aux développements politiques dont elle s'accompagne, fixer le rapport entre capital financier monopoliste et état bourgeois, montrer enfin comment la tragédie des grandes guerres et la tendance générale à l'oppression nationale et sociale en dérive.*

LE CYCLE HISTORIQUE DE LA DOMINATION POLITIQUE BOURGEOISE

Parallèlement au développement historique du monde capitaliste de production, il faut considérer celui des formes du pouvoir politique de la bourgeoisie.

Comme Engels l'a établi, le communisme scientifique est fondé sur deux grandes découvertes dûes à Marx. La première est la loi de la plus-value montrant que l'accumulation du capital repose sur l'extorsion continuelle d'une fraction de leur force de travail aux prolétaires. La seconde est la théorie du matérialisme historique qui voit dans les rapports économiques de production la cause et l'explication non seulement des événements politiques, mais de toute la superstructure idéologique caractérisant les diverses époques de l'histoire et les divers types de société.

A la lumière de la nouvelle méthode et de la nouvelle doctrine, les fondateurs du socialisme scientifique eux-mêmes n'apparaissent plus comme de purs idéologues venus révéler de nouveaux principes aux foules pour les éclairer et les entraîner à leur suite. Ce sont des hommes de science travaillant sur les données de l'histoire et la structure réelle de la société présente et qui, dans cette recherche, se sont efforcés de se libérer de tous les préjugés du passé pour fonder un système de lois expliquant l'évolution historique et permettant de prévoir de façon scientifique et non pas mystique les grandes lignes du développement futur.

La lutte séculaire de la bourgeoisie dans le domaine économique et ses efforts pour déloger les classes féodales et théocratiques de leur position-clef dans le gouvernement de l'état, ce formidable heurt d'intérêts qui aboutit finalement à la révolution armée et porta la bourgeoisie au pouvoir, a eu son reflet dans une lutte parallèle d'idées et de théories.

La doctrine des vieilles classes dominantes reposait sur les principes de la révélation et de l'autorité, parce que c'était une base commode pour édifier le droit et la coutume sociale permettant à l'oligarchie des guerriers, des nobles et des prêtres de contrôler les masses. Aux époques les plus reculées, la vérité était réputée enfermée dans des Tables immuables qu'on croyait dictées par des puissances supérieures à la raison humaine et qui fixaient les normes de la vie collective. A une époque plus récente, on la cherchait dans la lettre des textes de savants et de maîtres antiques vénérés dont on attendait une réponse à toutes les nouvelles questions du savoir et de l'action.

La critique de la philosophie moderne à ce principe d'autorité a été une arme de la bourgeoisie révolutionnaire naissante qui, dans tous les domaines, entreprit audacieusement de répandre le doute sur toutes les conceptions traditionnelles. A l'autorité, elle opposa la raison, minant le dogme religieux pour mieux miner l'état féodal, c'est-à-dire la monarchie de droit divin fondée sur la solidarité de classe de la noblesse terrienne et de l'Eglise.

Elle forma ainsi une nouvelle idéologie qu'elle sacra vérité universelle et définitive et dont elle célébra le triomphe sur les mensonges de l'obscurantisme religieux et absolutiste. A la lumière de la critique marxiste, cependant, cette idéologie apparaît simplement comme une nouvelle construction répondant à des rapports de classe nouveaux et aux besoins de la classe nouvellement parvenue au pouvoir.

Dans le domaine politique, la bourgeoisie livra un assaut révolutionnaire à l'Etat féodal et se servit du pouvoir conquis pour briser toutes les entraves au développement des forces de production dont elle était elle-même l'expression. La lutte aboutit à une guerre civile, une guerre de classe entre les gardes blancs de l'Ancien Régime et les milices révolutionnaires bourgeoises. Dans l'exemple classique de la révolution de 1789, le Tiers-Etat qui, au début, réclamait simplement sa part dans les institutions publiques jusqu'alors monopolisées par l'aristocratie et le clergé, en arriva rapidement à priver ces classes réactionnaires de toute influence politique. Une nouvelle minorité de patrons de manufactures et de grands commerçants se substitua aux anciennes minorités privilégiées. C'est un aspect essentiel de la révolution que les penseurs et les partis du nouveau régime n'ont pas reconnu ouvertement pour cette bonne raison que, tout en agissant dans le sens dicté par les intérêts de la nouvelle classe, ils ne le comprenaient pas eux-mêmes.

Utilisant la force du Quart-Etat, c'est-à-dire des non-possédants et des travailleurs dans la lutte physique, ce mouvement révolutionnaire bourgeois prétendait s'inspirer, dans l'idéologie, de principes répondant à des intérêts généraux. Ceux-ci étaient présentés comme des valeurs absolues et universelles qui devaient régir tout l'avenir de l'humanité ; on ne comprenait pas qu'ils n'étaient que des formes transitoires correspondant à un tournant déterminé dans les rapports sociaux. On se moquait des vieilles superstitions et des vieux mythes ; mais au nom du doute scientifique, de la liberté de critique et de la raison, on proclamait un mythe nouveau, celui des valeurs et concepts universels. C'est ainsi que dans leurs déclarations révolutionnaires, les bourgeois victorieux parlaient des droits de l'homme et du citoyen *en général*, et proclamaient l'avènement de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité *pour tous les hommes*.

En tout cas, lors de ce grand bouleversement historique, le Quart-Etat, c'est-à-dire la grande masse des travailleurs sacrifiés au bien-être des privilégiés, aristocrates ou bourgeois, ne pouvait ni disposer des armes critiques qui lui auraient permis de comprendre la portée réelle de la révolution en cours, ni hésiter à soutenir la bourgeoisie dans son assaut héroïque au passé.

Dans cette phase, la bourgeoisie ne voyait aucune contradiction entre les revendications philosophiques de liberté de pensée et d'action *pour tous les hommes* et l'emploi de la dictature et de la terreur pour empêcher une contre-révolution intérieure ou une intervention étrangère de restaurer l'ancien régime. Le sans-culotte athée et encyclopédiste prétendait mener une croisade pour la déesse Liberté, mais il ne trouvait pas incompatible de supprimer en même temps pour l'ennemi de classe la liberté de défendre ses vieux privilèges, en faisant un usage systématique de la guillotine. De même, tout en croyant à la

promesse de liberté *pour tous*, le prolétariat naissant aida la bourgeoisie arrivée au pouvoir à réprimer impitoyablement les contre-révolutionnaires.

Après la lutte armée pour le pouvoir, la première phase de la domination politique bourgeoise consiste donc dans l'exercice d'une dictature de classe pour extirper tous les vestiges de l'ancienne société et réprimer toute tentative de restauration. Elle a revêtu de multiples aspects selon les pays considérés, présentant une alternance de contre-offensives réactionnaires et de vagues révolutionnaires qui ont fini par l'emporter.

Dans les pays économiquement les plus développés, elle a généralement été suivie d'une *seconde phase* de longue durée pendant laquelle les horreurs et les excès de la révolution ont été progressivement relégués dans l'ombre. Exerçant désormais sans conteste son contrôle politique sur la société, la nouvelle classe dominante a réussi à trouver les formes de domination les plus aptes à faire croire à une harmonie entre sa gestion du monde et sa métaphysique de liberté, de justice et d'égalité.

En droit pur, il n'existe plus de castes séparées. Tous les citoyens sont théoriquement dans le même rapport avec l'Etat. Ils ont un pouvoir égal de se faire représenter en son sein par ceux qu'ils préfèrent et qui représentent leurs opinions et leurs intérêts. C'est l'âge d'or du système parlementaire et de la démocratie bourgeoise ; on proclame que l'égalité juridique et politique est une conquête fondamentale qui a ouvert la voie d'une amélioration continue des relations sociales et qui exclut de nouveaux heurts révolutionnaires et la répétition des tragédies de la Terreur.

Depuis plusieurs générations déjà, la critique prolétarienne a démasqué radicalement ce mensonge colossal. Son analyse des rapports économiques réels a démontré que la liberté politique et juridique n'est que la *liberté* de vendre sa propre force de travail qui est en réalité une *nécessité* implacable, la majorité des hommes n'ayant pas d'autre moyen d'échapper à la faim.

En politique, l'Etat n'est pas l'expression de la volonté d'une majorité populaire, mais le comité de défense des intérêts de la bourgeoisie dominante en faveur de laquelle le mécanisme parlementaire fonctionne exclusivement.

En philosophie, le règne de la raison n'est qu'une tromperie. L'homme ne peut pas user librement de son cerveau quand la liberté et la possibilité de satisfaire les exigences physiologiques et matérielles qui conditionnent toute la dynamique de l'individu lui font défaut ; la limite ainsi imposée à sa raison est autrement rigoureuse que celle des vieux interdits religieux ou des rigueurs de la police absolutiste !

Selon l'interprétation romantique de la littérature bourgeoise de cette seconde phase, il y avait dans chaque village une lumière : l'instituteur, et un éteignoir : le prêtre. Le mensonge de cet éducationnisme et de ce culturisme démocratiques réside dans le fait qu'on ne peut pas attendre de l'homme qu'il se forme une opinion libre et consciente avant d'avoir pu satisfaire ses besoins et défendre ses intérêts. Scientifiquement, logiquement, c'est exactement

le contraire qui doit se produire : d'abord manger, et seulement ensuite, peut-être, se former des opinions.

Non seulement la critique théorique des révolutionnaires, mais les faits de l'histoire la plus récente sont en train de reléguer parmi les fantômes du passé ces hypocrisies de l'idéologie démocratique. Non seulement la panacée du système représentatif bourgeois n'a jamais fait cesser les heurts entre classes aux intérêts opposés à l'intérieur des divers pays, mais le développement des nouvelles formes économiques du capitalisme monopoliste et les luttes pour la suprématie coloniale ont précipité les peuples dans des crises profondes et dans des massacres de loin plus sanglants que la révolution bourgeoise. Non seulement le capitalisme a eu besoin de la lutte armée pour s'ouvrir les voies de l'histoire, mais il emploie et secrète la violence à chaque stade de son développement.

A mesure que le potentiel industriel augmentait et que les armées du travail croissaient en nombre, la conscience critique du prolétariat se précisait et ses organisations se renforçaient. C'est pourquoi *en même temps que son libéralisme économique, la bourgeoisie a été obligée d'abandonner son apparente tolérance des idées et des organisations politiques, et de gouverner autoritairement : c'est en cela que réside le sens général de l'époque présente.*

Cette nouvelle orientation dans la gestion bourgeoise du monde répond au fait indéniable que les progrès de la science et de la technique ont progressivement privé toutes les activités humaines de l'autonomie qu'elles pouvaient encore conserver dans des sociétés moins modernes, et partant moins complexes ; dans tous les domaines, les initiatives plus ou moins isolées ont fait place à un réseau de rapports d'interdépendance qui se resserre continuellement et s'étend graduellement au globe entier. L'initiative privée, qui a accompli des prodiges avec les audaces des premiers navigateurs et la féroce témérité des colonisateurs de régions lointaines, recule aujourd'hui devant la coordination des activités qui se vérifie aussi bien dans la gestion des services collectifs, dans la recherche scientifique ou dans tout autre domaine que dans la production et la distribution des marchandises. Dans une société disposant de la navigation aérienne, des radio-communications, du cinéma, de la télévision, toutes inventions d'application exclusivement sociale, une quelconque initiative autonome est impensable.

Depuis des décades, la pratique gouvernementale de la classe dominante évolue donc elle aussi, et à un rythme toujours accéléré, vers un contrôle plus étroit et une direction unitaire de la société qui se traduisent par une centralisation croissante de l'Etat.

Cette forme politique est une superstructure du monopolisme et de l'impérialisme. Lénine l'avait prévue dès 1916 lorsqu'il écrivait que les formes politiques de la dernière phase capitaliste ne peuvent être que de tyrannie et d'oppression. *Cette phase qui, dans le monde moderne, tend généralement à remplacer le libéralisme classique n'est autre que le fascisme.*

Ce serait une énorme erreur scientifique et historique de confondre cette nouvelle forme qui est à la fois une conséquence et une condition de la survi-

vance de l'oppression capitaliste et qui est imposée par les temps modernes avec une réaction menaçant de rétablir un despotisme d'ancien régime (1) : dans la plus grande partie du monde, la bourgeoisie a mis hors de combat et anéanti les forces féodales depuis plus d'un siècle !

Quiconque subit tant soit peu l'influence d'une telle interprétation, et obéit tant soit peu aux préoccupations qui en résultent est en dehors du camp et de la politique communistes.

La nouvelle forme dans laquelle le capitalisme administrera le monde tant que la révolution prolétarienne ne l'aura pas renversé apparaît au cours d'un processus que les méthodes banales et scolastiques de la critique petite-bourgeoise sont impuissantes à déchiffrer.

Les marxistes n'ont jamais tenu compte des objections qui ont été faites à l'instauration du pouvoir prolétarien dans la Russie tsariste et semi-féodale sous le prétexte qu'elle aurait dû d'abord se produire dans un pays industriel et avancé : il savaient bien que les batailles de classe se succèdent à l'échelle et sous l'effet de forces mondiales, éclatant là où les circonstances historiques, comme par exemple la guerre, la défaite, la survivance excessive de régimes décrépits, la bonne organisation du parti prolétarien etc., les favorisent.

Il y a encore moins lieu de s'étonner si le fascisme succède au libéralisme dans les formes et selon les transitions les plus variées chez les différents peuples, car il s'agit d'une transformation beaucoup moins radicale que la révolution, seule changeant la *forme* de la domination, et non pas la *classe* dominante.

Du point de vue économique, le fascisme se définit donc comme une tentative du capitalisme de se contrôler et de se freiner lui-même, c'est-à-dire d'amortir, grâce à une discipline centrale, les effets les plus alarmants des contradictions économiques qui conduisent le système à la ruine.

Du point de vue social, c'est une tentative de la bourgeoisie, absolument individualiste à sa naissance, de se donner une conscience collective de classe et d'opposer ses propres organisations politiques et militaires aux forces de classe menaçantes constituées au sein du prolétariat.

Politiquement, le fascisme est le stade où la classe dominante dénonce l'inutilité de la tolérance libérale, revendique la méthode de gouvernement par un seul parti et liquide les anciennes hiérarchies de serviteurs du capital trop gangrénés par l'usage de la fiction démocratique.

Idéologiquement, enfin, il ne renonce ni ne peut renoncer à invoquer des valeurs universelles mythiques ; quoiqu'il les ait dialectiquement niées, il fait siens les postulats libéraux de la collaboration des classes, parle de nation et non de classe, proclame l'égalité juridique de tous les individus et continue

(1) Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, telle fut pourtant la position de la direction centriste du Parti Communiste d'Italie, et en particulier de Gramsci, pendant les années où s'affirma le fascisme mussolinien.

à faire passer son appareil d'Etat pour une émanation de toute la collectivité sociale. Tout cela prouve non seulement qu'il n'est pas une révolution, mais qu'il ne constitue même pas une ressource universelle et sûre de la contre-révolution bourgeoise.

La nouvelle mythologie bourgeoise ne sera plus fondée sur la Liberté et l'Egalité, mais sur la Nation, la Patrie, la Race, et sur un Etat presque déifié.

Contre les embarras théoriques et philosophiques, la ressource restera d'invoquer les éternelles valeurs de l'esprit, grâce à laquelle le philistin bourgeois a toujours essayé d'échapper à la dénonciation réaliste et scientifique de son idéologie ; ce pourra être « l'esprit inné en l'homme », ou bien un esprit émanant de la divinité, celle-ci s'étant toujours montré complaisante à l'hypocrisie des oppresseurs et parasites de toutes sortes.

En tout cas, tous les pays capitalistes devront passer par cette phase : économiquement, avec le monopolisme et le capitalisme d'Etat ; socialement, avec l'attaque ouverte des gardes blancs aux organisations de classe du prolétariat révolutionnaire ; politiquement, avec la suppression plus ou moins rapide de la bouffonnerie du parlementarisme pluripartite ; idéologiquement, enfin, en invoquant de prétendues idées universelles et en investissant tels ou tels individus de « missions suprêmes ». Le capitalisme sait bien qu'il n'y a pas d'autre choix : ou bien disperser la classe révolutionnaire et empêcher son offensive ; ou bien disparaître dans la catastrophe finale.

On a eu une première manifestation historique de cette troisième phase en Italie, non pas à cause de particularités du développement capitaliste dans ce pays, mais à cause d'un concours de conditions internationales qui ont influé sur les événements intérieurs : une victoire qui valait une défaite dans la guerre de 1915-18 ; une crise économique due à la forte densité de population et au manque de débouchés pour les marchandises et la force de travail ; une poussée des classes exploitées qui entendaient suivre une politique indépendante et extrémiste ; une instabilité relative de l'appareil d'état, etc.

La seconde manifestation, qui s'est présentée en Allemagne a été d'une toute autre portée. Là, sur la base d'un appareil productif, dont la défaite militaire n'avait pas diminué la puissance, le capitalisme a tenté de brûler les étapes pour briser l'étau dans lequel ses rivaux l'avait enfermé qui exaspérait la lutte sociale intérieure. Nulle part ailleurs le dilemme posé en 1919 par Lénine devant l'Internationale ne s'est posé de façon aussi brutale : organisation mondiale de l'économie par le capitalisme, ou par les travailleurs — dictature impitoyable de la bourgeoisie, ou dictature du prolétariat.

Dans son « *Impérialisme* », Lénine a montré qu'il était réactionnaire d'imaginer que le capitalisme puisse économiquement retourner aux premières formes du capitalisme libéral. Aujourd'hui, il faut ajouter qu'il l'est tout autant, en politique, d'espérer un retour au libéralisme et à la démocratie et de croire qu'ils peuvent l'emporter sur la méthode dictatoriale du fascisme dont, à un certain point de l'évolution, la bourgeoisie a besoin pour écraser les organisations de classe autonomes du prolétariat. La perspective révolutionnaire est tout l'opposé : la phase totalitaire épuisera rapidement ses ressources

contre-révolutionnaires et prendra fin avec l'irruption révolutionnaire de la classe ouvrière. Bien loin de verser des larmes sur la disparition sans appel de libertés bourgeoises mensongères, celle-ci doit employer sa force à détruire la liberté de posséder, d'opprimer et d'exploiter. Des temps héroïques de la révolution antiféodale en passant par la phase pacifiste du libéralisme jusqu'à sa lutte finale actuelle pour défendre les institutions, les privilèges et l'exploitation patronaux, le monde capitaliste n'a jamais eu d'autre drapeau.

Les fascistes ont perdu la dernière guerre, mais le fascisme l'a gagnée. Les principaux Etats capitalistes ayant sauvé leur intégrité et leur continuité historique de cette effroyable crise, le monde bourgeois a pu faire un effort grandiose pour maîtriser les forces qui le menacent. Usant de la tromperie démocratique à une échelle gigantesque, il n'en a pas moins mis sur pied un système qui lui permet de contrôler de plus en plus étroitement les processus économiques, d'immobiliser et de priver de la moindre indépendance tout mouvement social et politique capable de troubler l'ordre constitué. En dépit de leur victoire sur Napoléon, les légitimistes avaient hérité de l'organisation sociale et juridique issue de la révolution : de la même façon, et même s'ils le nient dans de vaines déclarations de principe, les vainqueurs des fascistes et des nazis seront contraints (à plus ou moins brève échéance, de façon plus ou moins claire) de reconnaître par leurs actes mêmes qu'ils ont hérité des vaincus les méthodes totalitaires et autoritaires, les seuls possibles pour administrer un monde terriblement convulsé par la seconde guerre impérialiste.

Cette vérité fondamentale résulte beaucoup plus des efforts quotidiens du capitalisme pour organiser son contrôle économique, social et politique du monde que d'analyses critiques ardues et en apparence paradoxales.

Autrefois individualiste, nationale, libérale, et isolationniste, la bourgeoisie tient aujourd'hui ses congrès mondiaux ; de même que la Sainte-Alliance tenta d'arrêter la révolution bourgeoise par une internationale de l'absolutisme, le monde capitaliste contemporain essaie de constituer la sienne, qui ne peut être que centraliste et totalitaire.

Réussira-t-elle dans sa tâche historique essentielle, qui n'est nullement d'empêcher la résurrection du fascisme, mais de contenir et de briser la force révolutionnaire de l'Internationale prolétarienne ?

LAÏCITÉ

L'Ecole laïque, gratuite et obligatoire compte parmi les plus grandes réalisations de la société bourgeoise et constitue indiscutablement un progrès historique remarquable. Bien que l'instruction primaire ait avant tout consolidé et consacré le triomphe de la démocratie, c'est-à-dire la forme sociale de la domination capitaliste, elle n'en a pas moins fourni aux masses exploitées l'instrument technique qui leur était indispensable pour assimiler la doctrine socialiste, pour comprendre et faire fructifier leur propre expérience de classe en lutte, pour en répandre les enseignements.

Mais de même que la démocratie bourgeoise ne pouvait apporter de solution véritable à la misère sociale, puisqu'aux privilèges du sang et du rang elle substituait les privilèges du capital ; de même la laïcité de l'enseignement ne refoulaient l'aliénation religieuse que pour la remplacer par l'aliénation athée. La nouvelle morale prodiguée dans les écoles publiques opposait aux Commandements de Dieu les Droits de l'Homme et du Citoyen, mais consacrait d'une manière tout aussi absolue le caractère immuable de la propriété, laquelle, dans une société dominée par les rapports mercantiles-capitalistes, ne peut aboutir qu'au monopole de classe des moyens de production et à la spoliation de la force de travail.

La position du véritable parti prolétarien ne peut donc être différente, sur la question de la défense de l'école laïque, de l'attitude qu'il doit adopter à l'égard de toute autre remise en cause des conquêtes de la société bourgeoise. Qu'il s'agisse des libertés politiques, du droit d'association et de réunion, ou du principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, cette attitude se détermine, non pas en fonction des prétendues valeurs absolues de l'idéologie démocratique, mais selon les exigences réelles et pratiques de la lutte de classe et toujours en accord avec la finalité propre du prolétariat : la révolution socialiste.

Au moment où les partis pseudo-ouvriers bafouent une fois de plus ce principe fondamental en adhérant à une « défense de l'école laïque » qui se déroule sous le signe de l'unité nationale et de la paix sociale, il est nécessaire non seulement de rappeler que la phase de défense des réformes démocratiques est définitivement close à l'ère du capitalisme totalitaire et impérialiste, mais encore de montrer que la participation des ouvriers à une telle croisade ne peut que contribuer à la castration de ce qui leur reste d'énergie de classe.

••

Au cours du débat parlementaire sur le projet de loi concernant les rapports de l'Etat et de l'enseignement libre, partisans et adversaires du projet sont tombés d'accord sur ce point : depuis la période héroïque de l'athéisme militant « *les temps ont changé* ». C'est là une vérité qui n'avait certes pas besoin de confirmation officielle. L'anticléricalisme virulent, tout autant que la hargne antimaçonnique, et antidémocratique de l'Eglise, appartient indubitablement au passé. M. Debré en a même donné avec clarté et concision les véritables causes : « Nous ne sommes plus au temps où l'Etat luttait contre la religion pour être l'Etat, a-t-il déclaré. Aujourd'hui la religion catholique représente seulement une méthode de pensée qui répond aux désirs de nombreuses familles ». Si rien n'autorise à croire que la religion ne soit plus qu'une « méthode de pensée » — ce qui lui dénierait, contre évidence, tout rôle politique et toute influence sociale, il est par contre exact que l'Eglise n'est plus hostile à l'Etat bourgeois, et que, par conséquent, une lutte véritable contre la religion ne peut plus être menée, ni par la bourgeoisie, ni à ses côtés. Or ce que M. Mollet, a reproché au premier ministre, c'est précisément d'avoir abandonné « l'un des principes fondamentaux de la Répu-

blique» — la séparation de l'Eglise et de l'Etat — et de le mettre objectivement en demeure, lui et ses amis, de reprendre la vieille lutte : « Vous ressuscitez, a-t-il dit, les vieilles oppositions ». Et de brandir tous les risques de désordre que comporte cette réouverture de la « guerre scolaire »...

Les temps ont changé, c'est bien sûr. Mais de quelle façon et dans quel sens ? C'est cela, avant tout, qu'il importe d'éclaircir. L'Eglise cessant d'être anti-républicaine, la religion, dont les radicaux bourgeois attendaient qu'elle perde son influence sociale et sa force politique devant les progrès de la science et de la démocratie, a-t-elle cessé, devenant une « affaire privée », d'être cet opium des masses que dénonçaient les socialistes du bon vieux temps ? Sa hiérarchie, faisant la paix avec l'ordre bourgeois, a-t-elle, pour autant renoncé à sa propre manière inquisitive et bornée du champ politique ? Devant cette persistance l'athéisme a-t-il poursuivi et intensifié sa lutte contre « l'obscurantisme » ?

Rien de tout cela ne s'est produit. Bien au contraire. La seconde guerre mondiale, faute d'avoir accouché d'une révolution sociale, a rejeté vers la superstition religieuse tous les désespoirs et misères de cinq années de crimes et de destructions. Là où ne jaillit pas la révolte il n'y a de place que pour la religion. Celle-ci est sortie renforcée de la tourmente, y reconquérant un prestige de charité et d'humanité depuis longtemps perdu. Elle a retrouvé son influence séculaire dans les pays latins. Elle l'a affermie dans les démocraties anglo-saxonnes où c'est un chef d'accusation d'opter pour un « système social sans Dieu ». Elle l'a reconquise dans les pays de démocratie populaire et jusque dans la très communiste Russie dont les derniers rapports officiels signalent la recrudescence de la pratique religieuse comme « survivance du capitalisme dans la conscience des gens ». Disposant dans plusieurs Etats de grands partis politiques qui sont les arbitres de la stabilité gouvernementale, elle a même obtenu ce qu'elle n'avait pu acquérir auparavant, une audience réelle au sein de la classe ouvrière, des centrales syndicales qui se déterminent officiellement par l'adhésion à la doctrine du Christ.

Par contre, en face de ces progrès impressionnants, combien est pâle la flamme de l'athéisme militant ! La propagande anti-religieuse a quasiment disparu. L'argument anticlérical s'est évanoui, même

dans les polémiques électorales. « L'esprit laïque » n'est plus qu'une pure et simple clause de style dans le programme des partis athées et on a même pu assister à son bannissement officiel au berceau historique de la social-démocratie. (1) Il s'agit d'ailleurs d'organisations qui sont prêtes à n'importe quel *apparemment* électoral avec la démocratie chrétienne, qui siègent à ses côtés dans les gouvernements de coalition et qui ont partagé avec elle la responsabilité du pouvoir dans l'orgie nationaliste de la « libération ». Avec un pareil pedigree politique, ses représentants parlementaires peuvent-ils sérieusement envisager de « relever le défi » que leur lance l'offensive cléricale ? Parviendront-ils à faire oublier de quel tissu de reniements et de faillites est faite leur récente histoire ? La S.F.I.O. est venue au pouvoir, la dernière fois en date, en 1956. De même qu'elle avait promis la paix en Algérie et y fit la guerre, elle s'était engagée à abroger la loi Barangé, cette première atteinte au principe de la laïcité, et maintenant le statu quo. Qui la prendrait au sérieux aujourd'hui dans une opposition qui, tout en dénonçant l'offensive de la religion, ne dispose d'autre cri de guerre que celui-ci : surtout ne troublez pas l'unité nationale !

Tandis que l'enseignement libre s'empresse de monnayer politiquement l'importance qu'il a prise grâce à la carence de l'enseignement public, que la droite se promet de mettre au pas une corporation coupable, à ses yeux, de ne pas inculquer une soumission assez aveugle aux valeurs sacrées du capitalisme, les héritiers spirituels des Jaurès et des Gueade abjurent le chef du gouvernement et le chef de l'Etat de ne pas commettre une « erreur grave et même tragique » parce qu'elle « sèmerait le plus terrible ferment de discordes au moment où l'union des Français est indispensable ». Devant pareille pusillanimité ce ne sont pas seulement les mânes du grand tribun méridional ou du

(1) Le programme du Parti social-démocrate d'Allemagne proclame : « Le socialisme démocratique qui plonge en Europe ses racines dans l'éthique chrétienne... n'entend pas proclamer des vérités dernières... par respect devant les décisions que la foi peut dicter aux hommes et sur la teneur desquelles un parti politique ou l'Etat ne saurait se prononcer. »

doctrinaire qui accepta avec Lafargue le programme de Marx pour les socialistes français, qui doivent tressaillir, mais même celles du « petit père Combes » qui, bien que bourgeois, radical mais pas seulement en paroles, sut faire expulser *manu militari* les frères chrétiens sans se soucier des aboiements de la réaction. Un « ferment de discorde » ? Ce socialisme de renégats ne se borne plus à le redouter lorsqu'il se développe à la suite de la lutte de classe du prolétariat, il se préoccupe de le conjurer lorsqu'il peut maître des propres contradictions internes de la bourgeoisie !

« Ce qui a donc changé, depuis le début du siècle, c'est d'une part l'alignement politique de l'Église, autrefois auxiliaire de la propriété foncière et du grand capital, aujourd'hui passée au service de l'État capitaliste, de l'autre le progrès du réformisme chrétien et le déclin de la petite bourgeoisie radicale et athée qui a renoncé à toute joute autre que oratoire et parlementaire entraînant avec elle dans cette démission l'opportunisme ouvrier qui prétendait assurer sa relève dans la défense de la laïcité. Tout comme son acolyte « d'extrême gauche » (concurrent du gaullisme en matière de « grandeur française ») le *gérant-loyal du capitalisme* ne peut opposer que de vaines protestations à une concurrence qui, sous couvert de sauver les âmes, sait parfaitement sauvegarder les biens temporels du capitalisme, et peut exhiber à ce propos un certificat historique de « bons et loyaux services » auprès duquel pâlit le dossier, pourtant riche en bassesses et reniements, des deux Internationales dégénérées. Jusqu'à la dernière guerre le « civisme républicain » était chassé gardée des partis laïques, radicaux, social-démocrates, « communistes » de l'école de Moscou. Pendant la Résistance s'est scellé le « coude-à-coude » des croyants et des athées, s'est soudé le front unique antifasciste des réformistes, des opportunistes et des démocrates-chrétiens. Dès lors c'est toute la hiérarchie catholique qui a gagné ses galons de civisme, comme le président du Conseil n'a pas manqué de le rappeler à l'opposition socialiste, lorsque, invoquant l'attitude de certains établissements confessionnels au cours de l'occupation allemande, il a affirmé avec force que l'enseignement libre avait gagné « ses lettres de noblesse républicaine ». Ce qui signifie en clair que les laïques ne peuvent plus rehausser leurs mérites républicains au repoussoir d'une éducation religieuse entâchée autrefois

d'une tradition réactionnaire et anti-démocratique. Désormais, athées et croyants, laïques et « confessionnels » appartiennent à la même famille : tous frères, non pas en Jésus-Christ, mais en la sainte république bourgeoise. Gageons qu'il n'est, dans l'opposition actuelle, aucun « extrémiste » qui prendrait sur soi de gâcher une si belle harmonie !



S'il n'y a aucune combativité dans le camp des défenseurs de la laïcité, si l'offensive de leurs adversaires est essentiellement déterminée par des préoccupations électoralistes et d'appétit sordide à l'égard des crédits de l'État, peut-on ignorer que cette offensive exprime aussi une profonde rancœur de classe ? Ce serait oublier la virulence réactionnaire que toute société bourgeoise « prospère » tient en réserve pour les jours amers qui précèdent les crises. Pour détourner les ouvriers de la cause perdue à laquelle on veut une fois de plus les lier, il faut d'abord identifier, au-delà de l'agitation maladroite de quelques réactionnaires bruyants, le véritable adversaire du prolétariat, qui réside dans l'ensemble des partis de la conservation bourgeoise et dont l'habileté consiste essentiellement à se diviser le travail de contrôle des masses sociales en créant des « conflits » politiques qui, en réalité, n'en sont pas.

Divers indices que nous avons relevés par ailleurs montrent que le capitalisme français s'efforce de conjurer la crise qui le menace en opérant des coupes sombres dans sa structure politique et sociale et en sacrifiant une partie des privilèges et de la stabilité des classes moyennes. De cette volonté fortement impulsée par la crise politique du 13 mai, la nouvelle législation scolaire n'est qu'un aspect, secondaire sans doute, mais non des moins significatifs.

Le premier coup porté à la petite bourgeoisie fut le triomphe du gaullisme qui simplifia la procédure parlementaire, dépouilla l'Assemblée nationale de ses prérogatives, réduisit à l'extrême le nombre de députés des partis petits-bourgeois et leurs acolytes de l'opportunisme ouvrier : socialistes S.F.I.O. et « communistes » d'obédience moscovite. Il est fatal désormais que cette élimination qui frappa la coterie parlementaire « de gauche » dans les méthodes politiques qui assuraient sa

prospérité passée se poursuive dans divers autres domaines. Le milieu « laïque », la corporation des enseignants, le réseau électoral auquel elle se rattache, voilà précisément un nouveau point de mire pour l'offensive contre la petite bourgeoisie.

A la nécessité économique et politique de réduire l'importance d'une catégorie sociale qui contrarie la transformation profonde que veut accomplir le grand capital s'ajoute ici un mobile plus général qui exprime la nouvelle attitude de la bourgeoisie dans son ensemble face à l'échéance historique qu'elle redoute : elle a perdu toute confiance dans ses auxiliaires « démocratiques », les partis petits-bourgeois. Leur bavardage libéral et progressiste ne lui paraît plus seulement inutile mais dangereux au moment où elle sent craquer sous ses pieds toute la croûte de ses traditionnelles « valeurs » historiques. Et c'est ce qui explique la virulence de la droite contre le corps enseignant, dépositaire attitré de la tradition républicaine et quarantuitarde, ce qui impose la coalition de toute une fraction de la bourgeoisie avec la clique cléricale et aboutit à l'offensive générale en faveur de la reconnaissance des « droits » de l'enseignement privé.

Mais ce qui estompe considérablement le caractère de classe de cette offensive, par ailleurs complètement défigurée par l'attitude des « gauches », et réduite par leurs soins à l'image factice de l'éternelle opposition entre le « progrès » et la « réaction », c'est l'incroyable enchevêtrement des positions politiques dans un pays qui veut se libérer du monopole politique des partis petits-bourgeois mais qui doit puiser en leur sein même les hommes et la majorité qui doit procéder à cette liquidation. Ainsi voit-on l'opposition de M. Mollet proposer une nationalisation de l'enseignement qui ne peut être, à la longue, que la dissolution de « l'esprit laïque » qu'elle prétend défendre. Tandis que M. Debré, dont les attaques contre cet esprit sont demeurées fameuses, est amené à se poser en modérateur du déchainement des « droites ».

Sous ce chassé-croisé des manœuvres parlementaires se manifeste en effet un aspect particulièrement complexe de l'actuelle situation politique dans un pays où la bourgeoisie, sans voir le moins du monde contester sa puissance sociale et son initiative d'action politique, s'inquiète toutefois de l'affaiblissement souterrain de ses

forces, qu'elle pressent avec plus ou moins de conscience. C'est ce qu'exprime même les partisans les plus modérés de la coalition antilaïque : « le véritable enjeu c'est, non pas l'école, mais la confrontation du monde libre, humaniste et chrétien avec le monde communiste », a déclaré l'un d'eux. Apparemment cette hargne contre le « communisme » russe n'est guère que l'argument électoral d'une droite plus bruyante que forte, mais elle cristallise pourtant une crainte véritable de la crise sociale et une haine réelle du prolétariat. Longtemps demeuré un pur artifice de propagande électoral, le conflit entre les deux écoles offre aujourd'hui à tout le relent politique et social réactionnaire d'une société en décomposition un moyen d'extériorisation d'autant plus puissant que le conformisme bigot n'a cessé de progresser à l'ombre des « réalisations sociales », que la religion et l'Eglise, à la honte des fanfaronnades athées, n'ont pas perdu, dans des régions entières, leur traditionnel rôle d'auxiliaire direct de l'exploitation capitaliste. L'enseignement confessionnel, qui doit à cette coalition du clergé et de la bourgeoisie bigote de province, d'avoir subsisté aux beaux jours de la IV^e République, est logiquement conduit, dans les circonstances actuelles qui lui sont particulièrement favorables, à réclamer le paiement de ses services, c'est-à-dire la reconnaissance de ses droits à la subvention de l'Etat de classe. Il est normal qu'il trouve derrière lui les partis qui servent les mêmes maîtres que lui. Il est fatal que la rancœur accumulée durant des décades à l'adresse des « laïques », des ouvriers et, pêle-mêle, des syndicats réformistes et de l'appareil stalinien pourtant complice aussi du capitalisme, ne laisse pas passer cette occasion d'exprimer par la bouche des « confessionnels » la haine bourgeoise que la décadence de la France impérialiste, avec la menace qu'elle contient pour de nombreux secteurs productifs, pousse à son paroxysme.

Sous son apparente prospérité, la IV^e République dissimulait la corruption idéologique du prolétariat industriel des grands centres contrastant avec l'impuissance et la misère des ouvriers de province sous-rétribués et sous-alimentés ; sous la bonhomie des bavardages démocratiques traitant du « progrès social », la surexploitation des jeunes et des femmes, la tyrannie du petit patron ; et enfin, derrière l'épique, grotesque, mesquine et lamentable guerre entre l'instituteur et le curé du village, la

réapparition de l'idéologie cléricale que le gouvernement n'a plus qu'à reconnaître officiellement en lui accordant l'accès aux écoles publiques... Tandis que durant tout ce temps, les tirades, lamentations et homélies du chœur des « laïques » n'ont eu d'autre effet que d'amplifier le divorce entre le prolétariat et cette lutte de classe sans laquelle, non seulement il n'est plus possible de défendre son bifteck mais même, simplement, de se refuser aux mômeries religieuses que veulent imposer les bien-pensants.

Eh bien, aujourd'hui, au terme d'une défaite totale du prolétariat, faut-il se lamenter que, d'une façon ou d'une autre, la comédie de la « liberté de pensée » touche à sa fin et que les batteries, dans la bataille de classe qui se prépare soient démasquées ? Un siècle d'opulente et parasitaire « prospérité »... bourgeoise, présente ses traites historiques à payer. Devant la crise algérienne et les exigences compétitives du marché européen le Capital est disposé à en finir avec le jeu électoral et les « fausses querelles » du type de celle de la laïcité. Clochemerle ne sera plus le théâtre des imprécations contre le cléricalisme, mais l'enseignement confessionnel est invité, de son côté, à rationaliser ses méthodes et à s'élever au niveau de son concurrent laïque. Dans le nouveau statut qui lui est offert, il n'y a plus simplement des prétendes destinées à conserver une clientèle électorale. Il s'agit d'une tentative sérieuse d'en finir avec l'un des plus importants foyers de la rhétorique démocratique à laquelle la bourgeoisie ne veut plus confier son sort. Même si l'actuelle majorité fait preuve, dans la question scolaire, d'une exigence et d'une impudence qui pourrait la mettre en difficultés si elle trouvait en face d'elle un prolétariat organisé au lieu des histrions de la « gauche » française, elle n'en agit pas moins dans la ligne logique d'un capitalisme décadent dont la balance des comptes est favorable, le chiffre d'affaires mirobolant et le monopole de la paix sociale intact, mais qui doit briser, pour survivre, toutes ses traditions démocratiques, toute son idéologie, en un mot tout ce qui constitue son principal armement contre la menace révolutionnaire du prolétariat.

Les sphères dirigeantes agissent comme s'il fallait faire vite, se hâter de mettre à profit l'apathie ouvrière pour inscrire dans les textes et institutions l'impératif d'austérité, d'obéissance et de *conformisme* que l'appareil classique de la démocratie n'a

plus la force d'imposer. Les « ultras » survivant à leur ridicule, accablent les « braudeurs » de l'empire colonial. Mais il leur faudra bien à leur tour accepter et en faire accepter la liquidation. Pour leur salut il faudra que cela s'accomplisse dans un climat d'*unité nationale* ; et on veut s'y préparer en suscitant un néo-nationalisme d'autant plus ambitieux que dépourvu de base. Dans cette tâche, le conformisme religieux se trouve en meilleure posture que le conformisme laïque, encombré de scrupules, de nuances, et d'une dangereuse passivité. Mais il est normal qu'il soit aveugle et maladroit parce qu'il exprime, non pas la clairvoyance mais l'aveuglement, non pas la sûreté mais l'inquiétude. La bourgeoisie française ne peut se résigner, *en tant que classe*, à entériner une décadence dont la crise coloniale a été le catalyseur. Ne pouvant admettre que cette déchéance est d'ordre historique et non pas humain, elle s'en prend, non aux causes mais aux effets. Elle ne voit pas dans le démocratismisme que symbolise la laïcité le reflet vacillant de sa splendeur passée mais l'élément destructeur des « valeurs » qu'elle sent lui échapper. A défaut de s'en prendre à ce protagoniste impalpable qu'est l'histoire, elle choisit un bouc émissaire en la personne de cette « gauche » puillanime qui, avec ses alliés des organisations « ouvrières » et cette corporation enseignante dotée d'une centrale syndicale encore puissante, représente, sinon un véritable adversaire, du moins une cible toute désignée, la victime expiatoire de la faillite de ceux qu'elle a servis.

Mais c'est un triomphe trop facile, car il n'y a pas de véritable combat. Les adversaires en sont factices. Ce n'est pas la lutte d'il y a un siècle entre la propriété terrienne et le capitalisme industriel. Ce n'est pas la réaction de la grande banque contre le radicalisme bourgeois. Ce n'est pas la contre-révolution capitaliste qui veut briser la pression prolétarienne. Cette exaspération d'un nationalisme qui évoque Dieu, la famille et la nation pour sauver un impérialisme qui se lézarde ne peut guère tromper son monde. Tout comme le démocratismisme qui affecte de le combattre n'a guère de chance d'usurper le visage de violence de l'athéisme d'antan. La véritable lutte reprendra avec le réveil du prolétariat dont elle ne sera qu'un des multiples aspects, tous convergeant vers la destruction du seul mobile de toutes les « réactions » : le mode capitaliste de production.

Dans quelles conditions historiques la classe ouvrière dut-elle effectivement soutenir les réformes et revendications démocratiques ? C'est là qu'il faut revenir pour élucider le « faux problème de la laïcité. C'était à une époque où le conservatisme s'appuyait encore essentiellement sur le clergé et la réaction monarchique, où financiers et industriels, dans leur optique bornée et dans l'aveuglement de leurs préjugés sociaux, craignaient par-dessus tout les « libertés républicaines » comme autant d'attaques à l'ordre établi et aux « valeurs » qui garantissaient leurs privilèges. Sur le plan qui nous intéresse, la loi Falloux, en 1850, plaçait les instituteurs sous la surveillance des curés. Il fallut attendre 1886 pour que soit définitivement promulguée la loi sur l'école laïque gratuite et obligatoire, et 1905 pour que soit intégralement réalisée, dans tous les domaines, la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Devant cette persistance — au pays du jacobinisme ! — de l'influence cléricale, on comprend combien il fut facile au radicalisme bourgeois d'entraîner dans son sillage une masse ouvrière face à laquelle, clergé et patronat, réaction et religion, se présentaient toujours en étroite coalition. Reflexe d'autant plus inévitable, chez les travailleurs que, sur le plan politique, le véritable parti prolétarien tardait à se former. De cette situation il devait rester, dans le mouvement syndical en général, et dans le corps enseignant en particulier, une tradition de lutte de caractère spécifique, courageuse et radicale parce que son anti-conformisme se doublait d'un énergique refus du colonialisme et du militarisme, mais indélébilement marquée de républicanisme petit-bourgeois.

Ce dernier, dans la vague de décomposition opportuniste qui a ruiné le mouvement syndical, a dépouillé sa généreuse tradition du XIX^e siècle des dernières pointes de révolte qui donnaient encore à l'anticléricalisme un sens social. Dès lors que l'idéologie laïque de réforme remplit le même rôle que l'idéologie religieuse de résignation, celle-ci promettant le bonheur dans l'autre monde, celle-là dans un avenir tout autant fantasmagorique, la défense de la laïcité de l'enseignement n'intéresse le prolétariat que comme élément d'agita-

tion sociale, comme tremplin lui permettant de poser sa propre revendication historique : la prise du pouvoir et la dictature révolutionnaire. Mais cette perspective suppose un décisif préalable : celui de la rupture totale entre les travailleurs et l'idéologie républicaine, démocratique... et laïque. La sanglante aventure de la croisade antifasciste, qui s'est soldée par la mort de millions de prolétaires sacrifiés, en définitive, au triomphe, social sinon politique, du totalitarisme qu'on prétendait abattre, est venue depuis nous confirmer qu'en tout état de cause la perte de ces conquêtes de la bourgeoisie athée et la destruction du vieux mécanisme démocratique qui en était la garantie, eut été préférable, même si elle était survenue, non pas sous les coups de l'insurrection prolétarienne mais sous ceux du parti unique du capital, à la mobilisation des ouvriers sous le drapeau des « valeurs républicaines ».

Il est bien clair pour nous que s'il existait un véritable parti de classe, il n'épargnerait sans doute aucun sarcasme à cette société qui est contrainte de saper les structures et principes qui firent sa force ; il ridiculiserait à la fois ces « ultras » qui comptent sur le bon Dieu pour conserver leur place dans la hiérarchie des impérialismes et le défaitisme de ces partis de « gauche » qui ne savent même plus lutter pour le démocratisme dont ils se réclament ; il dénoncerait chez eux le souci crapuleux de « gagner des voix » qui est la seule armature de leur laïcisme, de même qu'il démasquerait, derrière les principes sacro-saints du « droit des parents » invoqués par leurs adversaires, la prêcherie la plus bornée en faveur du conservatisme social. En un mot il stigmatiserait la décadence d'une bourgeoisie encore plus odieuse à l'heure où elle refuse sa déchéance historique qu'à l'époque où elle écrasait dans le sang les troupes de son allié prolétarien de la veille contre l'absolutisme, la monarchie et la religion.

Mais il n'appellerait pas un seul ouvrier à « l'union sacrée de tous les républicains »... fut-ce pour empêcher le crucifix de faire sa rentrée honteuse dans la salle de classe de l'école publique.

AUSCHWITZ OU LE GRAND ALIBI

La presse de gauche vient de montrer de nouveau que le racisme, et en fait essentiellement l'antisémitisme, constitue en quelque sorte le Grand Alibi de l'antifasciste : il est son drapeau favori et en même temps son dernier refuge dans la discussion. Qui résiste à l'évocation des camps d'extermination et des fours crématoires ? Qui ne s'incline devant les six millions de Juifs assassinés ? Qui ne frémit devant le sadisme des nazis ? Pourtant c'est là une des plus scandaleuses mystifications de l'antifascisme, et nous devons la démontrer.

Une récente affiche du M.R.A.P. (1) attribuée au nazisme la responsabilité de la mort de 50 millions d'êtres humains dont 6 millions de Juifs. Cette position, identique au « fascisme-facteur-de-guerre » des soi-disant communistes, est une position typiquement bourgeoise. Refusant de voir dans le *capitalisme lui-même* la cause des crises et des cataclysmes qui ravagent périodiquement le monde, les idéologues bourgeois et réformistes ont toujours prétendu les expliquer par la *méchanceté* des uns ou des autres. On voit ici l'identité fondamentale des idéologies (si l'on ose dire) fascistes et antifascistes : toutes les deux proclament que ce sont les pensées, les idées, les volontés des groupes humains qui déterminent les phénomènes sociaux. Contre ces idéologies, que nous appelons bourgeoises parce que ce sont des idéologies de défense du capitalisme, contre tous ces « idéalistes » passés, présents et futurs, le marxisme a démontré que ce sont au contraire les rapports sociaux qui déterminent les mouvements d'idéologie. C'est là la base même du marxisme, et pour se rendre compte à quel point nos prétendus marxistes l'ont renié il suffit de voir que chez eux tout est passé dans l'idée : le colonialisme, l'impérialisme, le capitalisme lui-même, ne sont plus que des *états mentaux*. Et du coup tous les maux dont souffre l'humanité sont dus à de *méchants fauteurs* : fauteurs de misère, fauteurs d'oppression, fauteurs de guerre, etc.

Le marxisme a démontré qu'au contraire la misère, l'oppression, les guerres et les destructions, bien loin d'être des anomalies dues à des volontés délibérées et maléfiques, font partie du fonctionnement « normal » du capitalisme. Ceci s'applique en particulier aux guerres de l'époque impérialiste. Et il y a là un point que nous développerons un peu plus, à cause de l'importance qu'il présente pour notre sujet : c'est celui de la destruction.

Lors même que nos bourgeois ou réformistes reconnaissent que les guerres impérialistes sont dues à des conflits d'intérêts, ils restent bien en deçà d'une compréhension du capitalisme. On le voit à leur incompréhension du sens de la destruction. Pour eux, le but de la guerre est la Victoire, et les destructions d'hommes et d'installations faites chez l'adversaire ne sont que des *moyens* pour atteindre ce but. A tel point que des innocents prévoient des guerres faites à coup de sonnifères ! Nous avons montré qu'au contraire la destruction était le *but* principal de la guerre. Les rivalités impérialistes qui sont la cause immédiate des guerres, ne sont elles-mêmes que la conséquence de la surproduction toujours croissante. La production capitaliste est en effet obligée de s'emballer à cause de la chute du taux du profit et la crise naît de la nécessité d'accroître sans cesse la production et de l'impossibilité d'écouler les produits. La guerre est la solution capitaliste de la crise ; la destruction massive d'installations, de moyens de production et de produits permet à la production de redémarrer, et la destruction massive d'hommes remédie à la « surpopulation » périodique qui va de pair avec la surproduction. Il faut être un illuminé petit-bourgeois pour croire que les conflits impérialistes pourraient se régler tout aussi bien à la belote ou autour d'une table ronde, et que ces énormes destructions et la mort de dizaines de millions d'hommes ne sont dues qu'à l'obstination des uns, la méchanceté des autres et la cupidité des derniers.

En 1844, déjà, Marx reprochait aux économistes bourgeois de considérer la cupidité comme innée au lieu de l'expliquer, et montrait pourquoi les cupides étaient obligés d'être cupides. C'est aussi dès 1844

(1) Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix.

que le marxisme a montré quelles étaient les causes de la « surpopulation ». « La demande d'hommes règle nécessairement la production d'hommes, comme celle de n'importe quelle marchandise. » Si l'offre dépasse largement la demande une partie des travailleurs tombe dans la mendicité ou meurt de faim » écrit Marx (1). Et Engels (2) : « Il n'y a surpopulation que là où il y a trop de forces productives en général » et « ... (nous avons vu) que la propriété privée a fait de l'homme une marchandise dont la production et la destruction ne dépendait que de la demande, que la concurrence a égorgé et égorge ainsi chaque jour des millions d'hommes... » La dernière guerre impérialiste, loin d'affirmer le marxisme et de justifier sa « remise à jour » a confirmé l'exactitude de nos explications.

Il était nécessaire de rappeler ces points avant de nous occuper de l'extermination des Juifs. Celle-ci, en effet, a eu lieu non pas à un moment quelconque, mais en pleine crise et guerre impérialistes. C'est donc à l'intérieur de cette gigantesque entreprise de destruction qu'il faut l'expliquer. Le problème se trouve de ce fait éclairci ; nous n'avons plus à expliquer le « nihilisme destructeur » des nazis, mais pourquoi la destruction s'est concentrée en partie sur les Juifs. Sur ce point aussi, nazis et antifascistes sont d'accord : c'est le racisme, la haine des Juifs, c'est une « passion », libre et farouche, qui a causé la mort des Juifs. Mais nous, marxistes, savons qu'il n'y a pas de passion sociale libre, que rien n'est plus déterminé que ces grands mouvements de haine collective. Nous allons voir que l'étude de l'antisémitisme de l'époque impérialiste ne fait qu'illustrer cette vérité.

C'est à dessein que nous disons : l'antisémitisme de l'époque impérialiste, car si les idéalistes de tous poils, des nazis aux théoriciens « juifs », considèrent que la haine des Juifs est la même dans tous les temps et en tous lieux, nous savons qu'il n'en est rien. L'antisémitisme de l'époque actuelle est totalement différent de celui de l'époque féodale. Nous ne pouvons développer ici l'histoire des Juifs, que le marxisme a entièrement expliquée. Nous

savons pourquoi la société féodale a maintenu les Juifs comme tels ; nous savons que si les bourgeoisies fortes, celles qui ont pu faire tôt leur révolution politique (Angleterre, Etats-Unis, France), ont presque entièrement assimilé leurs Juifs, les bourgeoisies faibles n'ont pu le faire. Nous n'avons pas à expliquer ici la survivance des « Juifs », mais l'antisémitisme de l'époque impérialiste. Et il ne sera pas difficile de l'expliquer si, au lieu de nous occuper de la nature des Juifs ou des antisémités, nous considérons leur place dans la société.

Du fait de leur histoire antérieure, les Juifs se trouvent aujourd'hui essentiellement dans la moyenne et petite bourgeoisie. Or cette classe est condamnée par l'avance irrésistible de la concentration du capital. C'est ce qui nous explique qu'elle soit à la source de l'antisémitisme, qui n'est, comme l'a dit Engels, « rien d'autre qu'une réaction de couches sociales féodales, vouées à disparaître, contre la société moderne qui se compose essentiellement de capitalistes et de salariés. Il ne sert donc que des objectifs réactionnaires sous un voile prétendument socialiste. »

L'Allemagne de l'entre-deux-guerres nous montre cette situation à un stade particulièrement aigu. Ebranlé par la guerre, la poussée révolutionnaire de 1918-23, toujours menacé par la lutte du prolétariat, le capitalisme allemand subit profondément la crise mondiale d'après-guerre. Alors que les bourgeoisies victorieuses plus fortes (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France), furent relativement peu touchées, et surmontèrent facilement la crise de « réadaptation de l'économie à la paix », le capitalisme allemand tomba dans un marasme complet. Et ce sont peut-être les petite et moyenne bourgeoisies qui en pâtirent le plus, comme dans toutes les crises qui conduisent à la prolétarianisation des classes moyennes et à une concentration accrue du capital par l'élimination d'une partie des petites et moyennes entreprises. Mais ici la situation était telle que les petits bourgeois ruinés, faillis, saisis, liquidés, ne pouvaient même pas tomber dans le prolétariat, lui-même durement touché par le chômage (7 millions de chômeurs au paroxysme de la crise) : ils tombaient donc directement à l'état de mendiants, condamnés à mourir de faim dès que leurs réserves étaient épuisées. C'est en réaction à cette menace terrible que la petite bourgeoisie a « inventé » l'antisémitisme. Non pas tant, comme disent les métaphysiciens,

(1) « Zur Kritik... p. 46 - Vol. Kleine Ok. Schw. »

(2) « Umriss, p. 34 et p. 36. »

pour expliquer les malheurs qui la frappaient, que pour tenter de s'en préserver en les concentrant sur un de ses groupes. A l'horrible pression économique, à la menace de destruction diffuse qui rendaient incertaine l'existence de chacun de ses membres, la petite bourgeoisie a réagi en sacrifiant une de ses parties, espérant ainsi sauver et assurer l'existence des autres. L'antisémitisme ne provient pas plus d'un « plan machiavélique » que d'idées perverses : il résulte directement de la contrainte économique. La haine des Juifs, loin d'être la raison *a priori* de leur destruction, n'est que l'expression de ce désir de délimiter et de concentrer sur eux la destruction.

Il arrive parfois que les ouvriers eux-mêmes donnent dans le racisme. C'est, lorsque menacés de chômage massif, ils tentent de le concentrer sur certains groupes : Italiens, Polonais ou autres « métèques », « bicots », nègres, etc. Mais dans le prolétariat ces poussées n'ont lieu qu'aux pires moments de démoralisation, et ne durent pas. Dès qu'il entre en lutte, le prolétariat voit clairement et concrètement où est son ennemi : il est une classe homogène qui a une perspective et une mission historiques.

La petite bourgeoisie, par contre, est une classe condamnée. Et du coup elle est condamnée aussi à ne pouvoir rien comprendre, à être incapable de lutter : elle ne peut que se débattre aveuglément dans la presse qui la broie. Le racisme n'est pas une aberration de l'esprit : il est et sera la réaction petite-bourgeoise à la pression du grand capital. Le choix de la « race », c'est-à-dire du groupe sur lequel on essaie de concentrer la destruction, dépend évidemment des circonstances. En Allemagne, les Juifs remplissaient les « conditions requises » et étaient seuls à les remplir : ils étaient presque exclusivement des petits-bourgeois, et, dans cette petite-bourgeoisie, le seul groupe suffisamment identifiable. Ce n'est que sur eux que la petite bourgeoisie pouvait canaliser la catastrophe.

Il était en effet nécessaire que l'identification ne présentât pas de difficulté : il fallait pouvoir définir exactement qui serait détruit et qui serait épargné. De là ce décompte des grands-parents baptisés qui, en contradiction flagrante avec les théories de la race et du sang, suffirait à en démontrer l'incohérence. Mais il s'agissait bien de logique ! Le démocrate qui se contente de

démontrer l'absurdité et l'ignominie du racisme passe comme d'habitude à côté de la question.

Harcelée par le capital, la petite bourgeoisie allemande a donc jeté les Juifs aux loups pour alléger son traîneau et se sauver. Bien sûr, pas de façon *consciente*, mais c'était cela le sens de sa haine des Juifs et de la satisfaction que lui donnaient la fermeture et le pillage des magasins juifs. On pourrait dire que le grand capital de son côté était ravi de l'aubaine : il pouvait liquider une partie de la petite bourgeoisie avec l'accord de la petite bourgeoisie ; mieux, c'est la petite bourgeoisie elle-même qui se chargeait de cette liquidation. Mais cette façon « personnalisée » de présenter le capital n'est qu'une mauvaise image : pas plus que la petite bourgeoisie, le capitalisme ne sait ce qu'il fait. Il subit la contrainte économique immédiate et suit passivement les lignes de moindre résistance.

Nous n'avons pas parlé du prolétariat allemand. C'est parce qu'il n'est pas intervenu directement dans cette affaire. Il avait été battu et, bien entendu, la liquidation des Juifs n'a pu être réalisée qu'après sa défaite. Mais les forces sociales qui ont conduit à cette liquidation existaient avant la défaite du prolétariat. Elle leur a seulement permis de se « réaliser » en laissant les mains libres au capitalisme.

C'est alors qu'a commencé la liquidation économique des Juifs : expropriation sous toutes les formes, éviction des professions libérales, de l'administration, etc. Peu à peu, les Juifs étaient privés de tout moyen d'existence : ils vivaient sur les réserves qu'ils avaient pu sauver. Pendant toute cette période qui va jusqu'à la veille de la guerre, la politique des nazis envers les Juifs tient en deux mots : *Juden raus ! Juifs, dehors !* On chercha par tous les moyens à favoriser l'émigration des Juifs. Mais si les nazis ne cherchaient qu'à se débarrasser des Juifs dont ils ne savaient que faire, si les Juifs de leur côté ne demandaient qu'à s'en aller d'Allemagne, *personne ailleurs ne voulait les laisser entrer*. Et ceci n'est pas étonnant, car personne ne pouvait les laisser entrer : il n'y avait pas un pays capable d'absorber et de faire vivre quelques millions de petits bourgeois ruinés. Seule une faible partie des Juifs a pu partir. La plupart sont restés, *malgré eux et malgré les nazis*. Suspendus en l'air, en quelque sorte.

La guerre impérialiste a aggravé la situa-

tion à la fois quantitativement et qualitativement. Quantitativement, parce que le capitalisme allemand, obligé de réduire la petite bourgeoisie pour concentrer entre ses mains le capital européen, a étendu la liquidation des Juifs à toute l'Europe Centrale. L'antisémitisme avait fait ses preuves ; il n'y avait qu'à continuer. Cela répondait d'ailleurs à l'antisémitisme indigène de l'Europe Centrale, bien que celui-ci fût plus complexe (un horrible mélange d'antisémitisme féodal et petit-bourgeois, dans l'analyse duquel nous ne pouvons entrer ici).

En même temps la situation s'est aggravée qualitativement. Les conditions de vie étaient rendues plus dures par la guerre ; les réserves des Juifs fondaient ; ils étaient condamnés à mourir de faim sous peu.

En temps « normal », et lorsqu'il s'agit d'un petit nombre, le capitalisme peut laisser crever tout seuls les hommes qu'il rejette du processus de production. Mais il lui était impossible de le faire en pleine guerre et pour des millions d'hommes : un tel « désordre » aurait tout paralysé. Il fallait que le capitalisme *organise* leur mort.

Il ne les a d'ailleurs pas tués tout de suite. Pour commencer, il les a retirés de la circulation, il les a regroupés, concentrés. Et il les a fait travailler en les sous-alimentant, c'est-à-dire en les surexploitant à mort. Tuer l'homme au travail est une vieille méthode du capital. Marx écrivait en 1844 : « Pour être menée avec succès, la lutte industrielle exige de nombreuses armées qu'on peut concentrer en un point et décimer copieusement. » Il fallait bien que ces gens subviennent aux frais de leur vie, tant qu'ils vivaient, et à ceux de leur mort ensuite. Et qu'ils produisent de la plus-value aussi longtemps qu'ils en étaient capables. Car le capitalisme ne peut exécuter les hommes qu'il a condamnés, s'il ne retire du profit de cette mise-à-mort elle-même.

Mais l'homme est coriace. Même réduits à l'état de squelettes, ceux-là ne crevaient pas assez vite. Il fallait massacrer ceux qui ne pouvaient plus travailler, puis ceux dont on n'avait plus besoin parce que les avatars de la guerre rendaient leur force de travail inutilisable.

Le capitalisme allemand s'est d'ailleurs mal résigné à l'assassinat pur et simple. Non certes par, humanitarisme, mais parce qu'il *ne rapportait rien*. C'est ainsi qu'est

née la mission de Joël Brand dont nous parlerons parce qu'elle met bien en lumière la responsabilité du capitalisme mondial (1). Joël Brand était un des dirigeants d'une organisation semi-clandestine des Juifs hongrois. Cette organisation cherchait à sauver des Juifs par tous les moyens : cachettes, émigration clandestine, et aussi corruption de S.S. Les S.S. du Judenkommando toléraient ces organisations qu'ils essayaient plus ou moins d'utiliser comme « auxiliaires » pour les opérations de ramassage et de tri.

En avril 1944, Joël Brand fut convoqué au Judenkommando de Budapest pour y rencontrer Eichmann, qui était le chef de la section juive des S.S. Et Eichmann, avec l'accord de Himmler, le chargea de la mission suivante : aller chez les Anglo-Américains pour négocier la vente d'un million de Juifs. Les S.S. demandaient en échange 10.000 camions, mais étaient prêts à tous les marchandages, tant sur la nature que sur la quantité des marchandises. Ils proposaient de plus la livraison de 100.000 Juifs dès réception de l'accord, pour montrer leur bonne foi. C'était une affaire sérieuse.

Malheureusement, si l'offre existait, il n'y avait pas de demande ! Non seulement les Juifs, mais les S.S. aussi s'étaient laissés prendre à la propagande humanitaire des Alliés ! Les Alliés n'en voulaient pas, de ce million de Juifs ! Pas pour 10.000 camions, pas pour 5.000, même pas pour rien !

Nous ne pouvons entrer dans le détail des mésaventures de Joël Brand. Il partit par la Turquie et se débattit dans les prisons anglaises du Proche-Orient. Les Alliés refusaient de « prendre cette affaire au sérieux », faisaient tout pour l'étouffer et le discréditer. Finalement, Joël Brand rencontra au Caire Lord Moyne, ministre d'Etat britannique pour le Proche-Orient. Il le supplie d'obtenir au moins un accord écrit, quitte à ne pas le tenir : ça ferait toujours 100.000 vies sauvées :

« — Et quel serait le nombre total ?

— Eichmann a parlé d'un million ?

— Comment imaginez-vous une chose pareille, Mister Brand ? Que ferai-je de ce million de Juifs ? Où les mettrai-je ? Qui les accueillera ?

(1) Voir : « L'Histoire de Joël Brand » par Alex Weissberg - Editions du Seuil.

— Si la terre n'a plus de place pour nous, il ne nous reste plus qu'à nous laisser exterminer. » (1) dit Brand désespéré.

Les S.S. ont été plus lents à comprendre : ils croyaient eux, aux idéaux de l'Occident ! Après l'échec de la mission de Joël Brand et au milieu des exterminations, ils essayèrent encore de vendre des Juifs au Joint (2), versant même un « acompte » de 1.700 Juifs en Suisse. Mais à part eux personne ne tenait à conclure cette affaire.

Joël Brand, lui, avait compris, ou presque. Il avait compris où en était la situation, mais pas pourquoi il en était ainsi. Ce n'est pas la terre qui n'avait plus de place, mais la *société capitaliste*. Et pour eux, non parce que Juifs, mais parce que *rejetés du processus de production*, inutiles à la production.

Lord Moyne fut assassiné par deux terroristes juifs, et J. Brand apprit plus tard qu'il avait souvent partagé le destin tragique des Juifs. « Sa politique lui était dictée par l'administration inhumaine de Londres. » Mais Brand, que nous citons pour la dernière fois, n'a pas compris que cette administration n'est que l'administration du capital, et que c'est le *capital qui est inhumain*. Et le capital ne savait que faire de ces gens. Il n'a même pas su quoi faire des rares survivants, ces « personnes déplacées » qu'on ne savait où re-placer.

Les Juifs survivants ont réussi finalement à se faire une place. Par la force, et en profitant de la conjoncture internationale, l'Etat d'Israël a été formé. Mais cela même n'a pu être possible qu'en « déplaçant » d'autres populations : des centaines de milliers de réfugiés arabes traînent depuis lors leur existence inutile (au capital !) dans les camps d'hébergement.

Nous avons vu comment le capitalisme a condamné des millions d'hommes à mort en les rejetant de la production. Nous

(1) In l'Histoire de Joël Brand, loc. cit.

(2) Joint : organisation des Juifs Américains.

avons vu comment il les a massacrés tout en leur extrayant toute la plus-value possible. Il nous reste à voir comment il les exploite encore après leur mort, comment il exploite leur mort elle-même.

Ce sont d'abord les impérialistes du camp allié qui s'en sont servis pour justifier leur guerre et justifier après leur victoire le traitement infâme infligé au peuple allemand. Comme on s'est précipité sur les camps et les cadavres, promenant partout d'horribles photos et clamant : voyez quels salauds sont ces Boches ! Comme nous avions raison de les combattre ! Et comme nous avons raison maintenant de leur faire passer le goût du pain ! Quand on pense aux crimes innombrables de l'impérialisme ; quand on pense par exemple qu'au moment même (1945) où nos Thorez chantaient leur victoire sur le fascisme, 45.000 Algériens (provocateurs fascistes !) tombaient sous les coups de la répression ; quand on pense que c'est le capitalisme mondial qui est responsable des massacres, l'ignoble cynisme de cette satisfaction hypocrite donne vraiment la nausée.

En même temps tous nos bons démocrates antifascistes se sont jetés sur les cadavres des Juifs. Et depuis ils les agitent sous le nez du prolétariat. Pour lui faire sentir l'infamie du capitalisme ? Non, au contraire : pour lui faire apprécier, par contraste, la *vraie* démocratie, le *vrai* progrès, le *bien-être* dont il jouit dans la société capitaliste ! Les horreurs de la mort capitaliste doivent faire oublier au prolétariat les horreurs de la vie capitaliste et le fait que les deux sont *indissolublement liées* ! Les expériences des médecins S.S. doivent faire oublier que le capitalisme expérimente en grand les produits cancérogènes, les effets de l'alcoolisme sur l'hérédité, la radio-activité des bombes « démocratiques ». Si on montre les abat-jour en peau d'homme, c'est pour faire oublier que le capitalisme a transformé *l'homme vivant* en abat-jour. Les montagnes de cheveux, les dents en or, le corps de l'homme mort devenu marchandise, doivent faire oublier que le capitalisme a fait de l'homme vivant une marchandise. C'est le travail, *la vie même de l'homme*, que le capitalisme a transformé en marchandise. C'est cela la source de tous les maux. Utiliser les cadavres des victimes du capital pour essayer de cacher cette vérité, faire servir ces cadavres à la protection du capital c'est bien la plus infâme façon de les exploiter jusqu'au bout.

PETITE CHRONIQUE DE LA GRANDEUR FRANÇAISE

« Le Salut »

La base de la propagande stalinienne réside dans l'essai d'identifier l'intérêt du prolétariat à l'intérêt national. Ce qui correspond, pratiquement, à faire passer au premier plan la lutte pour la grandeur française, et, à laisser dans l'ombre l'amélioration des conditions de vie des travailleurs puisque la révolution est un terme qui n'est même plus employé dans la rhétorique stalinienne). Sur ce terrain, on le sait, ils ont rencontré un concurrent sérieux : De Gaulle. Dans un précédent article (1) nous avons vu comment les Staliniens voyaient la grandeur et comment ils avaient combattu pour elle, et, nous mettions en évidence que le parti de la vraie grandeur c'était en réalité le leur. Ceci, de Gaulle, leur soi-disant vieil ennemi, le confirme dans le troisième tome de ses mémoires intitulé : « Le Salut » : « Assurément jour après jour, les communistes prodigueront les surenchères et les invectives. Cependant ils n'essaieront aucun mouvement insurrectionnel. Bien mieux, tant que je gouvernerai, il n'y aura pas une seule grève. Il est vrai que le parti ne ménagera rien pour diriger la conjoncture, politique, syndicale et électorale et dominer les autres formations en exploitant leur secret désir d'amener de Gaulle au départ et le complexe d'infériorité que leur inspire leur propre inconsistance. Mais dès lors qu'au lieu de la révolution des communistes prennent pour but la prépondérance dans un régime parlementaire la société court moins de risques. »

C'est ici que l'histoire réelle prend le dessus sur l'histoire mythologique. Selon cette dernière il y a une France éternelle dont la grandeur passée doit se prolonger de nos jours ; le personnage qui doit assurer sa pérennité c'est Charles de Gaulle qui se transforme ainsi en être mythologique. Mais notre historien, qui est en même temps la Créature choisie par le

destin, est obligé de venir parfois sur le terrain de la réalité pour donner vie à son mythe ; pour expliquer sa propre force, il doit dévoiler quels furent, en fait, les véritables artisans du salut de la France : les Staliniens. En effet, cette restauration ne pouvait être que celle du pouvoir et de la prospérité du capital. Elle n'était donc possible qu'à la condition que toute force révolutionnaire fut dissoute ou décomposée et qu'il n'existât pas de parti prolétarien dont le rôle est précisément la destruction de l'Etat bourgeois. Corrélativement il était nécessaire que le prolétariat fut totalement désarmé et contraint d'accepter les sacrifices qu'exigeait la remise en marche de la machine économique. Les staliniens se chargèrent de cette double tâche comportant l'extinction de leurs derniers principes de lutte sociale et la propagande « reconstructive » auprès des ouvriers, c'est-à-dire leur propre exhortation à la productivité accrue. Il est clair que de Gaulle avait bien vu tout cela : « Quant à Thorez, tout en s'efforçant d'avancer les affaires du communisme, il va rendre en plusieurs occasions service à l'intérêt public. Dès le lendemain de son retour en France il aide à mettre fin aux dernières séquelles des « milices patriotiques » que certains parmi les siens s'obstinent à maintenir dans une nouvelle clandestinité. Dans la mesure où le lui permet la sombre et dure rigidité de son parti il s'oppose aux tentatives d'empiètement des comités de libération et aux actes de violence auxquels cherchent à se livrer des équipes surexcitées. A ceux — nombreux — des ouvriers, en particulier des mineurs, qui écoutent ses harangues, il ne cesse de donner pour consigne de travailler et de produire coûte que coûte. »

Le prolétariat désarmé et acceptant l'effort de production le salut de la France était assuré : sa majesté Capital le reconnaît et l'en remercie. Il remercie le parti communiste français d'être allé au-delà de la trahison des socialistes de 1914 qui pensaient que la lutte de classe devait s'arrêter durant la guerre mais qu'elle devait reprendre une fois celle-ci finie. Avec les

(1) La grandeur et son parti. Programme communiste, n° 9, octobre 1959.

stalinien elle devait disparaître complètement.

Etait-ce simplement par tactique politique, se demande de Gaulle. La question le préoccupe peu. Ce qui l'intéresse c'est « que la France soit servie ». Nous non plus cela ne nous intéresse pas et nous n'avons jamais cru au soi-disant machiavélisme des staliniens qui auraient eu deux tactiques, une apparente et une cachée : nous avons toujours reconnu le machiavélisme de leur trahison, leur caractère de renégats falsifiant toutes les thèses marxistes pour justifier leurs pires pirouettes ; nous n'avons jamais cru à leurs déguisements révolutionnaires mais nous avons toujours senti sous leurs plus beaux atours les réformistes et les traîtres. Que nous importe leurs subtilités dialectiques, leurs connaissances des données de la réalité mouvante, ce qui nous intéresse c'est qu'ils ont totalement abandonné la lutte pour l'émancipation du prolétariat et donc de la société humaine et qu'ils sont devenus les valets de « Sa Grandeur ».

Général nous voilà...

La période dont il s'est agi précédemment était celle du déguisement. Elle correspondait à la guerre froide. Notre époque de détente généralisée à d'autres impératifs. Les staliniens accomplissent un strip-tease politique de haute tenue, et, ils le font en disant à tous les badauds démocratiques : nous ne sommes pas ceux que vous croyez, nous ne sommes pas contre la nation mais nous sommes les seuls patriotes ; nous ne luttons pas pour la révolution, mais pour l'amélioration du régime actuel ; nous ne voulons pas imposer la dictature de notre parti mais une collaboration avec tous les partis ; nous ne luttons pas pour le communisme mondial mais pour un socialisme français.

Comme la plus belle fille du monde, le plus grand parti de France ne peut donner que ce qu'il a. Il a tout rejeté ; il s'est tellement réduit à peu de chose qu'il ne peut plus donner que sa caution démocratique : son adoration devant la fêrude du grand capital. Le parti n'a plus aucun désir puisque son plus cher désir va être réalisé : celui de la grandeur française. Dans ce cas, il n'est plus nécessaire d'aller à l'encontre du pouvoir : « Sans doute, maintenant, il existe un pouvoir légitime, puisque nous avons dit nous-mêmes que nous tiendrons compte de la constitution » (Thorez. Discours au comité central de Montreuil. *Humanité* du 6-2-1960). De ce fait, il n'est

plus nécessaire de revendiquer la formation d'une assemblée constituante pour réorganiser la forme de gouvernement mais il faut une nouvelle assemblée nationale : « Seule l'élection d'une nouvelle assemblée nationale, à la proportionnelle, et représentant vraiment les différents courants politiques existant dans le pays, pourra fournir un appui populaire pour l'application d'une politique de paix en Algérie. » (Waldek Rochet. Rapport au comité central. *Humanité* du 3-2-60).

Les staliniens accordent donc leur appui à la politique gaulliste ; ils lui apportent la caution de gauche sans laquelle aucun programme fasciste n'est réalisable. Bien entendu cela se fait au nom de la démocratie : « L'union de toutes les forces démocratiques c'est une idée qui nous est familière » (Thorez, ouvrage cité). Il faut même aller solliciter les bourgeois « D'ailleurs : qu'on y réfléchisse : où seraient les possibilités de large rassemblement autour de notre programme de rénovation et de restauration de la démocratie, si nous n'avions pas la certitude d'amener aux côtés de la classe ouvrière les classes moyennes, essentiellement la paysannerie, mais aussi certaines couches de la bourgeoisie ? Quand nous mettons l'accent maintenant sur les nationalisations, quand nous montrons aux artisans et aux petits industriels que nous voulons les défendre contre les empiètements des monopoles, cela signifie bien que nous envisageons une base de rapprochement avec une couche de la bourgeoisie ; et si nous le faisons, c'est parce que nous savons que, dans cette couche de la bourgeoisie, il y a une autre façon de se représenter la conduite du pays, il y a encore des conceptions démocratiques. » (Thorez, ouvrage cité.)

Nos communistes entrent en compétition avec le mouvement de de Gaulle pour avoir la direction des classes moyennes. Mais cette perspective n'a rien de commun avec celle que proposèrent leurs prédecesseurs de l'Internationale communiste et qui fut d'ailleurs une énorme faute politique : utiliser le mouvement de mécontentement de ces classes contre le grand capital pour essayer d'abattre le pouvoir bourgeois. Non, aujourd'hui, on veut défendre ces classes contre la dictature du capital. Autrement dit, les staliniens veulent faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Mais que propose-t-on à ces couches intermédiaires sinon, encore et toujours, de la grandeur française ? Or, sur ce terrain, elles seront toujours battues

puisque cette politique passe actuellement par une concentration de l'économie et une prolétarianisation des masses paysannes : le grand capital ne badine pas lorsque ses intérêts sont en jeu : « Messieurs, dans les questions d'argent plus de plaisanterie ».

Cette tentative d'élargir, à tout prix, le front vient du fait que la politique des stalinienis rencontre de moins en moins d'écho chez les ouvriers. On l'a bien vu à l'époque du 13 mai où les travailleurs refusèrent de défendre le parlement et la démocratie. Lors des événements d'Alger les stalinienis arrivèrent tout juste à mettre sur pied, avec l'aide d'autres organisations, une grève d'une heure qu'ils veulent présenter comme une action extraordinaire : « La grande grève du 1^{er} février est encore présente dans toutes les mémoires » (*Humanité* du 12-2-1960).

Ne pouvant pas mobiliser les ouvriers ils essayent de trouver un public qui soit plus réceptif, d'où la recherche éfrénée des dialogues avec toutes les autres organisations, d'où le désir de s'unir de plus en plus à toute la masse démocratique.

Mais cela n'est pas suffisant. Il faut une idéologie à cette masse, c'est pourquoi il faut faire revivre l'esprit de la résistance, l'esprit de l'union sacrée : « Ceux qui se sont dits « gaullistes » pas seulement hier, et avant-hier, mais pendant la guerre, dans la clandestinité et dans la Résistance, ont partagé de dures épreuves avec les nôtres. Ils se sont battus, ils ont souffert avec les communistes dans la bataille contre les hitlériens et leurs complices. Ils ont vu, comme les communistes, tomber les meilleurs des leurs.

« Comment ne leur dirions-nous pas : « Vous vouliez alors, comme nous, faire surgir un lendemain de la Libération une France forte, une France vraiment indépendante. Vous avez adhéré comme nous au programme du Conseil National de la Résistance qui contenait toute une série de mesures de caractère progressif, tant sur le plan social que sur le plan purement politique. Après la libération nous avons un certain temps continué à travailler ensemble pour le bien de notre pays. »

« Puis la division est venue ; nous pourrions en évoquer les causes » (quels regrets, quelle nostalgie ! quand nous étions au pouvoir tout allait bien et maintenant... N.d.R.) « Mais ce qu'il nous faut surtout constater c'est que cette division n'a servi que les ennemis de la France et de la

République. » (Il y a gaullistes et gaullistes et les vrais... c'est nous. N.d.R.) » Elle a favorisé la réapparition des munichoïses et des vichysistes. Elle a permis la renaissance de l'activité des groupements fascistes.

« Le résultat le plus récent de cette division, ce fut l'émeute fasciste d'Algérie, avec tout le mal fait à notre pays. » Voilà où a conduit la politique qui consistait à rejeter les communistes en dehors de la nation. Si ces derniers ne sont pas écoutés, il ne restera plus à Thorez qu'à trouver un Colombey-les-deux-Eglises !

« Maintenant, nous nous sommes retrouvés dans la bataille contre les émeutiers. Il faut continuer à se serrer les coudes, à travailler ensemble. Il faut faire la paix en Algérie, puisque vous savez que cette guerre bouche l'avenir de notre pays. Il faut, dans l'esprit du programme de la Résistance, restaurer et rénover la démocratie. Il faut donner à la France le *gouvernement fort* (c'est nous qui soulignons N.d.R.) qu'elle n'a pas et qu'elle n'aura pas tant que subsisteront les conditions actuelles. »

Belle conclusion qui se termine par une apologie de l'Etat ; n'est-ce pas là du fascisme ? Mais les stalinienis sèment pour d'autres. Il en fut d'ailleurs toujours ainsi, et, nous pouvons leur crier, en paraphrasant Marx : « Vous avez semé la réaction au profit de la démocratie, vous la récolterez au profit du fascisme et du pouvoir fort ». Leur attitude devant la farce d'Alger en est le dernier exemple. Ils ont soutenu le gouvernement pour qu'il les délivre des factieux ; le pouvoir fort a sauvé la démocratie ; il faut donc soutenir celui qui les a sauvés. Mais ils ne voudraient plus semer pour d'autres ; ils voudraient faire partie intégrante du pouvoir fort. D'où cette perspective : « Il faut songer à recruter de nouveaux combattants au parti, à faire des milliers d'adhésions. » (Waldeck Rochet. Ouvrage cité.)

« Jamais les conditions n'ont été aussi favorables qu'aujourd'hui... » c'est-à-dire, jamais le parti n'était allé aussi bas dans le reniement.

« Il faut ouvrir largement les portes du Parti aux travailleurs et aux antifascistes qui, dans la dernière période, ont lutté à ses côtés ; » (Waldeck Rochet.)

Pour que tout le monde puisse venir il faut que le parti soit le plus accueillant possible. Il faudra donc minimaliser le

programme afin de le rendre acceptable par tous ; il faut simplifier la théorie afin qu'elle soit compréhensible à tout un chacun, rapprocher le but à atteindre afin que tous puissent l'envisager. Ainsi ce culte de la masse culmine dans celui de la grandeur de la nation. La grandeur de celle-ci ne peut résider qu'en la bassesse et la stupidité de celle-là, parce qu'opprimée, exploitée et réduite à croire au monde mythique et contradictoire qu'on lui propose. Ce culte de la masse aboutit à celui des divinités bourgeoises : Liberté, Egalité, Thorez, qui ont perdu toute réalité pour la bourgeoisie ; les staliniens s'étant faits les champions d'une cause perdue. Ils sont de plus en plus rejetés en dehors du mouvement historique, c'est pourquoi ils ressassent de plus en plus

les pensées les plus dépassées. N'étant plus capables d'avoir une vision (même réformiste), n'ayant plus aucun lien avec le passé du prolétariat dont ils ont profané la tradition historique et dont ils déforment à longueur de journée la théorie, ils doivent quitter les habits révolutionnaires dont ils s'étaient parés pour faire croire à leur réalité. Ils ne pensent plus qu'à une seule chose ; se fondre dans la masse démocratique. Nous faisons partie nous aussi, disent-ils, du stupide troupeau démocratique et, en démocrates qui nous respectons, nous adorons la force, le pouvoir qui nous frappe ; nous ne voulons pas être privés de notre culte, nous voulons au milieu de tous nos amis naturels, bourgeois et petits bourgeois, pouvoir crier nous aussi : Général nous voilà...

LES PAYS SOUS-DEVELOPPÉS ET LE « PROGRÈS »

La réalité de la société capitaliste n'a rien à voir avec les intentions, les programmes et les efforts de planification des classes dominantes et de leurs dirigeants. Elle obéit à des lois inexorables que le marxisme a formulées il y a déjà un siècle. Une preuve évidente en est donnée par l'écart existant entre les états industriels et ceux qui produisent des matières premières pour l'industrie, c'est-à-dire entre les pays « avancés » et les pays « sous-développés » du monde, dont les gouvernements bourgeois se préoccupe une évolution sociale lourde de menaces proclament périodiquement qu'ils veulent « assainir » la situation, au nom de la « solidarité humaine » ou bien de la « coexistence pacifique ».

Or, voici qu'un rapport de l'*Economic*

Review largement cité par l'*Economist* du 3 octobre, nous apprend qu'en 1955-57 le pouvoir d'achat correspondant à l'ensemble des exportations des pays producteurs de matières premières industrielles n'avait augmenté que de 3% par rapport à 1950, tandis que la production industrielle s'accroissait pendant la même période d'environ 5,5% par an.

Ce phénomène est en partie de nature technique : les matières premières brutes sont de plus en plus remplacées par des matières premières déjà ouvrées, telles que l'aluminium, les fibres synthétiques, etc. Par ailleurs, au cours d'un long cycle de production, l'industrie réutilise plusieurs fois les mêmes matières premières, comme c'est le cas avec la récupération des vieilles ferrailles. Mais il a aussi des causes plus

profondes, qu'il faut chercher dans l'expansion croissante de la sphère d'action du grand capital, qui produit désormais lui-même une fraction considérable des matières premières et auxiliaires alimentant l'industrie super-mécanisée. C'est là un des aspects de la concentration capitaliste dans les domaines économique, social et, partant politique, qui exerce une influence déterminante sur tous les rapports de force.

Pour illustrer ce fait, il suffit de choisir un certain nombre de matières premières importantes d'origines diverses (le pétrole exclu). Considérons les principales zones industrielles du bloc occidental : U.S.A., Canada, Grande-Bretagne, Japon, Communauté européenne : entre 1950, 1952 et 1955-57, on observe que la production des objets manufacturés y a augmenté en moyenne de 28 %, le pourcentage le plus bas étant celui du Canada (14 %) et le plus élevé, celui du Japon (93 %). La consommation des matières premières a augmenté, sans doute, dans des proportions identiques globalement, mais de façon très inégale selon qu'il s'agissait de matières premières industrielles ou agricoles. Les chiffres sont les suivants :

Matières premières d'origine industrielle (aluminium, rayonne, nouvelles fibres synthétiques, caoutchouc synthétique, matières plastiques)	+ 67 %
Acier	+ 31 %
Métaux non ferreux (cuivre, plomb, zinc, étain)	+ 16 %
Produits forestiers	+ 21 %
Matières premières d'origine agricole (textiles, caoutchouc naturel)	+ 10 %

Cela signifie que la consommation de matières premières d'origine industrielle, c'est-à-dire fabriquées et transformées dans les grands pays industriels, s'est énormément développée, tandis que celle des matières agricoles et minières traditionnellement importées des fameuses « aires déprimées » est restée terriblement en arrière.

Si du général on passe au particulier, on observe qu'en Amérique la consommation

des matières premières naturelles n'a pas du tout augmenté, et plus précisément, qu'elle n'a pas bougé pour les métaux non ferreux, mais qu'elle a diminué pour les matières premières agricoles et, en partie, forestières, à l'exception de la cellulose de bois qui a augmenté. On observe la même diminution de la consommation de matières premières agricoles au Canada et en Angleterre. En outre, puisque ce sont les industries connaissant la plus grande expansion actuellement (par exemple l'aéronautique) qui emploient le plus de matières premières non naturelles (l'aluminium, par exemple), il est clair que non seulement l'évolution ne peut pas être inversée, mais continuera et même s'accroîtra. Autre élément négatif, pendant la période à laquelle se rapportent nos chiffres, les industries européennes ou non-américaines qui importent et consomment encore beaucoup de matières premières naturelles se sont intensément développées ; mais comme il est peu probable que l'accroissement de leur production se poursuive au même rythme, la consommation non-américaine de matières premières agricoles ou minières est destinée à décliner ; les pays sous-développés producteurs de ces marchandises en subiront le contre-coup avec la baisse de leurs exportations.

L'écart entre les deux catégories de pays, avancés ou sous-développés ira donc croissant. L'inégalité de développement économique augmentera, et aucune « bonne volonté d'aide » ne peut l'empêcher. La situation économique et partant sociale va en s'aggravant dans les aires déprimées, ce dont il faut rendre grâce à Sa Majesté le Capital. En conséquence celles-ci sont poussées à se dégager de la dépendance dans laquelle les placent leur monoculture et leur industrie purement extractive en développant leurs propres industries de transformation. Ce processus est à son tour lié au développement d'une bourgeoisie nationale, qui est une des racines objectives des mouvements anti-colonialistes, et à l'obtention de l'indépendance politique. Autre preuve que les lois de l'économie bourgeoise que le marxisme a définies agissent avec une rigueur inflexible, et que rien ni personne ne peut arrêter un mouvement qui est à la fois expansion du grand capital et préparation à l'écroulement final de cette économie.

LA CRISE DE L'AGRICULTURE AMÉRICAINE

Lorsqu'on entend parler de « crise agricole », on pense qu'il s'agit de mauvaises récoltes, de productivité du travail insuffisante, d'une incapacité à faire front avec des techniques appropriées aux besoins alimentaires de la population : on pense, en d'autres termes, qu'une des sept plaies de l'Égypte s'est abattue sur le pays. On entend parler partout des quatre cents millions d'hommes qui souffrent de la faim ou qui, au moins, ne mangent pas suffisamment; on devrait croire que la « crise agricole » naît de l'impuissance à produire ce qu'il faut pour rassasier les « sous-alimentés ».

Eh bien non ! Le paradoxe de l'économie capitaliste réside en ce que, au moins pour ce qui concerne les États-Unis, on produit... trop : trop, entendons-nous, pour une société divisée en classes dans laquelle, bien qu'on proclame bruyamment l'extension du bien-être, de larges zones restent, comme on dit aujourd'hui, « déprimées » et ne disposent pas d'un revenu suffisant pour répondre aux stimuli de l'appétit.

Depuis des années, comme c'est bien connu, la politique agricole du gouvernement américain consiste à essayer de conjurer la catastrophe que seraient, non pas des récoltes trop maigres, mais des récoltes trop abondantes. En fait, cette économie bourgeoise qui proclame que son objectif suprême est la satisfaction des exigences de tous, ne fonctionne au contraire qu'à la condition que demeure insatisfaite une marge de besoins telle qu'elle empêche les prix des articles de large consommation de diminuer jusqu'au point où ils ne laisseraient plus de profit suffisant pour le producteur. Dans ce but, et alors que les économistes et sociologues officiels attestent que l'alimentation humaine, vue à l'échelle générale, est terriblement insuffisante, le gouvernement américain s'est employé ces dernières années à freiner le développement de la production agricole et spécialement alimentaire, soit en réduisant la surface cultivée, soit en stockant les « surplus », l'excédent invendu et invendable, et, dans tous les cas,

en déversant dans les campagnes des subventions de tous genres pour que les prix, et donc les profits des agriculteurs, ne diminuent pas. En substance, se disait-on, il faut que le développement de la production se maintienne sur le même rythme que l'augmentation démographique.

Hélas ! — dit-on aujourd'hui — cette politique a fait faillite. La production, malgré la réduction de la surface cultivée, a continué de croître sur un rythme vertigineux, avec ce résultat que les stocks accumulés grâce au financement de l'État ont augmenté, pour le blé, de 0,9 milliards de bushels en 1957 à 1,4 milliard en 1959, pour le maïs de 1,5 milliard à 2,1, et ceux d'un produit non alimentaire, mais fondamental pour l'agriculture américaine, comme le coton, de 8,7 millions de balles à 9,2 millions. Pour freiner le processus de diminution du revenu des cultivateurs on voulait établir une parité relative entre l'augmentation de la population et l'augmentation de la production : on s'aperçoit aujourd'hui — et c'est là une espèce de vengeance du système contre lui-même — que depuis 1958 la surface cultivée en blé a bien été réduite de 30 %, mais que la mécanisation croissante et la concentration sur les meilleures terres ont eu pour effet d'augmenter la production de 10 %. La récolte de maïs, utilisé surtout comme fourrage, est passée, entre 1953 et 1959, de 3,2 à 4,2 milliards de bushels : les prix de vente ont diminué de 1,44 dollar par bushel à 1 dollar seulement. Par voie de conséquence, la production de porcs a augmenté de 77,9 millions de têtes en 1954 à 104,5 millions en 1959 ; les prix de vente de la viande de porc sont passés de 21,4 dollars pour 100 livres à 12,5 dollars. Mais ce n'est pas tout : la mécanisation de l'agriculture exige des investissements de capitaux croissants dans les « farms » ; d'autre part, tandis que le prix des produits agricoles baisse, celui des produits industriels finis reste stable ; il en résulte que l'agriculture clôt son bilan sur une marge de profit toujours plus faible. Citons quelques chiffres : entre 1958 et octobre 1959 les prix des produits

achetés par les *farmers* sont restés invariables, au niveau 298 environ (indice 1910-1914 = 100), tandis que ceux des produits vendus ont baissé de 250 à 230; l'endettement sur les machines qui, en 1950, tournait autour de 11 milliards de dollars, est passé en 1959 à 19 milliards environ, et l'endettement sur les terres de 6 milliards environ à 11; parallèlement, le taux d'intérêt sur les prêts à court terme est passé de 5,5 à 7,4%, celui sur les prêts hypothécaires de 4% en 1956 à 6% en 1958.

D'autre part, le gouvernement rencontre toujours de plus grandes difficultés pour se défaire des surplus accumulés : en fait, la cessation à titre gratuit ou avec paiement différé des produits alimentaires aux fameux pays « déprimés » que, selon Eisenhower, il s'agirait de protéger de la faim et de la maladie, a soulevé les protestations d'autres pays producteurs de blé comme le Canada et l'Argentine, qui ont du blé à vendre et ne veulent pas laisser fuir les acquéreurs à seule fin de faire plaisir aux *farmers* américains ou au gouvernement des Etats-Unis. Le cri d'alarme est donc lancé : on produit trop, c'est-à-dire que la terre cultivée donne plus que n'en réclame une population en augmentation normale.

On ne dit pas, naturellement, que cette population en augmentation pourrait *consommer* beaucoup plus si sa capacité à se rassasier n'était pas contenue dans les limites infranchissables des lois d'une économie mercantile et monétaire de classe : ce n'est pas que la population augmente trop peu face à une agriculture toujours plus mécanisée — c'est l'économie capitaliste qui empêche la grande majorité de satisfaire l'intégralité de ses besoins. Et comme on ne peut trouver de remède à cette calamité, on dit : *finies* les subventions, revenons au « marché libre », laissons fonctionner normalement le

mécanisme de l'offre et de la demande, et nous aurons automatiquement un équilibre, même instable, entre les prix de vente et les coûts de production à la campagne ! Le secrétaire à l'Agriculture des U.S.A., Taft-Benson, l'a dit; la Fédération des agriculteurs américains l'a répété. Bien sûr; mais l'abandon de certaines subventions ayant entraîné une nouvelle et importante réduction du revenu des agriculteurs (17% en 1959 par rapport à 1958: on est retourné au niveau de 1940!), la même Fédération s'est vue contrainte d'intervenir pour mettre un frein à la réduction du contrôle sur le marché.

On vante partout les succès de la technique : mais dans le domaine agricole, c'est-à-dire dans le domaine de la vie humaine et de sa perpétuation, on se *lamente* de ce que la technique progresse trop vite ! On proclame que, à l'échelle mondiale, les hommes doivent manger plus et vivre plus longtemps : mais on hurle parce qu'on produit une quantité « excessive » des seuls « biens » qui permettent de se rassasier et de ne pas mourir ! Puis, comme on ne peut écouler les stocks accumulés, on crie à l'Europe : « Abattez vos barrières douanières, arrêtez les mesures de contrôle et de protection » (les mêmes que, vice versa, on applique outre-océan !). Quoi qu'il en soit, la crise continue, avec ce double sens que les gens ne se nourrissent pas suffisamment et que les producteurs agricoles ne gagnent pas autant qu'ils le voudraient. Et le gouvernement américain, tuteur des intérêts du grand capital, ne peut tolérer que la crise se développe au point de dresser contre lui ces classes ou sous-classes petites-bourgeoises et rurales qui sont traditionnellement une de ses armes de manœuvre les plus commodes et les plus fidèles. Voilà l'absurdité du régime économique-social dans lequel nous vivons !

CETTE REVUE EST ENTIÈREMENT RÉDIGÉE, COMPOSÉE, ADMINISTRÉE PAR DES TRAVAILLEURS SALARIÉS, A L'EXCLUSION DE TOUTE COLLABORATION DE PROFESSIONNELS OU DE PERMANENTS RÉTRIBUÉS. C'EST LA LEUR CONTRIBUTION A L'ŒUVRE NÉCESSAIRE DE CLARIFICATION. TOI, LECTEUR, SYMPATHISANT, QUELLE EST LA TIENNE ? **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT VIVRE QUE DES SUBSIDES PROLÉTARIENS. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT FAIRE ENTENDRE SA VOIX QUE PAR L'EFFORT CONJUGUÉ DE TOUS LES RÉVOLUTIONNAIRES SINCÈRES. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT AMÉLIORER SA PÉRIODICITÉ ET AUGMENTER SA MATIÈRE QUE PAR L'AIDE DE TOUS CEUX QUI APPROUVENT SON EFFORT.

LECTEUR, SYMPATHISANT, DIFFUSE

PROGRAMME COMMUNISTE

ECRIS-NOUS — ABONNE-TOI — SOUSCRIS

"L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES!"

DIRECTEUR-GÉRANT
F. G A M B I N I



adresser toute correspondance à :

"PROGRAMME COMMUNISTE", Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert
——— Versements à F. GAMBINI - C.C.P. 2202 22 Marseille ———

SOMMAIRES DES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

N° 1. - Octobre-décembre 1957.

Programme communiste - Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne - Les grands tournants du capitalisme russe - En mémoire d'Otto Perrone.

N° 2. - Janvier-mars 1958.

La paix des spoutniks - Le marxisme devant la Russie - Physiologie sociale des révolutions coloniales - Unité syndicale et politique de classe - Triviale résurrection de l'illuminisme - L'Est européen dans la perspective révolutionnaire - Eléments de l'Economie marxiste.

N° 3. - Avril-juin 1958.

En marge de notre Appel : stalinisme, antistalinisme, et paix sociale - Appel pour la réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste - A propos de M. Cachin - Eléments de l'Economie marxiste (II).

N° 4. - Juillet-septembre 1958.

L'enfant légitime de la démocratie - Les causes historiques du séparatisme arabe - La question coloniale : premier bilan - La tactique du Komintern de 1926 à 1940 - La récession américaine annonce-t-elle un nouveau 1929 ? - Eléments de l'Economie marxiste (III) - Chronique syndicale : Réponse à certains confusionnistes - L'expérience polonaise des Conseils ouvriers.

N° 5. - Octobre-décembre 1958.

Le capitalisme français au tournant - La question algérienne - Les festes de la colonisation française (R. Luxembourg) - L'Algérie contemporaine (compléments statistiques) - L'avant-garde et l'Algérie - Le P.C.F. et la question coloniale - Le rôle du parti dans la révolution russe (première partie) - Eléments de l'Economie marxiste (IV) - Notes d'actualité - Le règne hypocrite des pirates de la "coexistence pacifique" - Pétrole et rente différentielle - Grandeur nationale... à vos marques - La théorie de l'ultra-opportunisme.

N° 6. - Janvier-mars 1959.

Editorial - La déchéance du parlementarisme - A propos de la polémique russo-yougoslave - Le rôle du parti dans la révolution russe (deuxième partie) - Notes d'actualité - Promotion de l'Afrique - Encore le P.C.F. et la question coloniale - Les lendemains qui chantent de la Belgique Joyeuse - La réforme de l'enseignement en Russie - A propos du plan septennal soviétique.

N° 7. - Avril-juin 1959.

Editorial - Droit au travail ? Pouvoir sur le capital ! - Particularités de l'évolution historique chinoise - Le rôle du parti dans la révolution russe (deuxième partie, suite) - Eléments de l'Economie marxiste (V) - Notes d'actualité - Aspects de la révolution africaine - Sidérurgie, pétrole et sous-développement - Le communisme, l'U.R.S.S. et la faim - Le Congo beige entre dans le front anti-impérialiste - Notes de lecture : Vieux Marx... Jeune Amérique.

N° 8. - Juillet-septembre 1959.

Dialogue avec Staline - Critique du XIX^e Congrès du P. C. Russe.

N° 9. - Octobre-décembre 1959.

A propos de la rencontre au sommet - Qui fait les frais de la grandeur nationale ? - Remarques sur la question nationale - Le rôle du parti dans la révolution russe - Sur la méthode dialectique. Notes d'actualité : Blousons noirs - La grandeur et son parti.

N° 10. - Janvier-mars 1960.

Honte et mensonge de la détente - Antagonismes dans les rapports de classe en Russie - Formulaire économique - Le rôle du parti dans la révolution russe - La longue impasse algérienne - Notes d'actualité : Logique de l'opportunisme - La grève de la sidérurgie américaine - Malpasset, catastrophe naturelle ou sociale ?



SOUSCRIPTION PERMANENTE

Liste N° 7. — Sergio, 2.500 ; Jean-Jacques, 3.000 ; Néron, 1.000 ; Pierre, 4.000 ; Salut au Congo indépendant, 2.000 ; Hommage à la résistance des Camerounais, 3.200 ; Contre nos antifascistes, 1.200 ; Pour la reconstruction d'un Parti révolutionnaire marxiste, 5.000.

Total liste N° 7	21.900 fr.
Total des listes précédentes	258.000 fr.
Total de la souscription permanente	279.900 fr.

Sommaire du N° précédent :

(N° 10 - Janvier - Mars 1960)

Editorial. Honte et mensonge de la détente
Antagonismes dans les rapports de classe en Russie
Formulaire économique
Le rôle du parti dans la révolution russe
La longue impasse algérienne
Notes d'actualité :
 Logique de l'opportunisme
 La grève de la sidérurgie américaine
 Malpasset, catastrophe naturelle ou sociale ?

**Envoi franco des dix numéros parus jusqu'ici contre paiement
en mandat-poste de la somme de 20 NF à verser à
F. GAMBINI, C. C. P. 2202 22 Marseille**

A paraître aux prochains N° :

La question algérienne (Suite)
L'évolution du capitalisme mondial
L'Afrique en marche
La succession historique des formes de production
Le programme de la société communiste

**ABONNEMENTS ANNUELS (4 n°) ordinaire : 9 NF
de soutien : 20 NF**